



Et maintenant la Lituanie ?

L'ATTENTION mondiale est mobilisée depuis de longues semaines par la Roumanie et ses voisins d'Europe centrale, mais M. Gorbatchev, lui, ne peut oublier qu'il a sa propre « Europe de l'Est », à l'intérieur de ses frontières. C'est ce qui vient de lui rappeler les Litvaniens en lui lançant le plus grave défi politique que le maître du Kremlin ait eu à affronter depuis les débuts de la perestroïka : la menace d'une sécession du Parti communiste de Lituanie vis-à-vis du PCUS d'abord, de cette République vis-à-vis de l'URSS ensuite, le tout annonçant très probablement des gestes analogues des autres États baltes et d'autres Républiques soviétiques.

A vrai dire, c'est le contraire qui eût été étonnant. Colonisés de force par l'URSS presque au même temps que leurs voisins de l'Ouest, et souvent en vertu des mêmes accords Staline-Ribbentrop aujourd'hui dénoncés, les Baltes vivent au rythme des révolutions en cours en Europe centrale. C'est vers l'Ouest et le Nord - vers la Scandinavie et son modèle social-démocrate - que leurs regards se portent, beaucoup plus que vers une Russie qui leur est toujours apparue arriérée. Le multipartisme fleurit depuis plus d'un an à Vilnius, à Riga et à Tallin avec la bénédiction des PC locaux, alors qu'il est toujours officiellement banni à Moscou.

FIDÈLE à son habitude, M. Gorbatchev a cherché, et cherche encore, à gagner du temps. Il a obtenu de son comité central réuni lundi et mardi à Moscou qu'il suspende sa session jusqu'aux premiers jours de janvier, le temps pour lui et pour d'autres dirigeants de se rendre en Lituanie afin de trouver une « solution de compromis ». Son porte-parole, M. Medvedev, a confirmé cette modulation en se disant prêt à tenir compte de « la large majorité » qui s'est prononcée à Vilnius en faveur d'un parti autonome.

Il reste que de nombreux membres du comité central fédéral ont opté pour des sanctions immédiates contre les « sécessionnistes » et que le chef du parti, dans un premier discours très ferme, a cherché à leur donner satisfaction. Pourtant, ce comité central non réformé (il a été élu en 1986) ne représente plus grand-chose, et surtout pas les Baltes : M. Brazuskas, principal fauteur en tant que premier secrétaire du PC lituanien, n'en fait pas partie ; seul son collègue du gouvernement y dispose d'un siège sans droit de vote.

LA vraie question est celle des moyens par lesquels Moscou entend contenir les évolutions inévitables. M. Medvedev a opportunément rappelé la nécessité de solutions « politiques » pour « tous les problèmes ». Mais cette volonté de ne pas recourir à la force, qui est devenue crédible quand il s'agit des alliés du pacte de Varsovie, reste à confirmer au sein de l'empire proprement dit.

Il faut bien admettre pourtant que l'édification de la « maison commune européenne » est impossible sans une adhésion volontaire des pays baltes, qui en font partie tout naturellement, et dont les puissances occidentales n'ont jamais formellement reconnu l'annexion par l'URSS.

M 0147 - 1228 0 - 4,50 F



3790147004500 12280

Tandis que le calme revient à Bucarest et en province

Les Roumains critiquent leurs nouveaux dirigeants

Le Front de salut national se voit reprocher le jugement expéditif de Ceausescu et le maintien à leur poste de la plupart des responsables de l'ancien régime

Le jugement expéditif de Nicolae et Elena Ceausescu, exécutés lundi 25 décembre, est diversement apprécié à Bucarest comme à l'étranger, surtout après la diffusion dans la nuit du mardi 26 au mercredi 27 décembre par la télévision roumaine de larges extraits du « procès ».

Le nouveau pouvoir qui commence à se mettre en place en Roumanie - où le calme revient

progressivement - doit, d'autre part, faire face à la contestation d'une partie de la population, qui comprend mal qu'une forte proportion de communistes et de représentants de l'ancien régime figurent encore dans les instances dirigeantes du pays.

En France, la chute de la dictature roumaine a déclenché plusieurs polémiques en raison des rela-

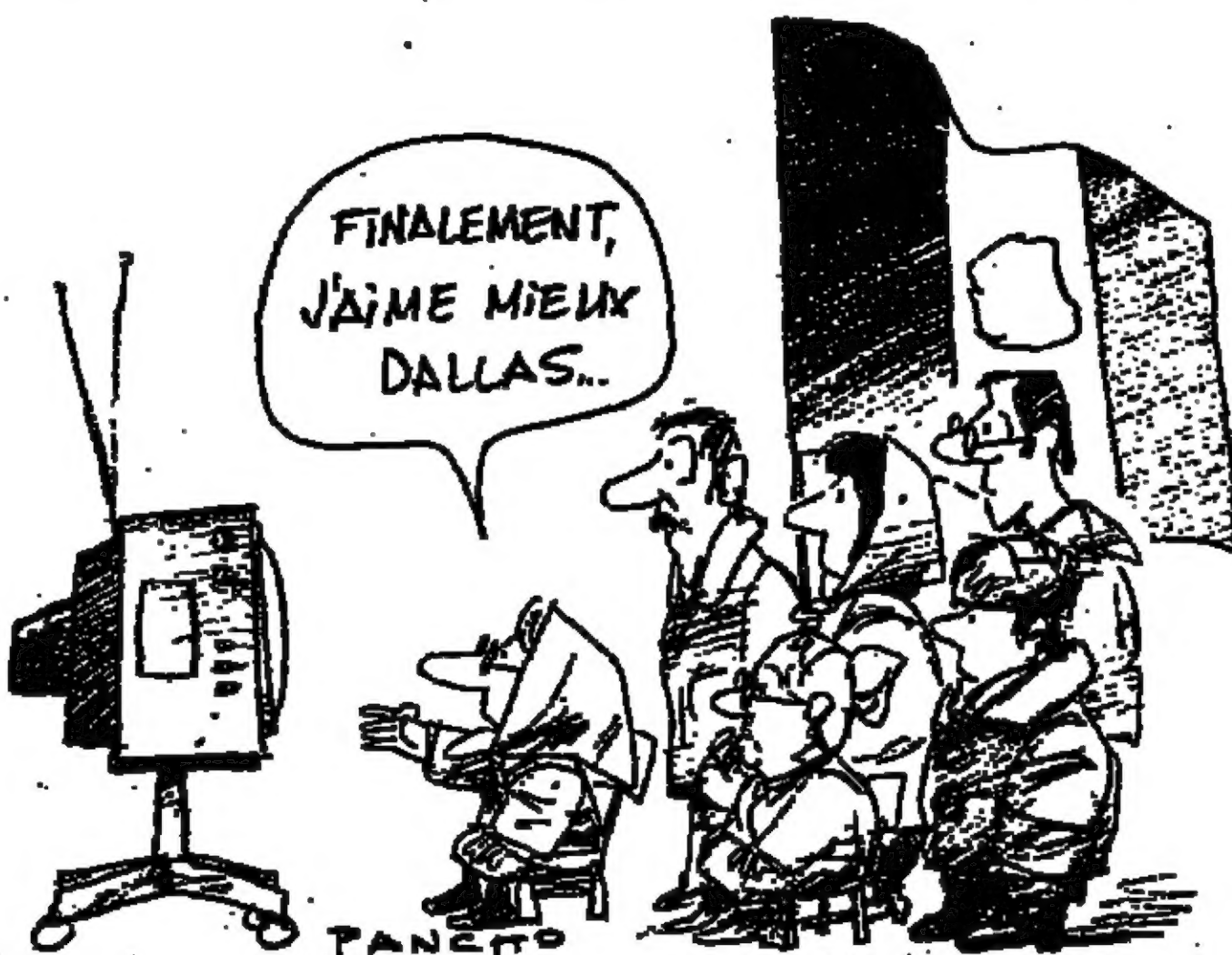
tions entretenues par les gouvernements successifs avec le régime de Ceausescu.

Tandis que M. Valéry Giscard d'Estaing reproche au gouvernement d'avoir fait preuve de « faiblesse », la direction du Parti communiste, mise en cause en raison de ses relations avec le PC roumain, affirme sa solidarité avec M. Georges Marchais.

Les 52 minutes de l'audience

« Procès monté », par Bruno Frappat page 4

- A Chişinău, au cœur de la Transylvanie page 3
- La révolution en direct à la télévision page 5
- Les retombées politiques en France page 6
- Les points de vue de Tudor Eliad, Petru Dumitriu et Michel Dion page 2



Des turbulences à l'horizon...

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Des milliers de jeunes ont manifesté, mardi 26 décembre, devant le siège du comité central à Bucarest. Un rassemblement de foule ne constitue plus désormais une nouveauté dans la capitale de la Roumanie. Mais ce qui rendait l'événement inédit est que, cette fois, les manifestants protestaient contre le nouveau pouvoir et la façon expéditive dont il avait fait condamner et exécuter l'ancien dictateur. Bux qui n'avaient souvent guère plus de vingt ans, et qui n'étaient pas nés lorsque le Conducator était, en 1965, parvenu au pouvoir, exprimaient le sentiment qu'on leur avait volé leur procès. Ils auraient voulu tout savoir des turpitudes du régime, des compromissions de milliers - de millions - de Roumains, qui

l'avaient tant servi que supporté. Un procès public aurait permis de nettoyer les écuries, et c'était cela qu'on venait de leur voler.

Est-ce pour ne pas trop nourrir la contestation sur ce point que la télévision a fini par diffuser de très larges extraits du film tourné lors du procès ? La veille déjà, quelques six minutes de film muet avaient été montrées. Mardi, à 13 h 30, la télévision en a diffusé un peu plus : le même film, suivi d'un plan lointain sur les corps des deux morts et d'un gros plan sur le cadavre de Ceausescu fusillé. Enfin, dans la nuit de mardi à mercredi, une heure de film a été présentée, cette fois avec le son. Cette nouvelle version avait surtout pour but de montrer que le procès s'était déroulé selon les règles du droit. Les inculpés avaient pu se défendre et bénéficier de l'assistance d'un avocat (que l'on entend mais que l'on ne voit pas, ainsi d'ailleurs que le procureur). Le film permettait aussi, grâce à quelques images fixes habilement choisies, de présenter les accusés sous un jour ridicule ou inquiétant. L'attention proprement dite, bien que filmée, n'a pas - encore ? - été diffusée.

Au-delà du symbole - un régime né de la revendication des droits de l'homme qui foule aux pieds, dès les premiers jours, ce principe en jugeant à la sauvette l'ancien tyran - les manifestants de Bucarest exprimaient, en réalité, une volonté plus terre à terre : que les zélotes de l'ancien régime quittent eux aussi la scène et soient écartés de leurs responsabilités.

GEORGES MARION

Lire la suite page 5

Harcèlement au PCF

Inaugurée par de Gaulle il y a plus de vingt ans, la politique de bienveillance envers un régime qui affirmait sa volonté d'indépendance vis-à-vis de Moscou se rattachait à la branche « refus des blocs » de la diplomatie française, telle que le fondateur de la V^e République l'avait léguée à ses héritiers. C'était avant que la Realpolitik ne se voie opposer l'exigence du respect des droits de l'homme, et alors que les directions communistes de certains pays de l'Est apparaissaient comme les seuls interlocuteurs possibles pour toute tentative de desserrer la mainmise de l'Union soviétique sur son « glacis ».

Les successeurs de de Gaulle se disputent, aujourd'hui, la primauté de la clairvoyance et du scrupule devant Ceausescu, que M. Giscard d'Estaing affirmait avoir été le premier à décréter « irréformable », tandis que M. François Mitterrand avait annulé, en 1982, la visite d'État qu'il lui revenait de rendre au dictateur de Bucarest.

M. Claude Cheysson, qui était alors ministre des relations exté-

rieures, regrette la « discrétion » des responsables gouvernementaux. Les contacts avaient été maintenus, en dépit de l'indignation des opposants roumains et des menées de moins en moins discrètes de la Securitate, jusque sur le territoire français.

La direction du PCF, atteinte de plein fouet par les répercussions de l'insurrection roumaine, en raison des relations qu'elle a maintenues avec le PC de Ceausescu et des rapports personnels que M. Marchais avait longtemps entretenus avec le « génie des Carpathes », se défend en mettant en avant l'attitude des dirigeants français. Elle tente ainsi d'escamoter une différence de taille, qui réside dans le fait que les gouvernements - de droite comme de gauche - n'ont jamais affirmé d'affilié idéologique avec le régime de Bucarest, alors que M. Marchais y saluait, il y a cinq ans encore, les « succès (...) remportés dans la construction du socialisme ».

PATRICK JARREAU

Lire la suite page 6

Le sort du général Noriega

Washington recherche un compromis avec le Vatican page 8

Un nouveau poste de commandement nucléaire

Après Taverny et Mont-Verdun, un troisième PC nucléaire sera installé à Evreux page 9

Le chômage en novembre

Légère baisse de 0,1 % page 13

Le sommaire complet se trouve page 20

Décidément, 1989 a été une bonne année.

A plus d'un titre.

Un entretien avec M. Houphouët-Boigny

« Si vous ne payez pas le juste prix pour nos matières premières nous ferons les frais de vos retrouvailles en Europe »

ABIDJAN

de notre envoyé spécial

En nous accueillant dans une petite pièce de sa résidence privée du quartier Cocody à Abidjan, le 19 décembre, le président Félix Houphouët-Boigny a fait état de sa « grande fatigue » pour expliquer cette absence d'apparat. A quatre-vingt-quatre ans, dans un pays en crise, à quelques mois d'un congrès du parti unique qui choisira un candidat à la prochaine élection présidentielle, le doyen de l'Afrique francophone, au pouvoir depuis l'indépendance de la Côte d'Ivoire, en 1960, nous est cependant apparu en homme qui conserve les commandes. Au cours de deux heures d'un entretien plein de références à l'his-

toire mondiale, à l'Afrique profonde, à la France des années 50, dont il a été un ministre, le chef de l'Etat ivoirien a répondu à nos questions au sujet de l'actualité immédiate :

« Quand on parle de la Côte d'Ivoire, on pense à un pays qui a de sérieuses difficultés économiques mais dont le président vient de faire construire une coûteuse basilique dans son village natal de Yamoussoukro. Vous avez persisté dans ce projet malgré les critiques, quelles étaient vos motivations ? »

« J'ai des raisons très profondes. Ma règle d'or est : agir et laisser dire. On dit : « Il y a la crise et il construit une grande basilique alors qu'il y a tant de besoins sociaux à satisfaire ! ».

Je comprendrais ces reproches si la basilique était construite par l'Etat. Mais il s'agit d'une chose personnelle, payée par moi et ma sœur. Il y a des multimilliardaires aux Etats-Unis ; ils ne s'amuseraient jamais à construire un temple. J'ai vu Rome, la vieille ville comprend quatre cents églises, mais dans les nouveaux quartiers, il y en a très peu. Les gens n'en construisent plus. Alors ces gens s'étonnent que, même à titre individuel, on construise une basilique de cette importance. Je comprends qu'ils s'étonnent, mais pour moi, il s'agit d'un acte de foi.

Propos recueillis par JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Lire la suite page 8

DÉBATS

Roumanie

Cette liberté qu'il nous faut apprendre...

par Tudor Eliad

Nos montagnes de l'or portent.
Nous médions de porte à porte.
George Costuc

MIS en demeure par la liberté, une liberté que personne n'attendait plus, que personne n'a jamais eue, le peuple roumain est en deuil. Traumatisme par quarante-six ans de silence, la parole bafouille; paralysée par quarante-six ans d'immobilité obligatoire la main fait le geste de l'instinct, et non celui de la raison. Le très fragile espoir n'arrive pas à contenir les haines ni les rancunes accumulées. La non-pratique de la liberté, qui a paralysé le muscle de la raison, frappe aveuglément. La guerre civile en Roumanie s'est accompagnée de toute la barbarie, l'injustice et l'horreur, comme si personne ne savait que cette blessure qu'on se fait les uns aux autres sera plus difficile à cicatriser que l'humiliation infligée à tout un peuple par quarante-six ans de communisme.

Les morts de cette décennie seront plus difficiles à oublier que Ceaucescu lui-même. La barbarie n'a pas d'excuse, même commise au nom des idéaux merveilleux. La confusion du moment, le non-savoir, l'excuse du désespoir et de la misère, de la vengeance, ne seront pas retenus par l'Histoire en tant que circonstances atténuantes. Le prix de la liberté n'est pas le sang. Cela assure la « une » des journaux, mais jamais la sérénité dont doit s'accompagner la liberté. Le prix de la liberté se paye chaque jour par sa pratique, c'est un tra-

vail minutieux, exact, et qui demande un exercice quotidien. Souvenez-vous...

Mais à qui demander de la mémoire? A un peuple décapité de son histoire, à qui on a menti dans les moindres détails de son existence, voué à ne se souvenir que des misères quotidiennes auxquelles il était condamné à perpétuité? Et puis, la mémoire des faits et des gestes, des paroles et des hommes ne risque-t-elle pas d'embrasser encore plus? Procéder par une simplification extrême a été depuis toujours l'excuse de l'urgence. Aussi, la force de tout nouveau pouvoir est de désigner du doigt les coupables. Cela leur a toujours assuré le droit et la légalité. Dans les moments d'urgence, le gagnant ne se justifie pas. Il a raison par simple comparaison. Le passé duquel il émerge est trouble, et souvent le nouvel « homme » fait tout pour qu'il le reste.

Sortis de leur retraite, les dirigeants blanchis par l'absence paraissent les seuls capables de sauver l'âme bafouée de la Roumanie. Hier encore, ils étaient associés à une autre dictature, la précédente, mais celle-ci paraît être oubliée face à celle-ci, à combien plus fraîche dans la mémoire collective. L'opulence des uns montrée sur la place publique du bout de la balayette appelle à la vengeance des autres. La vengeance, cette arme si funeste, qui risque de se transformer d'une minute à l'autre de nationale en individuelle. L'étiquette « du peuple » occulte souvent, toujours pour les

mêmes raisons d'intérêt national, ce que le peuple a de plus cher : les individus. Particule de la divinité humaine, preuve unique de sa supériorité sur le monde animal, l'individu doit rester un moment avec lui-même. Il doit prendre conscience de ses dimensions, de ses limites, de ses pouvoirs. Il doit regarder en arrière, pour savoir dans quelle direction faire le premier pas. Il doit se parler à haute voix pour s'entendre et s'habituer à sa propre pensée. Les Roumains doivent réapprendre à vivre en individus et non pas en catégorie socio-professionnelle, en classe sociale ou sous l'étiquette si trompeuse et si vague de « peuple ».

En vivant ainsi ne serait-ce qu'un jour, un seul jour, ils apprendraient que chaque vie est importante. La liberté, c'est l'individu. L'individu seul, qui marche sur sa peur à travers les ténèbres sans chercher le réconfort du troupeau, sans garantie de réussite ni promesse de récompense. S'il ne le fait pas, il sera de nouveau aspiré par la masse, embrigadé, endoctriné, manipulé, dirigé. Ainsi redevenant jouet, il serait plus facile à briser.

Bicéphales

Personne ne pourra nous aider et aucun miracle économique ne fera des Roumains les champions de la liberté. Il ne suffit pas de gaver un peuple de technologies avancées, de le rendre économiquement égal à soi-même, pour qu'il devienne un partenaire crédible. Il faut lui donner aussi ce que le monde civilisé a eu pour s'y faire : le temps.

Y a-t-il dans la vitesse à laquelle se déroulent les événements une accélération voulue, et point innocent, pour ne pas dire criminelle? Y a-t-il la volonté de prouver que la tutelle extérieure était nécessaire? Y a-t-il dans le massacre qu'on nous laisse voir en direct une démonstration qui tenterait de prouver que la manière dont on acquiert la liberté doit être celle, et uniquement celle-là, que l'on nous a montrée dans d'autres pays de l'Est? Ce retard dans le destin du peuple roumain est-il à imputer au seul et unique dictateur? Trop tôt pour y répondre.

La réalité de chaque minute empêche toute parenthèse et pousse à l'action. Y oblige même ceux qui n'ont jamais marché, ceux qui n'ont jamais vu. Mais il y a aussi ceux qui parlent, et qui ont déjà parlé. Qui d'une manière ou d'une autre ont déjà partagé le pouvoir. Attention à leur degré de corruption.

Attention aussi à nous, les Roumains en exil, cobayes d'une liberté à laquelle nous n'étions pas préparés, mais à laquelle nous avons survécu. Bicéphales, race nouvelle pour avoir vécu des deux côtés du monde, ne tombons pas dans le réflexe ancestral de la violence.

Dominons, dans la secousse, nos passions. Aidons les autres en leur apprenant comment nous aider. Continuons notre mission d'éclairage du passé, seul héritage commun que nous avons avec le pays martyr.

L'avenir de la Roumanie appartient à ceux qui y vivent. Il n'est garanti que par leur comportement, et tout pouvoir extérieur ne peut que leur tenir leur dignité. Adultes, ils doivent faire leurs preuves, car on les a assez infantilisés. C'est dur, je sais, mais c'est aussi dur à vivre. Vivre d'abord seul avec soi-même, et puis avec les autres.

L'incertitude du lendemain est insupportable. Mais elle est plus horrible que la certitude répétitive, martelée chaque jour? Je sais à quel point les mots sont ridicules dans les moments d'action. Mais je sais aussi qu'ils restent plus longtemps que les actes. Parler donc, dites les mots que vous n'avez jamais osé dire, écoutez aussi, gardez chaque mot écrit en témoignage de notre histoire. Souvenez le papier est plus solide que le béton. Ne le brûlez pas, un jour ces mots que l'on gaspille, que l'on use ou que l'on répète reprendront leur juste place dans la bouche d'un peuple rendu muet.

Aujourd'hui, les Roumains paraissent seuls, car tournés vers eux-mêmes. Mais ils ne le sont pas puisqu'ils sont ensemble. Ils vont le prouver une fois qu'ils auront échappé au tremblement de la liberté. La brutalité de la liberté soudaine risque de mutiler à jamais le nouveau-né. Attention à la fragilité du non-savoir, de la non-pratique, telles sont les urgences du peuple roumain : le savoir dont il a été privé et l'apprentissage de la pratique. Le moment est venu.

Celui qui nous a unis, qui a fait de nous des frères dans l'humiliation, n'est plus. Son absence nous a brisés en vingt-trois millions d'individus. Saissions l'occasion. Soyons vigilants pour une fois aux mots de l'avenir, car ce tremblement de la liberté est où ils risquent de nous conduire. Ne nous laissons pas une fois encore embrigader par la commodité de nous confier à des « éclairés ». Essayons de devenir un peuple indépendant luttant contre l'incertitude.

Battons-nous contre les lois de la gravité qui veulent que les mêmes événements tournent autour du même centre. Les mêmes chemins mènent aux mêmes finalités, essayons donc de prendre des chemins différents. Même si le risque de ne pas réussir existe. C'est cela aussi, la liberté qu'il faut apprendre. Celle de la solitude face à nous-mêmes. Face à notre histoire. Sortons de la spirale vertigineuse du bonheur assuré.

Tudor Eliad, écrivain roumain, est l'auteur, entre autres, de *Peste à Bucarest*.

TRAIT LIBRE



Le glas du léninisme

par Michel Dion

Le monde sorti de nos luttes et de nos rêves, quelques années après octobre 17, s'écroule comme il a commencé : dans la terreur et le sang. La preuve par Timisoara, après Tiananmen.

Contrairement à ce qui s'est dit et écrit en France depuis des années, le Parti communiste roumain est l'un des partis communistes au pouvoir qui sont allés le plus loin, dans les années 70, pour « développer », « enrichir » le marxisme-léninisme par la critique, notamment, de ce que les Roumains appellent « l'obsédante décadence » des années 50.

Ce fut en Roumanie, ces années-là, une littérature florissante où « esthétique » n'était plus l'ennemi de « communisme » (Dinu Flămând, *Libération* du 21 décembre) ; ce fut aussi une politique extérieure riche et inventive : rupture avec l'URSS en 1964 ; visites de Nixon et de De Gaulle en Roumanie, condamnation de l'intervention des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie et appel au peuple à prendre les armes en 1968 ; ce fut encore une politique religieuse relativement respectueuse des croyances des gens et reconnue par une

réception de Ceaucescu au Vatican, en 1973 ; ce fut enfin, sur le plan intérieur, la volonté de faire que les gens prennent en main leur destin avec la mise en place, à partir de 1978, d'un système d'autogestion...

Mais tout cela a buté et a fini par se briser sur le modèle léoniste du parti, qui pense pour les gens, dans le secret des « décisions collectives » prises par « le parti » et « révélées » au peuple par le secrétaire général...

Caricature sanglante

Ceaucescu n'aura pas été seulement le dictateur mégalomane que l'on décrit complaisamment un peu partout — dans tout homme de pouvoir. Canebi l'a suffisamment montré, il y a cette volonté de puissance qui peut être meurtrière (*Masse et puissance*, 1966). — Il aura aussi été, et surtout, le produit d'un système de pensée — le marxisme-léninisme — né au début de ce siècle et qui a effectivement « ébranlé le monde ». Ceaucescu a seulement perfectionné ce système jusqu'à sa caricature sanglante de Timisoara. Aujourd'hui, le monde en proie à ses crises ébranle le marxisme-léninisme. Cela ne concerne pas seulement les partis communistes. Le PCF dit maintenant qu'il ne « savait pas tout », mais, pendant des années, et il continue, il s'est lui-même empêché de savoir, comme la plupart des autres partis communistes. Cela concerne tout le monde : nous n'avons qu'une Terre, les inégalités de toutes sortes s'accroissent partout, et quarante mille enfants meurent de faim chaque jour...

Les partis communistes, pensés par Lénine et organisés partout dans le monde depuis lors sur le modèle bolchevique, ne sont pas amendables : ce ne sont, pour les partis qui ne sont pas au pouvoir, que des machines à exclure et, pour ceux qui sont au pouvoir, des machines à tuer. Nous devons inventer d'autres types de partis révolutionnaires.

Michel Dion, sociologue au CNRS, est spécialiste de la Roumanie, où il a accompli de nombreuses missions depuis 1978.

L'avancée du bien

par Petru Dumitriu

La grande découverte du vingtième siècle finissant, c'est que le bien est possible et que l'humanité n'est pas condamnée. Les sociétés de l'Europe de l'Est marchent irrésistiblement vers la démocratisation. La Roumanie ne saurait rester un îlot, une colonie pénitentiaire. Elle sera démocratique, elle connaîtra enfin la prospérité que le dictateur lui interdisait. Ses savants, ses poètes, ses artistes, contribueront enfin de nouveau à la culture européenne.

Le vingtième siècle s'achève par une avancée inattendue, voire insoupçonnée, du bien. Cela nous change de la terreur policière triomphante. Au défi de toute interprétation matérialiste.

liste et dialectique de l'Histoire, il semble que certaines idées soient plus fortes que toute dictature et que toute terreur. Si, après la vague de liberté qui déferle sur l'Europe de l'Est et sur l'Union soviétique, il fallait une dernière preuve, la Roumanie silencieuse, affamée, exsangue, est en train de la fournir. Malgré le prix terrible du sang versé, on est heureux d'avoir vécu assez pour voir le siècle finir ainsi, et pressentir la promesse du siècle à venir, déjà si proche.

► *Ecrivain roumain d'expression française, Petru Dumitriu est l'auteur de *Incongruité* (Seuil, 1962) et de *La Moisson* (Table ronde, 1989).*

Grasset. Un livre remarqué.

JEAN VAUTRIN

Un grand pas vers le Bon Dieu

PRIX GONCOURT

GRASSET

AU COURRIER DU Monde

Immigration asiatique

Le président de la République, dans un entretien à *Paris-Match* (le 24 novembre) a déclaré : « Par comparaison avec les époques antérieures, la proportion d'immigrés dans la population ne s'est pas sérieusement accrue, mais elle a changé de nature. D'européenne elle est devenue aujourd'hui « africaine et asiatique ». c'est-à-dire que, n'obéissant pas au même critère culturel, elle rend l'intégration plus difficile ».

Asiatique de façon confucienne et chrétienne de naissance, je n'ai jamais décelé en moi une contradiction entre ma foi et ma manière de vivre, héritée de mes ancêtres.

Le confucianisme est une sagesse, celle que l'homme a découverte lui-même dans sa recherche quotidienne de l'harmonie et de l'équilibre. Le christianisme est une foi qui implique une recherche quotidienne d'une voie qui relie — religion — l'homme avec l'« Au-delà ».

Le premier se satisfait du concret et du relatif. Le second postule l'Absolu et l'Abstrait. Deux plans complémentaires. Dans ces conditions, dire que l'immigration asiatique, même en recourant à un amalgame, rend l'intégration plus difficile, équivaut à énoncer une contre-vérité.

Certes il faut reconnaître que l'immigration en terre occidentale des Asiatiques d'origine chinoise apporte un élément perturbateur : le génie du commerce et de l'enrichissement rapide. Avant 1975,

dans le XIII^e arrondissement, les trottoirs servaient de terrain aux joueurs de boules, aujourd'hui ils servent de parkings recherchés pour les autos en double et même en triple file. Toutefois émulation et concurrence ne sont-elles pas les moteurs du progrès ?

Enfin, puisque dans un avenir prévisible le Pacifique va être le pôle principal du développement de la planète, il n'est probablement pas chimérique de compter sur les générations suivantes pour être des vecteurs de haut niveau, efficaces, de la culture, de la science, de la civilisation françaises et occidentales vers la terre de leurs ancêtres.

Dire que l'immigration asiatique est porteuse d'intégrisme ou de fanatisme n'est ni juste ni utile.

NGUYEN MANH-HA, Français, signataire aux côtés du président Ho Chi Minh de la Déclaration d'indépendance du Vietnam (septembre 1945).

Le Monde

Edité par le SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Corédacteur en chef : Claude Salas
Administrateur général : Bernard Woutts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Telex MONOPAR 850572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

LA RÉVOLUTION ROUMAINE

Quelques coups de feu étaient encore échangés dans des villes de province entre anciens agents de la Securitate d'une part et militaires d'autre part, mais la nuit de mardi 26 à mercredi 27 décembre a été calme dans la capitale roumaine. Quelques incidents seulement sont encore signalés autour d'étudiants ou de diplomates d'origine arabe et en qui la foule croit reconnaître des agents étrangers de l'ancienne police secrète.

Selon M. Bernard Kouchner, qui se base sur les chiffres fournis par le ministère roumain de la santé, 766 morts ont été recensés dans les hôpitaux de Roumanie, dont 364 dans ceux de Bucarest. Même si ces chiffres ne prennent pas

en compte les victimes qui n'ont pas été conduites dans les hôpitaux, ils sont très sensiblement inférieurs à ceux cités auparavant (celui de 60 000 morts l'avait été de diverses sources).

Le nouveau pouvoir — qui a transféré son siège du bâtiment de la télévision vers une base militaire dont le lieu est encore secret — commence cependant à s'organiser et à prendre des décisions.

Le souci de la sécurité et du rétablissement de l'ordre étant primordial, des cours martiales vont être mises en place dans chaque ville de

Roumanie afin de juger « les éléments terroristes qui n'auront pas remis leurs armes et leurs munitions d'ici au jeudi 28 décembre 1989 à 17 heures ». Les verdicts de ces tribunaux militaires seront immédiatement exécutés. Selon un décret adopté mardi, la Securitate — service de sécurité d'Etat — a été placée sous l'autorité du ministère de la défense, le ministère de l'intérieur ne conservant que l'inspecteur général de la milice, le commandement des pompiers et l'administration des prisons. La télévision a en outre mis en garde la population contre de nombreux « provocateurs » qui tentaient de déstabiliser la situation.

Enfin le décret prévoyant la « systématisation » des villages a été aboli. Promulgué en 1978, ce décret prévoyait la destruction de quelque 7 000 villages « non rentables » pour les remplacer par des villes agricoles dans lesquelles les cultivateurs devaient vivre répartis dans des immeubles de quatre étages avec une seule salle de bains commune.

Mardi encore, différentes organisations politiques ou autres sont apparues au grand jour, en particulier le Parti national paysan chrétien — premier parti non communiste en Roumanie depuis 1947 — et un syndicat jusqu'à présent clandestin, Fraternité des ouvriers et paysans.

A Cluj, au cœur de la Transylvanie

N'étaient les chars et les soldats en armes, la deuxième ville du pays semblerait presque calme...

CLUJ

de notre envoyé spécial

« C'est un scandale ! Cinq jours après la révolution ce sont encore ceux d'avant qui tiennent le pouvoir ! » Sous le fichu noir, de rigueur en ce jour de deuil, les yeux de la vieille « baba » lancent des éclairs. Certaines des 8 000 ou 10 000 personnes qui pataugent depuis deux heures dans le froid et la boue du cimetière approuvent silencieusement en hochant la tête. Dans quelques minutes, onze des trente-quatre « héros du peuple » (dont quatre soldats) tombés à Cluj sous les balles de la sinistre Securitate depuis jeudi 21 décembre seront ensevelis.

Autour des simples cercueils de bois blanc alignés au pied d'une immense croix orthodoxe de fer ouvragé, la foule a allumé des dizaines de petits cierges immaculés. Malgré le temps glacial qui règne sur la Transylvanie toute entière, depuis quelques jours, l'odeur âcre de la mort s'échappe encore des cercueils ouverts à tous vents. Cinq ouvriers, un infirmier, un artiste, un pope, deux étudiants et une ménagère. « Ils sont morts pour que nous puissions vivre libres », s'écrit un orateur coiffé d'un bonnet d'astrakan. Autour des dépouilles rigidifiées, les familles, soutenues par la foule, sanglotent doucement.

Dans la campagne alentour, au pied des Carpathes, les gens vaquent à leurs occupations. Les villages sont pavés de ces drapeaux flamme tricolores désormais célèbres sur toute la planète télévisuelle et si les files d'attente devant les stations à essence font parfois plusieurs kilomètres de long, c'est

que le système des tickets de rationnement n'avait pas encore été aboli mardi matin (il le sera un peu plus tard dans la journée). Pour le reste, la région comprise entre la frontière hongroise et Cluj est relativement riche et comparée à la pauvreté moyennageuse de la province du Banat (frontalière de la Yougoslavie) la différence est frappante. Maisons électrifiées, champs bien tenus, villages propres, circulation disciplinée.

Aucun signe de la tragédie qui s'est jouée ces derniers jours en Roumanie n'est visible, sauf un détail sans précédent : qu'ils soient à pied, en voiture ou en calèche, qu'ils soient taganés en feutre noir et jupe bariolée, bourgeois en hautes bottes de cuir et bonnet d'astrakan, citadins en costume deux-pièces ou paysans en fichu et manteau de fourrure écru, les Roumains sourient, se congratulent, se saluent joyeusement, bref, ils se parlent et c'est déjà miraculeux.

« L'armée à la primauté »

Dans la grande ville, n'étaient les chars d'assaut stationnés aux carrefours et les soldats en armes postés devant les bâtiments publics, la ville semblerait presque normale. Cluj, deuxième ville de Roumanie et cité de résidence de M^{me} Doña Cornea, « héroïne numéro un de la révolution », porte finalement peu de séquelles visibles des événements. Une poignée de chandelles enflammées posées à même le trottoir en face de l'Hôtel Métropole, en plein centre, vient tout de même rappor-

ter qu'ici, jeudi dernier, sept citadins ont connu la mort. Pour le reste, les tramways sont surchargés, les taxis et les avenues aussi. Les changeurs au noir sont toujours à leur place ainsi d'ailleurs, nous avons pu le constater, que les trafiquants de bons d'essence.

Il y a, certes, de longues files d'attente devant les magasins, mais, « en Roumanie », nous dira Nazarie, notre jeune interprète local en partance pour Israël, sa Terre promise, ça relève plutôt de la normalité. Pour le reste, confirment les autorités « la pénurie n'est pas plus grande que naguère ». Mis à part quelques coups de feu isolés mardi après-midi à la lisière boisée de la ville — des fans irréductibles de Ceausescu, nous dira-t-on — la situation est calme et sous contrôle.

La grande usine locale d'outillage industriel (CVO), où l'on a découvert dimanche un gros stock d'armes entreposées par la Securitate, a repris ses activités sous la protection de la « garde patriotique » civile. Ici, contrairement à

Timisoara, seule la troupe porte des armes et les choses sont plus claires. « L'armée assure la sécurité générale en collaboration avec nous, mais c'est elle qui a la primauté », nous déclare M. Dorel Visan, président du comité exécutif local du Front de salut national. Créé quelques heures après la chute du Conducator sur l'initiative pressante de Doña Cornea elle-même, le comité est composé de quatre-vingts personnes, dont trois officiers supérieurs de l'armée.

Ambiguïtés et confusions

« Plusieurs d'entre eux étaient membres du Parti communiste roumain, à commencer d'ailleurs par moi-même. » C'est évidemment contre la présence de ces personnalités de l'ordre ancien que grouillait la vieille « baba » du cimetière. Acteur célèbre et ancien secrétaire du PC local dans les

années 70, M. Dorel Visan (cinquante-deux ans) ne cherche pas à éluder le problème. « Il fallait faire vite, mettre en place une structure ad hoc pour assurer le minimum d'administration et éviter l'anarchie. Vous savez, ajoutez-il, un habitant de Cluj sur dix environ était plus ou moins au service de la Securitate. On ne va tout de même pas arrêter tout le monde. »

Au total, excepté le major Borsan de la Securitate qui, furieux de la tournure des événements, a décidé avec quelques-uns de ses hommes, de faire un dernier carton sur la population avant d'être arrêté, la reddition de l'ancien pouvoir régional paraît s'être déroulée sans trop de dommages.

« Doña Cornea a demandé son aide à l'armée, reprend Dorel Visan, et moi, je suis venu ici, au siège du parti communiste vendredi midi avec des soldats pour recevoir la démission de M. Ioachim Moya, le premier secrétaire (qui assumait virtuellement les fonctions de préfet). Des milliers de gens

avaient déjà pris possession des lieux. Ils mettaient tout à sac et voulaient lyncher M. Moya. Nous avons arrêté tout cela et l'ex-premier secrétaire est aujourd'hui chez lui sous la garde de l'armée. Idem pour le major Serba Nitu, commandant en chef de la Securitate locale, qui a été placé aux arrêts par la troupe régulière.

« Tous ses hommes ont été désarmés, ajoute l'acteur, « pré-fet par intérim », et la majorité d'entre eux sont désormais aux côtés des soldats pour le maintien de l'ordre. » A ceux qui s'étonnent de cette situation voici ce que nous dira une jeune Roumaine à l'Hôtel Belvédère Transylvanie : « Pour quelques salauds, il faut reconnaître qu'il y avait beaucoup de braves gens dans la Securitate. Ils venaient souvent ici, nous les connaissions bien. » Ambiguïtés, confusion, rien n'est simple, surtout pendant les heures chaudes des révolutions...

PATRICE CLAUDE

Grasset.

Des livres remarquables.

CHRISTINE ARNOTHY
Vent Africain
THEODORE DE BLANCHÉ
Le livre d'Escher
BEATRICE BECK
Un(e)
JURGEN BECKER
Les Enfants Bronstein
Jakob le menteur
ALAIN BONNARD
Feu mon histoire d'amour
ANNE BRAGA
La Chambre andalouse
JACQUES BRUNIER
Les Petites Filles de Courbelle
BREYTTEN BREYTTENRACH
Mémoire de poussière et de neige
ANTHONY BURGESS
Planistes
THEODORE DE CARARRIS
Châteaurama
ANDREA DE CARLO
Yucatan
MAURICE CHAPLAIN
Amante en abîme
RENE-JEAN CLOT
Les Larmes de Lucifer

CLIVE CUSLER
Trésor
ISABELLE EBERHARDT
Ecrits sur le sable
JEAN FERRIS
Miracle au Village
RUBEN FONSECA
Bufo et Spallanzani
MATTHEU GALEY
Journal tome 2
CLAIRE GALLOIS
L'homme de peine
JOSEPH HELLER
Figure-toi
ERIC HOLDER
Duo forte
MICHEL HOST
Les Cercles d'or
DAMIEN KIS
La Mansarde
ANNE LECLERC
Clé
BERNARD MATHIAS
L'Enfant infidèle
CLAUDE MAURIAU
Trans-Amour-Etoiles
FRANÇOIS MAURIAU
Nouvelles lettres d'une vie

HENRY DE MONFRED
Aventures d'Afrique
Tome 2
Aventures en Mer Rouge
Tome 2
MARC NACHT
Le vieux Joseph
LOUIS NUCERA
La chanson de Maria
HUBERT NYSSSEN
Les Ruines de Rome
ERIC OLLIVIER
Venise, à tous les temps
MICHEL ORCEL
N.N. ou l'Amour caché
XAVIER ORVILLE
Laissez brûler
Laventuria
LOUIS PAUWELS
Dix ans de silence
ROBERTO PAZZI
La Princesse et le Dragon
MICHEL PERRIN
La Margarine
RAFAEL PIVDAL
Le petit Marcel
CHRISTINE DE RIVORY
Crépuscule, taille/unique

DANIEL RONDEAU
Les Tambours du monde
JEAN-MAIRE ROUART
La Femme de proie
SONIA RYKIEL
La Collection
MARC SAUDADE
Le Centre
GUY SCARPETTA
Le 14 juillet -
Sade, Goya, Mozart
MARCEL SCHNEIDER
Un été sur le lac
ERIC SEGAL
Docteurs
MORGAN SPOTES
Outremer
ANDRE STE
Maxime et Anne
PAUL THEROUX
La Chine à petite vapeur
OLIVIER TODD
La Négociation
PIERRE TORRELLIS
Parages du séjour
ROGER VALLAND
Trois romans

ROMANS

Des romans aux essais, des biographies aux livres pour enfants, des Cahiers Rouges aux documents en passant par les Beaux Livres ; chez Grasset il y a mille façons de conserver un bon souvenir de l'année 1989.

GRASSET

L'enterrement d'une jeune victime

Sacrifice pour la liberté

BUCAREST

de notre envoyée spéciale

Le sol est recouvert de fleurs, et le visage est celui d'un enfant blond. Sorin Starmin avait dix-huit ans lorsqu'une rafale de l'armée l'a fauché en face du Théâtre national pendant la manifestation du jeudi 21 décembre. L'armée est aujourd'hui avec le peuple, mais c'est Sorin qu'on enterra ce mardi 26 décembre, à l'église Coles de Bucarest.

Dans la chapelle orthodoxe noir et or, les amis du jeune homme entourent le cercueil, des bougies à la main. La berceuse bleu, jaune, rouge des manifestations est enroulée autour d'une croix de bois. La mère ne quitte pas des yeux le visage de son fils.

Le Père Mehedintu explique que tout est sacrifice. Que celui-ci était offert pour la liberté et le bien de tous les hommes. Celui-ci permit cinq cents autres, selon un bilan toujours non officiel des mani-

festations de la semaine dernière à Bucarest.

La chapelle date de 1712, mais en août 1988 le Conducator avait décidé de la fermer : elle se trouvait sur le passage de sa voiture blindée, et il n'aimait guère y voir entrer les fidèles. Vendredi 22 décembre au matin, avant même l'annonce de la chute du dictateur, le Père Mehedintu est allé chercher le cadavre, sans l'autorisation du parvoi des autorités, a rouvert son église.

Personne ne l'en a empêché, bien qu'il ait sonné la cloche tout au long des manifestations pour montrer aux jeunes que l'église était de tout cœur avec eux. Aujourd'hui, il entasse sur un banc de la sacristie des pièces de monnaie rougies par le sang des victimes. Offrande des passants pour construire un monument en hommage aux jeunes qui sont morts. Il ne pleure pas Ceausescu. « Justice a été faite. C'est bien. »

C.L.

LA RÉVOLUTION ROUMAINE

Ceausescu

La couverture télévisée des événements

L'histoire en direct

Comme au temps de Staline...

Bien sûr, il y a les circonstances, la peur de tout le monde devant ces accusés terrifiants, la nécessité de couper court à toute tentative de la Securitate de les remettre en scène. Mais précisément, ces circonstances auraient encouragé une exécution sommaire et sans procès. Au lieu de cela, et comme si l'on avait voulu rendre un ultime hommage aux rites expiatoires des années 50, on a voulu mettre en scène pour le dernier des stalinistes un procès de type stalinien. Ou plutôt son double, la répétition, même pas générale, d'une pièce qui ne sera jamais jouée.

Un précédent peut être trouvé dans le procès et l'exécution de Beria à Moscou. Les six officiers qui avaient arrêté, en juin 1953, le chef de toutes les polices staliniennes redoutaient tellement les intrigues de leur prisonnier qu'ils le tinrent au secret pendant six mois dans un local souterrain, une ancienne dépendance désaffectée de la région militaire de Moscou, et dont personne ne connaissait l'existence. C'est dans ce même bunker qu'eut lieu le procès, du 18 au 23 décembre 1953. La télévision n'existait pas encore, mais on l'annonça tout de même un jour à l'avance dans la presse, et l'on connut, sinon les minutes et le contenu des cinquante volumes des interrogatoires (toujours non publiés aujourd'hui), du moins les noms des juges et des procureurs. Et cela bien que plusieurs d'entre eux, dont le maréchal Konev, président du tribunal, furent, avant comme après les faits, l'objet de menaces.

Il est vrai que Staline était déjà mort. Pour retrouver un vrai précédent à ce qui vient de se passer en Roumanie, il faudrait imaginer que des généraux soviétiques se soient emparés de Staline lui-même en 1951 ou 1952, ou encore en 1938, au beau milieu des grandes purges... Tout de même, une heure de « débat » pour soule de tout compte d'un quart de siècle de dictature, c'est bien peu.

MICHEL TATU

Depuis le 22 décembre la télévision roumaine a pu émettre des records mondiaux d'audience et les chaînes des pays occidentaux en ont largement profité. A Bucarest, la guerre entre télévisions françaises publiques et privées n'a pas connu de trêve.

Samedi 23 décembre à 20 heures, Bruno Masur découvre en même temps que les téléspectateurs de TF 1, les dernières images transmises en direct par la télévision roumaine. Sur l'écran, la poignée de militaires et de civils, figés, hiératiques, dans le petit studio 4 de la station de Bucarest drapée des couleurs nationales, ressemble étrangement à une gravure révolutionnaire de 1789. Soudain le journaliste de la Une interroge le traducteur :

— Qui est ce personnage en pull-over qui parle sans arrêt ?

— C'est Ion Iliescu, le chef du Comité de salut national.

— Vous voulez dire que cet homme en pull-over serait, en quelque sorte, le nouveau chef du gouvernement roumain ?

— En quelque sorte oui.

Déroulante, maladroite, lyrique et, parfois, terrifiante, la petite Televiziuna romana libera, depuis le 22 décembre, crève nos écrans, tient en haleine des centaines de millions de spectateurs et sert de boussole à l'information mondiale. De maître de profession de la télévision, on n'avait jamais connu cette impression de vivre l'histoire en direct, les yeux rivés sur une chaîne, totalement ignorée jusqu'à, et qui est devenue, au fil des heures, le centre, l'apogée d'une véritable révolution. Qu'elle montre les combats de rue ou les charniers de Timisoara et voilà l'opinion mondiale qui prend fait et cause pour les insurgés. Qu'elle tarde à diffuser le « procès » de Ceausescu et remplace les images par des discours un peu « langue de bois », cette même opinion s'interroge sur la fiabilité politique des nouveaux dirigeants roumains.

Les insurgés de Bucarest semblent avoir vite compris ce pouvoir de l'image vis-à-vis de la communauté internationale. Sitté la télévision libérée, le 22 décembre, ils ont réactivé un vieux faisceau hertzien qui relie la capitale roumaine à Belgrade. Ils alimentent ainsi l'un des rares points de jonction entre l'UER, la coopérative d'informations des télévisions européennes, et l'Intervision, le système équivalent pour les pays de l'Est. Voyant débarquer sur leurs écrans yougoslaves ces images spectaculaires et inattendues, les techniciens de l'UER se sont empressés de les envoyer, par satellite, arroser toute l'Europe. Par miracle, pendant les trois premiers jours de combats, les commandos de la Securitate, tout occupés à vouloir reprendre la station de Bucarest, n'ont pas songé à détruire l'un des relais de ce fragile cordon d'informations.

Le couloir a beaucoup servi. Non seulement pour diffuser au monde les émissions de Televiziuna romana libera, mais aussi pour transmettre les premiers reportages des envoyés spéciaux de NBC, CBS, des chaînes allemandes, néerlandaises, espagnoles ou françaises avant que celles-ci ne disposent de leurs propres moyens d'émission en direct.

La parabole de l'ambassade

Samedi 23 décembre, les équipes d'Antenne 2 et de FR 3 ont réussi à embarquer une station satellite de l'OTF dans l'avion affrété par M. Bernard Kouchner. Le matériel débarqué à Varna en Bulgarie a mis plus d'une journée à rejoindre Bucarest, toujours souillé au convoi ministériel d'aide humanitaire protégé par l'armée. Dimanche soir, l'antenne parabolique installée dans les locaux de l'ambassade de France, les deux chaînes publiques pouvaient enfin transmettre en direct leurs reportages. Mais pas ceux de TF 1 ou de la Cinq : les journalistes des deux chaînes privées se plaignent amèrement d'avoir été écartés de la parabole salvatrice et d'avoir dû continuer à risquer leur vie pour

apporter leurs reportages à la télévision roumaine canalisée par les tireurs de la Securitate.

« Je constate que A 2 et FR 3 ont disposé en exclusivité du soutien de l'Etat français », note, acide, Gérard Carroyon, directeur adjoint de la rédaction de TF 1. A Antenne 2, on se rebiffe : « Nous n'avons jamais négocié avec le cabinet de M. Kouchner, mais avec la Securitate civile de Rotasy. » « Il faut, dans ce métier, connaître les combines », plaide Dominique Pradallier. Et pour faire bonne mesure, les responsables de chaînes publiques ne se privent pas de relever les « indélicatesses » de leur concurrent privé : ainsi la Cinq a piraté, dimanche, le premier reportage de Patricia Coste, transmis, pour A 2, par faisceau hertzien et satellite, le diffusant même avant la chaîne publique.

Ad-délà de ces incidents de parcours, les chaînes françaises ont eu, chacune à sa manière, tirer leur épingle du jeu. La Cinq s'est volontairement « collée » aux émissions de la télévision roumaine, n'hésitant pas à interrompre ses programmes pour commenter en direct les images de Bucarest. Une stratégie qui lui a assuré un beau succès d'audience pendant le week-end.

La rédaction d'Antenne 2 n'a pas réussi à convaincre sa direction de prendre la même liberté avec les programmes. Elle est parvenue, en revanche, à organiser très rapidement deux émissions spéciales : le 22 au soir, la chaîne publique grignotait sensiblement l'audience de Patrick Sébastien sur TF 1 avec près de 20 % des foyers (1) et récidivait victorieusement le lendemain à 13 heures. Le « 19-20 » de FR 3 animé de Bucarest par Paul Azar, le 25, a atteint son record en frôlant 15 % TF 1, pour sa part, a refusé de bousculer les habitudes de ses téléspectateurs et a concentré l'information sur la Roumanie dans les journaux de 13 heures et de 20 heures quitta à en prolonger quelque peu la durée. Une formule qui n'a pas fait recette égale tous les soirs.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

(1) Audience tirée du baromètre Sofres Nielsen.

Début d'abondance dans les magasins

BUCAREST

de notre envoyée spéciale

Plus de rationnement, du chauffage, quelques oranges : la vie des Roumains a déjà changé.

Pour la première fois, mardi 26 décembre, le drapeau du nouveau pouvoir flottait sur tous les bâtiments officiels de la place de la République. Les toits penchaient vers le sol, les colonnes grecques sont entamées, les vitres sont dans la rue, mais on ne tire plus, du moins dans la journée. Au bruit des mitrailleuses a succédé le grondement des voitures sur les pavés. Le tramway roule de nouveau.

La plupart des magasins de Bucarest ont ouvert. Au centre commercial Unirea, il y a la file d'attente des grands jours dans la boucherie. Une jeune femme en a les larmes aux yeux sous son bonnet de fourrure : elle a pu acheter 4 kilos de viande, ce qui ne lui était jamais arrivé. Elle est heureuse : « Je voudrais voir rire tous les visages. Que ce ne soit plus jamais comme avant. »

De vraies oranges...

Officiellement, le rationnement n'existait pas. Mais chaque personne était rattachée à un magasin et ses achats enregistrés et limités. La ration de viande était fixée à 2 kilos par personne et par mois. Les achats de sucre, d'huile, de fromage et d'essence étaient également contrôlés. Mais tout cela c'est du passé, et on peut même s'offrir le plaisir de changer de magasin. En sortant de la boucherie, un homme brandit son kilo de viande et crie victoire : « Ceausescu est mort. »

Un ingénieur a relevé la température tropicale de 23 degrés le soir de Noël dans son appartement. Avant, elle était limitée à 14 ou

15 degrés, et les soirs d'hiver elle pouvait même descendre sous les 10 degrés. « On nous donne maintenant en parallèle l'eau chaude et le chauffage », s'étonne-t-il. Auparavant, c'était la plus souvent l'un ou l'autre.

Une vendeuse de quincaillerie a vu de vraies oranges dans un magasin. Et même des citrons. Sous la dictature, les plus beaux produits agricoles étaient réservés à l'exportation. La télévision a annoncé la fin de cette ségrégation mais les oranges sont encore rares. Et de toute façon elles sont trop chères pour le « salaire de misère » de la jeune femme, ce qui ne l'empêche pas elle aussi de crier victoire en plein magasin : « Liberté ! »

La situation est en voie de normalisation dans Bucarest, mais les mesures de sécurité sont extrêmement strictes. On ne pénètre pas dans un édifice ou un magasin sans avoir été entièrement fouillé. Dans le métro, on peut franchir jusqu'à cinq postes de contrôle. Les vigiles, le plus souvent des employés, cherchent armes et munitions jusque sous les chapeaux.

Dans le hall d'une agence bancaire, un milicien croit avoir arrêté un « terroriste ». La foule s'immobilise : « Un Arabe, un Arabe. » La rumeur qui dit que Ceausescu employait dans sa garde présidentielle des Libanais et des Palestiniens a conquis toute la ville. Tous les ressortissants arabes ou supposés tels sont suspects, et les scènes d'arrestations se sont multipliées ces derniers jours. Mais l'homme, en l'occurrence, a des papiers roumains. Le milicien revient à la tâche qui l'occupait en ce jour de reprise du travail : découper dans la bande jaune du drapeau national l'emblème de la République socialiste de Roumanie qui rappelle trop l'ère Ceausescu. Cela laisse un trou noir au milieu du drapeau mais c'est ainsi qu'on devient démocrate.

CORINE LESNES

Des turbulences à l'horizon...

Suite de la première page

Car si la fin de l'ex-dictateur a été sanglante, le nouveau pouvoir n'a pas voulu se lancer dans une chasse aux sorcières qui aurait eu l'inconvénient de le priver de milliers de cadres administratifs dont le pays n'est pas si riche.

Une trentaine seulement de hauts responsables membres du bureau politique du Parti com-

muniste ou d'anciens ministres ont été arrêtés depuis le début de la révolution. Les autres ministres en liberté ou hauts fonctionnaires ont été convoqués le 23 décembre par M. Ion Iliescu, qui les a enjoint de rester pour le moment à leur poste et de faire tourner la machine. Tous l'ont promis avec enthousiasme, mettant aussitôt de côté la carte du

Parti communiste pour se découvrir, de toujours, fervents partisans du cours nouveau, allant parfois même jusqu'à créer dans leur ministère des comités locaux du Front de salut national, structures dont ils assument, comme autrefois avec le Parti communiste, la direction.

Retourner à la veste

Ces rapides retournements de veste ne manquent pas de provoquer des grincements de dents. Alors que nous nous entretenions avec le ministre du tourisme, toujours en place, M. Ion Sta-

nescu, une délégation d'employés du ministère, alertés sur la présence d'un journaliste étranger, n'a pas hésité à pénétrer dans le bureau où avait lieu la rencontre pour faire savoir qu'en ce qui les concernait ils exigeaient le départ de leur ministre et de ses proches collaborateurs, « hommes du passé reniant des erreurs d'hier ». Le ministre a alors quitté le bureau, se gardant de donner de l'importance à l'incident. Des affrontements identiques ont eu lieu à la télévision et dans d'autres administrations.

Même le Conseil du front de salut national n'échappe plus à la critique de ceux qui regrettent qu'il compte dans ses rangs trop de communistes, à commencer par son président, M. Ion Iliescu. Nombreux étaient les manifestants qui, rassemblés devant le siège du comité central, exigeaient que tous les communistes, anciens staliniens ou nouveaux réformistes, soient écartés des postes dirigeants. Pour M. Iliescu et ses amis, il y a là un risque de fortes turbulences.

Premières nominations

Le Conseil du front de salut national semble, en tout cas, avoir voulu attendre la mort des anciens maîtres de la Roumanie pour nommer les premiers membres du nouveau gouvernement selon une procédure qu'il a seul définie. C'est le Conseil qui, après avoir élu son président, M. Ion Iliescu, et son premier vice-président, M. Dimitru Mazilu, tous deux anciens hauts cadres communistes en disgrâce, a désigné mardi M. Petre Roman au poste de premier ministre et le bien nommé général Nicolae

Le nouveau premier ministre, M. Petre Roman

Un marxiste gorbatchévien

Physique de vedette de cinéma, la quarantaine sportive, toujours apparu jusqu'à présent en pull-over, le nouveau premier ministre roumain, Petre Roman, n'a de toute évidence rien d'un politicien professionnel. Il est cependant typique de ces jeunes générations d'intellectuels élevés dans le sérial marxiste et qui ont continué à croire malgré le dévoiement des régimes de l'Est qu'une troisième voie socialiste reste possible.

Directeur de l'institut polytechnique de Bucarest, M. Roman, âgé de quarante-deux ans, se trouvait au milieu de ses étudiants sur la place de la République le jour du dernier meeting de Ceausescu pour réclamer la liberté. Cela lui valut d'être propulsé le lendemain sur le balcon du palais présidentiel pour haranguer la foule. Totale-ment inconnu jusque-là, il devient l'une des figures de la révolution.

Son cheminement fait un peu penser à celui d'un Gregor Gysi en RDA, propulsé à la tête du

Parti communiste est-allemand par les derniers événements. Tous deux incarnent une génération de jeunes dirigeants communistes dont la réputation d'intégrité n'est plus à faire et qui, chacun à leur place, avaient utilisé les responsabilités qu'ils avaient pour donner une image moins dévoyée de leur conviction socialiste. Gysi, d'origine juive, était président de l'Union des avocats en RDA. Il avait défendu de nombreux dissidents. Son père avait exercé de nombreuses fonctions pour finir limogé de son poste de secrétaire d'Etat aux affaires étrangères en 1987. Le père de M. Roman, Walter, lui aussi d'origine juive, était un communiste roumain historique. Il avait été combattant de la guerre d'Espagne où il a rencontré sa future femme, Carmen, une républicaine espagnole. Mort en 1983, il avait passé les années de guerre en exil en URSS. Général à l'époque de Gheorghiu Dej, membre du comité central, il a été très vite mis sur

la touche à l'arrivée au pouvoir de Ceausescu.

On ne connaît au nouveau premier ministre aucune expérience politique particulière. C'est un universitaire qui a passé cinq ans à l'institut national polytechnique de Toulouse, entre 1968 et 1973, dont il est sorti diplômé en mécanique des fluides, et qui a aussi le sans des responsabilités. Pour ses amis en France, il passait plutôt pour un social-démocrate bon teint. Son professeur à Toulouse, Lucien Meshermat, qui l'avait rencontré l'année dernière, le dépeint comme marxiste gorbatchévien. « Il est capable de jouer un grand rôle d'entraînement sur les autres, même s'il a tout à apprendre », juge-t-il. Evoquant, dans une interview à l'agence Tass, l'avenir du Parti communiste roumain, le nouveau premier ministre a souligné qu'il ne pouvait dire s'il pourrait survivre et s'est prononcé lui-même pour l'introduction du pluralisme dans le système politique roumain.

H. DE B.

ALORS ÇA VIENT CETTE DÉMOCRATIE!

PARLE MOINS FORT!

RESIN

GEORGES MARION

LA RÉVOLUTION ROUMAINE

Les retombées politiques en France

M. Giscard d'Estaing et M. Chirac sont « mal informés » ou « mal intentionnés »
estime le ministre des affaires étrangères

En réponse aux critiques formulées par MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing à l'encontre du gouvernement, le ministre des affaires étrangères a regretté mardi 26 décembre dans un communiqué « les critiques de quelques hommes politiques français qui, en ces heures difficiles, se sont montrés soit mal informés, soit mal intentionnés ». « Sur le plan politique et diplomatique, la France a (...) clairement réaffirmé le sentiment de réprobation et d'horreur suscité par le régime de M. Ceausescu, indique le communiqué. Dès la chute de celui-ci, M. Roland Dumas a réitéré l'urgence des ministères des affaires étrangères des Douze à Paris. Il a fait adopter une déclaration exprimant la solidarité avec le peuple roumain et fait débattre une première aide d'urgence communautaire de 7 millions de francs. » « Sur le plan humanitaire, ajoute le communiqué, la France a été la première présente en Roumanie (...), elle a répondu à toutes les demandes qui lui ont été présentées par les nouvelles autorités roumaines. Cet effort se poursuivra. (...) La France maintient un contact permanent avec les Douze à ce sujet. »

La direction du Parti socialiste a également réagi mardi. « Le caractère partisan des polémiques ouvertes (...) à quelque chose de dérisoire, d'attristant

et (...) d'indécent », dit-elle. « Les leaders et partis politiques ont mieux à faire qu'à se livrer à une guerre de petites phrases ou à des gesticulations abusives », conclut le communiqué. Un avion médical, affrété par le Parti socialiste avec à son bord MM. Gérard Lindeperg, secrétaire national chargé des droits de l'homme, et Jean-Christophe Cambadélis, député de Paris, devait se rendre à Bucarest dès jeudi.

« Evaluation »

Invité mardi soir du journal de TF1, M. Lionel Jospin, premier ministre par intérim, a envisagé de proposer à la CEE l'envoi « très bientôt » d'une « mission d'évaluation » des besoins de la Roumanie. « Faire redémarrer des entreprises, aider à l'élaboration d'une Constitution démocratique ; tout cela peut prendre des formes extrêmement différentes ; il faut cette mission d'évaluation », dit-il.

Cinq députés UDF-PR devaient partir mercredi matin pour la Roumanie. MM. Robert Cazalet (Gironde), M. Daniel Collin (Var), Rudy Salles (Alpes-Maritimes), Willy Dimiglio (Hérault) et M. Yann Piat (Var) ont décidé d'aller à Bucarest « afin de manifester au peuple roumain le soutien et l'attachement de la France ».

L'Association de recherches et d'initiatives pour l'autogestion et le socialisme (ARIAB), animée notamment par les « reconstruc-teurs » du PCF, MM. Félix Darnette, Claude Popescu et Marcel Rigout, a publié, mardi 26 décembre, un communiqué qui affirme : « L'égotisme sanglant de la dictature roumaine entretient une conception du communisme et du parti, celle qui a prévalu depuis des décennies. Nous ne le regrettons pas. Les « reconstruc-teurs » communistes ajoutent : « Pour se proclamer sincèrement solidaires (de la révolution roumaine), il nous faut procéder à un examen de conscience. (...) Nous devons reconnaître que nous sommes responsables, à divers degrés, par nos silences, nos complaisances ou nos cautions tactiques, des crimes commis au nom du communisme.

Ayons le courage et la dignité de l'admettre ! (...) Nous nous sommes trompés. Nous ne pouvions certes pas tout prévoir. Mais la direction du PCF n'ignorait pas la réalité du régime roumain. Elle a émis tardivement une déviation bureaucratique qu'il convenait de corriger. Puis une dictature, il y a quelques mois, lorsque le régime est devenu insoutenable aux yeux de l'opinion mondiale. Pourtant, nous n'oublions pas que, sur les bords de la mer Noire, en 1984, Georges Marchais ne pouvait pas ignorer qu'il était l'hôte d'un bourreau. »

Le texte des « reconstruc-teurs » évoque alors celui du communiqué publié cette année-là après le séjour de M. Marchais en Roumanie et continue en soulignant que la

réaffirmation du « bilan globalement positif » des pays de l'Est « englobe donc la réalité de ce que fut ce pouvoir fantôme », avant de juger que le PCF devrait être « honteux » d'avoir envoyé une délégation au dernier congrès du Parti communiste roumain.

Le communiqué précise encore que l'espoir qui régnait à l'Est, « pour exister (...) », doit s'attaquer aux fondements même du socialisme dogmatique. « Dans ce réveil de l'histoire, continuent les « reconstruc-teurs », les communistes joueront ou non un rôle, selon qu'ils sauront engager un processus radical de refondation. (...) La direction du PCF est disqualifiée. (...) La France sera-t-elle le pays du dernier parti unitariste et brejnevien ? Nous ne l'acceptons pas. » Le communiqué

rappelle que « mille deux cents communistes ont été exclus du PCF pour avoir, entre autres, réclamé lors du 25^e congrès, en 1985, la condamnation du régime roumain » et évoque, à propos du PCF, « le fonctionnement unitariste d'un socialisme condamné, les conséquences tragiques en moins, ce qui fait dire aujourd'hui à de nombreux communistes français que, par chance, nous ne sommes pas au pouvoir ». Enfin, les « reconstruc-teurs » concluent : « Pour en finir avec cette hypocrisie, nous considérons pour notre part que la direction du PCF doit démissionner. L'avenir, notre combat pour une société socialiste démocratique et autogestionnaire, une société de liberté, sont en jeu. Il faut arrêter de massacrer l'espoir. »

Le bureau politique du PCF dénonce la « campagne abjecte » dirigée contre M. Marchais

Sous le titre « une campagne abjecte » l'« Humanité » du mercredi 27 décembre publie une déclaration du bureau politique du PCF à propos des attaques lancées contre la direction du PCF à l'occasion de la révolution roumaine. Le bureau politique réaffirme le « plein soutien » des communistes français à « processus révolutionnaire en cours » en Roumanie, avant d'expliquer : « Alors que

l'émotion est si légitimement forte en France, il se trouve, dans les milieux dirigeants de l'Etat et des médias à leur service, des gens assez vils pour ne voir dans les images d'horreur et d'héroïsme qui nous proviennent de Roumanie qu'un aliment de plus à leurs mesquins calculs politiques contre le parti communiste français et son secrétaire général, Georges Marchais. »

Le texte met en cause plusieurs journaux français, dont « Le Monde » et rajoute : « Le bureau politique (...) partage la colère et le mépris qu'éprouvent les communistes et les amis de notre parti aussi ignominieusement agressés. Il adresse sa solidarité et son affection à Georges Marchais, cible une fois de plus de la haine de classe, décidément sans limite et sans pudeur, des partisans de l'ordre établis. »

« Pendant des années, continue le bureau politique, les gouvernants et les dirigeants des formations politiques de droite et du parti socialiste ont flêté la dictature roumaine et fait preuve d'une grande complaisance à son égard, que Claude Cheysson a eu la dignité de reconnaître. Pour les dédaigner, les promoteurs de cette odieuse campagne tentent de faire croire, contre toute vérité, à des liens privilégiés entre Ceausescu et Georges Marchais. La réalité des faits est qu'aucune rencontre et aucun rapport d'aucune sorte n'ont eu lieu entre eux depuis 1984. »

Le texte affirme encore qu'« auparavant, et de plus en plus

fréquemment ces dernières années », M. Marchais « au nom du Comité de défense des droits de l'homme qu'il préside, a multiplié les interventions auprès des autorités roumaines — souvent sans avoir la moindre réponse — en faveur de victimes de l'arbitraire ». Le bureau politique rappelle les déclarations du secrétaire général du PCF à l'heure de vérité d'A. Z. en janvier dernier (lire par ailleurs) et affirme que l'envoi d'une délégation au congrès du parti communiste roumain visait à « condamner publiquement et sur place ce régime » et « s'inscrivait dans l'attitude constante de notre parti depuis quinze ans, condamnant les atteintes aux droits de l'homme et des libertés et exprimant son exigence de voir socialisme et liberté marcher du même pas. »

Les communistes français, continue le bureau politique, ne prétendent, certes pas à la perfection. Mais nul ne peut honnêtement mettre en doute leur engagement de toujours en faveur de la justice et de la liberté (...) le dégoût que leur inspirait le régime de Ceausescu, leur solidarité agissante aujourd'hui en faveur du peuple roumain libéré et leur soutien à sa juste cause. C'est pourquoi la campagne qui cherche à les salir actuellement à ce propos est pure et simple ignominie. Le bureau politique (...) attire l'attention de l'opinion démocratique sur l'état de dégradation des mœurs politiques dont témoignent ces attaques méprisables. »

Harcèlement

Suite de la première page

Il est vrai que le secrétaire général du PCF affirmait, en janvier dernier, que ce qui se passait en Roumanie n'avait « rien à voir avec le socialisme ». Quatre années auraient donc suffi à détruire les acquis de « quarante années », selon le communiqué commun de juillet 1984 — de « construction du socialisme » en Roumanie ? La direction du PCF n'en était probablement pas convaincue, puisqu'elle avait envoyé l'un des siens la représenter, le mois dernier, au congrès du PC roumain, parti d'un homme dont elle déclare, aujourd'hui, qu'il exerce sur son pays une « dictature terroriste ». Le PC italien avait, lui, décliné l'invitation du parti frère de Bucarest.

Les reconstruc-teurs communistes concluent des errements de la direction du PCF qu'elle est disqualifiée et que le mieux qu'elle puisse faire est de suivre l'exemple de ses homologues de certains pays de l'Est en donnant collectivement sa démission. Le bureau politique a répliqué, mardi 26 décembre, en adoptant une déclaration de solidarité avec M. Marchais, qui serait la « cible » d'une « haine de classe ». Mêmes causes, mêmes effets : il y a cinq ans, le secrétaire général, mis en cause après un nouveau recul électoral de son parti — et avant de partir en vacances en Roumanie — avait reçu l'appui de M. Charles Fiterman, qui avait dénoncé dans ces critiques une « chasse à l'homme ». Le coupable était, déjà, M. Marcel Rigout, alors ministre délégué à la formation professionnelle, selon qui M. Marchais était devenu « l'homme de l'échec ».

Paris a beaucoup visité Bucarest

Alors premier ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing, M. Jacques Chirac s'était rendu en Roumanie en visite officielle en juillet 1975. Le compte rendu du *Monde* du 30 juillet 1975 soulignait l'« ambiance euphorique » dans laquelle s'était déroulée la dernière journée de ce voyage, au cours duquel M. Chirac avait eu affaire, notamment sur les sujets économiques, à des « négociateurs particulièrement agiles et retors », selon l'expression de notre envoyé spécial. Le communiqué officiel du conseil des ministres du 29 juillet avait entendu, après son retour, M. Chirac évoquer le « fructueux échange de vues » qu'il avait eu avec son homologue roumain « sur les problèmes politiques, culturels et économiques intéressant les deux pays ».

En octobre de la même année, une délégation de l'UDR, le parti de M. Chirac, se rendait en Roumanie. Trois membres de cette délégation étaient reçus par M. Ceausescu.

En mars 1979, le président de la République, M. Giscard d'Estaing,

se rendait en visite officielle en Roumanie. Au terme de ce voyage, les deux chefs d'Etat publiaient une déclaration commune, le 10 mars, dans laquelle ils affirmaient notamment l'importance du « respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ». L'année suivante c'était au tour du Conducator d'être accueilli à Paris par M. Giscard d'Estaing. En 1980 également, M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères, s'était rendu à Bucarest.

Le 11 août 1980, M. Claude Estier, membre du bureau exécutif du PS, avait été reçu par Nicolae Ceausescu. Les deux hommes avaient affirmé leur volonté de « renforcer la collaboration entre leurs deux partis ». En 1981, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, était allé à Bucarest. Il avait été suivi, en avril 1983, par M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures. M. François Mitterrand, qui était allé en Roumanie en 1979 alors qu'il était premier secrétaire du PS, avait annulé sine die en juillet 1982 la visite

qu'il devait effectuer au mois de septembre de la même année. Il a exprimé en janvier 1989 les raisons pour lesquelles il n'avait aucune intention de se rendre en Roumanie alors même qu'il avait commencé une tournée dans ce pays de l'Est. « C'est un système condamnable, il a quelque chose d'anachronique et de blessant pour la conscience humaine. J'ai l'intention d'aller en RDA, pas en Roumanie. »

M. Georges Marchais, le 16 janvier, avait donné raison au président de la République : « Je le soutiens, avait-il dit, je condamne fermement, résolument, ce qui se passe en Roumanie. C'est une atteinte insupportable aux droits de l'homme. Cela n'a rien à voir avec le socialisme. »

En septembre 1986, M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat aux relations extérieures dans le gouvernement Chirac de cohabitation, en visite à Bucarest, avait transmis au président roumain, selon l'agence romaine Agapress, « les meilleurs vœux de succès dans toutes ses activités » de M. Mitterrand et de M. Chirac.

COMITÉ POUR LA LIBÉRATION DE SERGUEI KOUZNETSOV

Sergueï Kouznetsov doit être libéré !

Journaliste de la revue indépendante « Glasnost », âgé de trente deux ans et vivant à Sverdlovsk dans l'Oural, Sergueï Kouznetsov a été condamné le 28 novembre dernier à trois ans de camp pour « diffamation » et « troubles de l'ordre public ». Son procès s'est déroulé à huis clos, contrairement à la législation soviétique en vigueur, dans des conditions qui rappellent une époque et des méthodes que l'on prétend révolues. C'est allongé sur une civière qu'il a entendu ses juges le condamner pour des motifs imaginaires. (Sergueï Kouznetsov avait reproché à un officier du KGB d'avoir provoqué l'internement abusif d'un dissident dans un asile psychiatrique).

Le jour du verdict, Andreï Sakharov déclarait qu'il n'était pas concevable d'organiser à Moscou la conférence sur les Droits de l'homme (prévue pour 1991) tant que S. Kouznetsov ne serait pas libéré. Celui-ci avait trouvé dans le Prix Nobel un ardent défenseur. C'est une des dernières causes que le physicien avait tenu à défendre avant sa mort.

En France, quatre Prix Nobel, A. Lwoff, F. Jacob, J. Dausset, J.-M. Lehn, des écrivains comme Eugène Ionesco et Marek Halter, des journalistes, des scientifiques, des médecins ont constitué avec « Reporters sans Frontières » et les « Amis de Glasnost » un comité pour la libération de Sergueï Kouznetsov.

Le 16 novembre dernier, A. Lortat-Jacob, professeur de traumatologie à l'hôpital Ambroise-Paré, a réclamé un visa pour se rendre auprès de Sergueï. Le visa a été refusé. Cette attitude constitue une grave atteinte aux accords d'Helsinki.

Sergueï Kouznetsov a entamé une grève de la faim le 18 octobre dernier et a déclaré la grève de la soif le 20 décembre. Si rien n'est fait, Sergueï va mourir d'ici quelques jours.

Nous demandons aux autorités soviétiques de libérer immédiatement S. Kouznetsov, dont le seul crime est d'avoir dénoncé l'arbitraire et défendu les droits de l'homme.

Ont été apportés leur soutien à Sergueï Kouznetsov : Radio-France, J.-F. Bach, Sylvie Baroni, Genevieve Barlier, J.-F. Biot, Patrick Aristide Blank, Rony Brumant, Jacques et Claude Broysse, J.-C. Ceausescu, J. Chénou, J.-P. Chénou, M. Cotta, Claude Cédou, Quentin Delory, Henri Délé, France D'Souza, Philippe Even, René Frydman, François Gros, J.-C. Guillemin, Michel Imbert, J.-F. Kahn, Ronald Kavan, Cyril Kuperav, Henri Léo, Jean Lacouture, Y. Lévy, Chloé Meller, H. Meller, Gilles Martinet, Bruno Meunier, A. Mikowski, Luc Montagnier, Yves Pélissier, P. Polvre d'Arce, Joseph Roven, Albert de Roy, A. Spina, P. Toudet, A. Touraine, Caroline Treca, A. Vachon, J.-D. Vincent, P. Wall, D. Widrich.

Adressez vos signatures au Comité pour la libération de S. Kouznetsov c/o Laurence et Bernard Granger, 67, rue de Provence 75008 Paris.

En juillet 1984

« Estime, confiance et compréhension mutuelles »

Le bureau politique du Parti communiste, dans la déclaration qu'il a publiée mardi 26 décembre, dément l'existence de « liens privilégiés entre Ceausescu et Georges Marchais », en affirmant qu'« aucune rencontre et aucun rapport d'aucune sorte n'ont eu lieu entre eux depuis 1984 » et que, « auparavant », le secrétaire général avait « multiplié les interventions auprès des autorités roumaines (...) en faveur des victimes de l'arbitraire ».

Aucune trace de ces « interventions », aucune mise en cause de l'arbitraire n'apparaissent dans le communiqué publié par l'« Humanité » le 30 juillet 1984, au terme du séjour fait par M. Marchais en Roumanie « à l'invitation du secrétaire général du parti communiste roumain », séjour de vacances à l'occasion duquel, selon le communiqué, le secrétaire général du PCF s'était entretenu avec Ceausescu les 10 et 27 juillet.

« Au nom du Parti communiste français et de sa direction, indiquait ce communiqué,

Georges Marchais a salué amicalement Nicolae Ceausescu, la direction du Parti communiste roumain, les communistes et le peuple roumain et leur a souhaité que de nouveaux succès s'ajoutent à ceux remportés dans la construction du socialisme durant les quarante années écoulées depuis la révolution de libération sociale et nationale, antifasciste et anti-impérialiste. »

Le communiqué, après diverses considérations relatives à la situation internationale, ajoutait : « Georges Marchais et Nicolae Ceausescu ont réitéré leur volonté d'œuvrer sans cesse au développement des contacts et au dialogue actif entre les directions des deux partis. (...) Ces relations reposent sur l'estime, la confiance et la compréhension mutuelles, sur le respect du droit de chaque parti d'élaborer en toute autonomie sa politique intérieure et extérieure, sa stratégie et sa tactique révolutionnaires, selon les conditions historiques, nationales et sociales de son pays. »

De nombreux adversaires

Aujourd'hui, M. Rigout, qui a été rejoint entre-temps par MM. Claude Popescu, ancien membre du bureau politique, et Félix Darnette, ancien membre du comité central, revient à la charge contre M. Marchais, qui, de nouveau, feint de ne voir dans les critiques qui lui viennent du sein même de son parti que l'effet d'une campagne extérieure. Les rangs des adversaires du secrétaire général se sont grossis, pourtant, d'un député de poids, M. Théo Vial-Massat, maire de Firminy, dans la Loire, qui, avec l'autorité de l'ancien membre de l'appareil dirigeant de la résistance communiste qu'il fut, estime, lui aussi, nécessaire d'envisager le départ de M. Marchais.

Convaincu que la mise en cause directe du « patron » du PCF ne peut aboutir qu'à obliger les autres membres de la direction à faire bloc autour de lui, M. Arieux Le Pors, ancien ministre délégué à la fonction publique, rejette cette démarche. L'appareil du PCF, dont on demandait il y a peu s'il parviendrait à faire émerger un Egon Krenz français, va bientôt être à la recherche d'un Ion Iliescu.

PATRICK JARREAU

LA RÉVOLUTION ROUMAINE

L'afflux de l'aide humanitaire

Le gouvernement français souhaite que les convois routiers soient différés

Les appels à la mobilisation humanitaire et les gestes de solidarité en faveur de la Roumanie ne cessent de se multiplier. Organismes officiels, associations, départements, municipalités y participent massivement. Des collectes de dons en nature et en argent sont organisées par de nombreuses collectivités locales, notamment en Ile-de-France, en Normandie, en Provence-Côte d'Azur, dans l'Isère et en Haute-Garonne. A Paris, six bus de la RATP ne sont pas de trop pour ramasser les 1 000 mètres cubes de vêtements et de vivres collectés dans les vingt mairies d'arrondissement.

Un convoi de quinze camions remplis de médicaments, de vêtements et de denrées alimentaires a quitté Marseille, mardi 26 décembre, à destination de la Hongrie où un PC de répartition des secours est à présent installé. Au moins quatre avions chargés de médicaments affrétés par les villes de Lille

et de Toulouse par le Parti socialiste et par la Fondation du secours européen, devaient s'envoler pour Bucarest prochainement. Deux convois routiers organisés par l'association Equilibre devaient également quitter Paris et Lyon les 27 et 28 décembre transportant médicaments, couvertures et nourriture pour enfants.

L'afflux est tel désormais que le ministère des affaires étrangères demande aux routiers et conducteurs privés de suspendre leur départ vers la Roumanie. Plusieurs raisons à cela : les points de passage sont saturés, l'essence et le gasoil manquent sur place et certains membres de la Securitate en fuite utilisent des emblèmes de la Croix-Rouge pour s'échapper. En outre, il est difficile de savoir de quoi ont exactement besoin les Roumains et où cette aide serait la plus utile. Bien que soixante-dix spécialistes de la logistique expédiés par des associations non gou-

vernementales soient déjà sur place, le ministre français des affaires étrangères a envoyé mercredi matin à Bucarest trois experts ayant pour mission d'évaluer les besoins.

Voici une nouvelle liste des organisations et associations qui collectent des dons en espèces et en nature pour la Roumanie (voir le Monde du 27 novembre).

• Equilibre : 68, rue d'Assas, 75006 Paris. Tél. 42-27-52-05, 14 bis, boulevard du Parc de l'Artillerie, 69007 Lyon.

• Fondation de secours européens : 23, rue de Berri, 75008 Paris. Tél. 42-94-95-28.

• Association solidarité France-Pologne : 18, rue de Varanne, 75007 Paris.

• France-Roumanie solidarité : 19, rue Lhomond, 75005 Paris. Tél. 43-36-26-98.

• L'entraide protestante : CCP 23 329 27 W Paris.

Une cellule internationale de coordination

Devant l'afflux de l'aide internationale une cellule, rassemblant des représentants du ministère roumain de la santé, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a été constituée mardi 26 décembre à Bucarest pour organiser le stockage et l'acheminement du matériel médical et évaluer les besoins.

Selon le CICR l'aéroport de Bucarest était « engorgé » mardi. Les pays d'Europe occidentale se sont mobilisés (France, Autriche, Suisse, RFA, Italie, Belgique, Royaume-Uni, pays nordiques), de même que le Japon (un avion a quitté Tokyo mardi avec des produits médicaux pour un montant de 700 000 dollars) et les Etats-Unis qui ont mis 500 000 dollars à la disposition de la Croix-Rouge. Mais l'élan de solidarité est également très fort dans les pays de l'Est. Des camions, des trains, un avion sont partis d'URSS et 6 000 lits d'hôpitaux sont prêts à accueillir les blessés roumains en Moldavie, à proximité de la frontière. La Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie envoient également des médicaments, du sang et des vivres.

La Chine et la Libye ont annoncé aussi l'envoi d'une aide médicale dont les motivations relèvent vraisemblablement autant de la politique que de la solidarité. Le colonel Kadhafi, démentant la présence de ressortissants libyens aux côtés de la Securitate, a demandé la création d'une commission d'enquête internationale. Quant à M. Arafat, il a attribué mardi « les informations mensongères incriminant les arabes et en particulier les Syriens, les Libyens et les Palestiniens », à une campagne « des forces sionistes » et a dénoncé les agressions dont ont été victimes selon lui « certains étudiants arabes et palestiniens à Timisoara et dans d'autres villes » de Roumanie. — (AFP, Reuters.)

Le concours de la Fédération française de Rugby. — La Fédération française de rugby (FFR) a décidé de venir en aide à son homologue roumain. Le prix des places de la prochaine journée de championnat (samedi 6 et dimanche 7 janvier) sera majoré de 1 franc. Tous les clubs de France, petits et grands, sont concernés. La recette ainsi dégagée sera versée en totalité à la fédération roumaine.

A l'église roumaine de Paris

Générosité en transit

« Non, ne dites jamais merci. Ce que nous faisons aujourd'hui fait pour vous, vous l'avez peut-être fait pour nous. Alors... » Elle est Polonoise. Ses yeux bleu clair, mouillés d'émotion, elle est venue avec sa fille porter son chèque à l'église roumaine de Paris.

Depuis vendredi, l'église de la rue Jean-de-Beauvais n'est plus un lieu de culte. C'est un hangar, une permanence, un centre de tri. Un navire où, en quelques jours, l'équipage s'est organisé pour faire face à toutes les générosités qui sont venues s'échouer là comme en tant d'autres lieux en France. Des monceaux de sacs de plastique bleus s'entassent devant la façade discrète. Des piles de cartons attendent l'embarquement. Une liste des médicaments utiles (antibiotiques, antalgiques, corticoïdes...) est affichée sur la porte. Au rez-de-chaussée, une femme accueille les donateurs. Près de 350 000 F en trois jours, avec une « pointe » dimanche, veille de Noël. Dans une salle adossée, le comptable improvise emplit soigneusement les chèques. Dehors, cinq ou six bénévoles s'empilent à préparer les cartons de nourriture : soupes

en sachets, café, riz et pâtes, lait en poudre... D'autres trient les innombrables vêtements : il faut en faire des tas suivant qu'ils sont destinés à des hommes, des femmes ou des enfants. « Rien ne sert d'envoyer des ballots au hasard, explique une responsable bénévole, il faut au contraire être capable d'envoyer ces habits en fonction des besoins de la population ». Une pancarte « Aidez de vêtements » indique d'ailleurs que le plus important n'est pas là. Des médicaments, des couvertures et des draps mais aussi des produits d'hygiène (détergents, savon) sont avant tout nécessaires.

Les locaux vétustes et empuissés de la petite église n'en reviennent pas de tant d'agitation. Au fond d'une cour minuscule, une dizaine de médecins et d'étudiants rangent et classent dans des cartons les médicaments apportés en vrac. Ils seront stockés à l'abri de l'humidité. Car ici, alors que l'urgence est assaillie par les organisations non gouvernementales (ONG), on pense à « l'après ». Quand le sang roumain ne fera plus la « une » des journaux, quand il faudra conti-

nuer à soigner dans un pays où en matière médicale « il n'y a plus rien depuis dix ans », où, raconte un Roumain de Paris, on « laissait mourir sans soins les vieux de plus de soixante ans, les handicapés et les enfants en bas âge ». Et on espère bien pouvoir s'appuyer sur le réseau des familles de dissidents pour assurer la distribution dans les villages tout en échappant au risque de marché noir.

Pour l'heure, s'organisent les premiers départs. Un camionneur et son fils passent mettre au point leur voyage. Ils devaient partir mercredi matin de Strasbourg. Un train en partance de Paris devrait suivre.

Seul problème pour les organisateurs : « Nous avons presque trop de succès ». Le flux de dons en nature n'a pas diminué depuis vendredi 22 décembre. Les militants de l'aide humanitaire lancent à présent un appel : donnez plutôt de l'argent, plus facile à gérer. Car à l'autre bout de la chaîne, en Roumanie, il faut aussi s'occuper du déchargement et mener l'aide à bon port.

JUDITH RUEFF

A la Salle Favart

Concert pour un peuple

Organisé en quelques heures, annoncé par la bouche à oreille, le concert donné en solidarité avec le peuple roumain a fait salle comble Salle Favart, à Paris, mardi 26 décembre.

Les artistes français, roumains, suisses, américains avaient répondu à l'appel qui leur avait été lancé et c'est dans une ambiance à la fois décontractée et tendue qu'ils se sont produits. De grands moments de musique se sont succédés, le quatuor Astor dans un extrait de la Jeune Fille et la Mort, de Schubert, Carolyn Carlson improvisant sur un air joué par George Zamfir sur sa flûte de Pan, André Vieu déroulant avec puissance la sarabande de la Sixième Partita, de Bach, Eugen et Carmen Sarbu interprétant cette Balade de Porumbescu qui compte tant pour les Roumains qu'ils la chantaient, dit-on, à Timisoara sous les balles des agents de la Securitate, le premier jour du soulèvement.

D'émouvants et terribles poèmes de Mariana Marin et de Dinescu furent lus par Gérard Depardieu, Antoine Vitez, Jacques Weber, Nada Strancar, Maurice Bénichou et Daniel Mesguich. Et puis il est des moments où le métier, l'art même s'efface devant la détresse d'un homme, d'une femme pleurant les siens, la soprano Ileana Cotrubas ne trouvant plus ses mots pour annoncer qu'elle ne pouvait pas chanter, submergée par l'émotion, ou la mezzo-soprano Cleopatra Ciruca s'élevant violemment contre « le jugement, puis l'exécution ».

tion du tyran, véritable règlement de comptes entre majestés. Ce n'est pas le peuple roumain qui l'a jugé ; les Roumains, les morts avaient le droit de l'entendre ; ce sont les anciens ministres qui sont au pouvoir aujourd'hui. Il ne faut pas les laisser faire », ou lorsque Nicoleta a raconté l'accueil que lui avait réservé le public de Brasov, il y a dix-sept ans, à ses débuts, avant de lancer l'idée d'un grand concert qui réunirait des chanteurs sous l'ombre protectrice de « l'Arche de la Défense, symbole de liberté » puis de chanter à capella l'une de ses anciennes chansons.

Il y eut aussi la maladresse de Yehudi Menuhin envoyant un message dans lequel, citant le grand violoniste et compositeur Georges Enesco, mort il y a trente-cinq ans à Paris, il conseillait aux Roumains « de rétablir le roi Michel sur son trône, car un roi est apolitique ».

Mais ce qui ressortait des différentes déclarations des artistes roumains présents, c'était la crainte que cette révolution soit confisquée au peuple, la certitude qu'il fallait que la France redevienne la grande sœur latine qu'elle avait été si longtemps pour leur pays, qu'il fallait que les artistes français reviennent le plus vite possible aider la Roumanie à retrouver sa place dans le domaine culturel. Une Roumanie qui a donné au monde quelques-uns de ses plus nobles artistes, Georges Enesco bien sûr, mais aussi les pianistes Dinu Lipatti, Clara Haskil, Radu Lupu et la soprano Ileana Cotrubas.

ALAIN LOMPECH

Avec les réfugiés tziganes en Lozère

« Là-bas j'ai trop souffert »

MENDE

de notre correspondant

« Je viens d'obtenir, par téléphone, des nouvelles des membres de ma famille restés à Timisoara. Ils sont tous sains et saufs, c'est le plus beau Noël de ma vie. » Stella, cinquante ans, réfugiée, vit depuis quelques jours au village de vacances de Villefort avec cent dix-sept autres Roumains d'origine tzigane, qui ont fui leur pays en raison de la misère et des persécutions religieuses.

Catholique et très croyante, Stella s'est rendue à l'église du village. « En Roumanie, dit-elle, je ne pouvais pas librement pratiquer ma religion. On détruisait les églises à coups de bulldozers. Mes conditions de vie étaient très précaires ; mon mari exerçait le métier de chauffeur de poids lourd et moi je travaillais dans une usine ; je ne disposais que de cinq cents grammes de viande chaque mois pour nourrir ma famille. »

En arrivant en France, le mari de Stella a acheté une vieille voiture ; c'est devenu

leur maison. Les véhicules des Tziganes étaient garés près de la décharge publique de Nartre. Cette situation était intolérable. Une convention vient d'être signée entre la préfecture des Hautes-de-Seine et l'organisme VVF (Villages Vacances Familiales). C'est ainsi que les Roumains ont pu venir en Lozère où leur arrivée, préparée par la Croix-Rouge, le Secours catholique et de nombreux bénévoles, a suscité un élan de solidarité ; tandis que les enfants des écoles offraient des jouets, les pères trappeurs de l'abbaye de Notre-Dame des Neiges apportaient des centaines de kilos de marchandises.

La soir de Noël, Christian Fournier, maire de Villefort, avait convié les habitants du village et les réfugiés à faire la fête ensemble. On dansa la bourrée puis on écouta de la musique tzigane. Il fallait voir le regard émerveillé des enfants quand on distribuait cadeaux et friandises. « Là-bas j'ai trop souffert, dit Stella, maintenant, quel qu'il arrive, je veux vivre en France. »

JEAN-MARC GILLY

Françoise Dolto

Tout est langage

JEHANE SADATE
Une femme d'Egypte

Maurice Druon
Les Grandes Familles

Le LIVRE de POCHÉ

FRANÇOISE DOLTO	Tout est langage La sexualité féminine
PIERRE JAKEZ HELIAZ	Vent de soleil
JEHANE SADATE	Une femme d'Egypte
DINO BUZZATI	Le régiment part à l'aube
ALBERT GOLDMAN	John Lennon
AMIN MAALOUF	Samarcande
MARIE CARDINAL	Les grands désordres
JEAN VAUTRIN	La vie Ripolin Baby Boom Bloody Mary
MAURICE DRUON (2)	1. Les grandes familles 2. La chute des corps
Biblio/Romans	
EZRA POUND	Les Cantos
LEO PERUTZ	La troisième balle
KOSTAS PAPAIOANNOU	La civilisation et l'art de la Grèce ancienne

AMÉRIQUES

PANAMA : les négociations sur le sort du général Noriega

Washington recherche un « compromis » avec le Vatican

Tandis que les négociations entre les Etats-Unis et le Vatican sur le sort du général Noriega — toujours réfugié à la nonciature apostolique à Panama — sont dans l'impasse, le Mexique et le Pérou ont fait savoir à leur tour, mardi 26 décembre, qu'ils ne tenaient pas à accueillir l'ancien dictateur panaméen. La veille, l'Espagne avait opposé une fin de non-recevoir aux demandes éventuelles d'asile en rappelant qu'un traité d'extradition existe entre Madrid et Washington.

WASHINGTON
de notre correspondant

Arrestation, transfert à Miami et comparution devant un juge américain pour répondre d'une inculpation pour trafic de drogue : tel est le sort que les Américains désirent voir subir au général Noriega et que, faute de mieux, ils ont réservé à l'un de ses adjoints, le lieutenant-colonel Del Cid, qui s'est rendu aux forces américaines après avoir donné l'ordre aux deux mille hommes qu'il commandait, dans la province de Chiriqui, de déposer les armes, et qui a été aussitôt arrêté. Le lieutenant-colonel Del Cid avait été inculpé en 1988, comme le général Noriega, et est accusé d'avoir servi d'intermédiaire entre l'« homme fort » et les trafiquants colombiens.

Comparé mardi 26 décembre devant un juge de Miami, il a plaidé non-coupable et indiqué qu'il s'était rendu de sa propre initiative parce qu'il voulait précisément être amené à Miami et prouver son innocence.

Son chef, le général Noriega, n'a pas fait exactement le même choix, et les Américains en ont donc toujours réduits, mardi, à négocier avec le nonce apostolique à Panama, auprès duquel leur ennemi juré a trouvé refuge. Le général Maxwell Thurman, chef du Commandement Sud américain

basé à Panama, s'est rendu mardi à la nonciature, autour de laquelle s'étaient déployées des troupes américaines, pour un nouvel entretien avec Mgr Labou.

Rien n'a filtré de la conversation (« Nous ne faisons aucun commentaire sur la nature de ces discussions », a indiqué à Washington le porte-parole de la Maison Blanche), et la position officielle des Etats-Unis reste d'exiger du Vatican que le général Noriega leur soit remis. Cependant, un certain nombre de commentateurs estiment que la comparution du dictateur devant un tribunal américain pourrait se révéler plus embarrassante qu'utile, puisque le général Noriega ne manquerait pas de remuer bien des souvenirs déplaisants, datant de l'époque où il vendait des renseignements à la CIA.

L'exil :
une solution acceptable

En tout état de cause, un tel dénouement est de moins en moins probable, et il semble que les négociations entre Washington et le Vatican portent sur une solution de compromis. L'exil du général Noriega dans un pays où il serait tenu de rester ou pourrait peut-être constituer une solution acceptable, mais les Américains entendent s'opposer par tous les moyens à son départ pour Cuba qui serait

En attendant, le département américain de la justice a fait savoir, mardi, qu'il demanderait à plusieurs pays, notamment européens, le gel des avoirs du général Noriega. Selon le porte-parole du département de la justice, le dictateur déchu aurait placé à l'étranger « plus de dix millions de dollars », réalisés à l'aide du trafic de drogue, une somme, selon les autorités américaines, égale à 5 % à peine de la fortune estimée du général. Enfin, sur le terrain, où les opéra-

tion du général. Enfin, Washington ne peut se prévaloir d'aucune relation privilégiée, bien au contraire, avec le nonce, qui a, dans un passé récent, sévèrement critiqué la politique des Etats-Unis à l'égard de Panama.

Une autre solution serait que le Vatican convienne que le général Noriega de se livrer aux nouvelles autorités panaméennes. Théoriquement, cela lui éviterait d'avoir à le faire à la justice américaine, puisque Panama n'a pas de traité d'extradition avec les Etats-Unis. Cela n'a certes pas empêché les Américains d'expédier le lieutenant-colonel Del Cid à Miami, mais la situation se présenterait de manière un peu différente dans le cas du général Noriega, qui, lui, n'a pas été capturé par les Américains.

Les Etats-Unis rendraient un mauvais service aux nouvelles autorités panaméennes, qu'ils ont portées sur les fonts baptismaux en violant d'embellie leur balbutiante « souveraineté ».

La situation est encore plus compliquée par le fait que le général Noriega est loin d'être seul à avoir trouvé refuge à la nonciature. Trente-huit de ses proches y seraient également présents, parmi lesquels des hommes à la sinistre réputation, comme son garde du corps et homme de main personnel, le capitaine Gaitan, le lieutenant-colonel Madrinan, chef des services de renseignement (DENI), ou même cinq séparatistes du mouvement basque ETA qui étaient, depuis plusieurs années, sous la

protection du général. Enfin, Washington ne peut se prévaloir d'aucune relation privilégiée, bien au contraire, avec le nonce, qui a, dans un passé récent, sévèrement critiqué la politique des Etats-Unis à l'égard de Panama.

Un récit
du « Wall Street Journal »

Selon un récit des événements des derniers jours publié mardi par le « Wall Street Journal », le nonce a d'ailleurs aidé le général Noriega à pénétrer dans la nonciature, après être allé le chercher dans un lieu convenu par téléphone (le Vatican a fait savoir que le général Noriega avait exprimé le désir de « mettre fin au conflit », une précision apparemment donnée pour justifier l'attitude du nonce).

Toujours d'après le « Wall Street Journal », c'est un Noriega tout à fait au bout du rouleau, et trop fatigué pour pouvoir parler, qui a demandé asile à la nonciature. De source militaire américaine, on indique que le général n'avait pas pris un sérieux préparatif militaire des Etats-Unis, dans les jours qui ont précédé l'intervention, croyant qu'il s'agissait d'une nouvelle manœuvre d'intimidation, comme il y en avait eu plusieurs autres dans le passé.

Au moment de l'attaque, il se trouvait à un club d'officiers situés en dehors de la ville, en compagnie

d'une prostituée. Le Commandement Sud ajoute que le général Noriega a passé les premières heures de l'invasion à circuler en voiture dans les rues de Panama pour éviter d'être arrêté puis a trouvé refuge chez différentes personnes, en particulier un parent de son secrétaire. Selon le récit du « Wall Street Journal », son dernier refuge fut la luxueuse résidence de la mère de sa maîtresse, Vicky Amado.

Sa présence avait alors été signalée aux Américains par une fille de cette maîtresse. Les forces américaines se sont précipitées sur place, mais le général Noriega venait de quitter les lieux à bord d'un hélicoptère blanc utilisé par des pêcheurs de thon. C'est alors qu'il aurait décidé d'abandonner la partie et de chercher refuge à la nonciature.

Les officiels américains prennent soin de souligner que, pendant toutes ces journées, le général Noriega, tout occupé à se cacher, n'a, à aucun moment, dirigé les opérations de ses partisans. Quant à la presse américaine, elle fait largement état des réactions très favorables à l'intervention, recueillies sur place par ses envoyés spéciaux, y compris, affirment les journaux, de la part des habitants des quartiers qui ont le plus souffert des combats et où de nombreux civils ont été tués.

JAN KRAUZE

Cuba demande
une réunion d'urgence
du Conseil de sécurité
de l'ONU

Est-ce une crise dans la crise ? Cuba a demandé, mardi 26 décembre, une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU pour étudier le cas des diplomates cubains « assiégés » par les troupes américaines dans leur ambassade à Panama. Cette requête fait suite à une protestation de La Havane auprès des Etats-Unis et des Nations unies contre la présence massive et continue de soldats américains autour de l'ambassade et de la résidence de l'ambassadeur, qui selon le gouvernement cubain, ont menacé à plusieurs reprises d'arrêter les diplomates confinés à l'intérieur s'ils venaient à partir.

Enfin, toujours selon Cuba, les soldats américains ont retiré les caméras de protection extérieure du bâtiment et dressé des barrières autour des deux immeubles où se trouvent également les familles des diplomates, dont une quarantaine de femmes et d'enfants.

Mettant en garde Washington contre « tout incident regrettable » qui pourrait se produire, le ministre cubain des affaires étrangères a également réaffirmé que son pays était prêt à accorder l'asile politique à un dictateur panaméen déchu. Officiellement le déploiement des forces américaines autour de l'ambassade cubaine répond « à de simples raisons de sécurité », comme l'a expliqué le département d'Etat, mais Washington se cache à peine de vouloir « prévenir » l'arrivée imminente du général Noriega dans l'ambassade où les Américains avaient même cru un moment qu'il était réfugié — comme ils avaient cru aussi qu'il s'était réfugié à l'ambassade du Nicaragua, qui avait été cernée à son tour.

Pour l'instant, le président du Conseil de sécurité a proposé une mission de bons offices auprès des deux pays.

AFRIQUE

Un entretien avec le président Houphouët-Boigny

Suite de la première page

« Je ne suis pas né catholique, je suis né animiste. Le malheur a frappé durement ma famille. J'ai perdu mon père à trois ans, et mon oncle — le frère de ma mère, le chef de la région — à cinq ans. Donc, à cinq ans, je suis devenu chef, chef animiste. J'ai recueilli les fétiches de la famille. Pour les animistes, l'éternité est une simple transposition de la vie d'ici-bas dans l'au-delà. Autrement dit, le chef qui meurt restera chef. D'où, avant l'arrivée des Européens qui ont mis fin à cela, des sacrifices d'esclaves pour continuer à servir le chef mort. Dans la cour de ma concession, vous trouvez un arbre qui faisait partie d'un bois où l'on pratiquait les sacrifices.

« Jeune, j'étais à la recherche de Dieu. Elève à Bingerville, j'ai rencontré un très bon curé qui m'a baptisé en 1913. A mon retour à Yamoussoukro, compte tenu de ce que j'avais appris au catéchisme, j'ai juré de ne jamais faire verser une goutte de sang humain. Voilà le cadre dans lequel j'ai agi.

« Si j'ai la force de tenir, je continue »

« Combien a coûté cette construction ?

« A non, pas ça ! Ce que je fais avec Dieu, je ne le dis pas. Dieu n'a pas besoin de livre de comptes.

« Tout ce que je peux vous dire, c'est que je n'ai jamais emprunté un centime à aucune banque. J'ai emprunté pour l'Etat, mais jamais pour moi. Tout est payé, je ne dois pas un centime.

« Quand le pape viendra-t-il consacrer cette basilique que vous avez offerte au Vatican ?

« Je n'en sais rien. Le pape jugera de l'opportunité du moment. C'est à lui que ça appartient. Il a accepté. Je ne lui ai pas fait un cadeau empoisonné. Il y a l'entretien, les charges. Nous verserons la

somme nécessaire, dont les intérêts peuvent permettre l'entretien sans qu'on ait à déboursier un sou.

« Vous avez déclaré en 1978 : « L'homme d'Etat étranger que j'admire le plus est George Washington, car il a su se retirer et voir, de son vivant, la suite ». Songez-vous à imiter son exemple ?

« Quand j'ai dit « étranger », ça voulait dire en dehors de la France. Car l'homme d'Etat que j'admire le plus, c'est de Gaulle.

« En ce qui concerne la passion des pouvoirs, ça dépend de mon pays. Les choses ne sont pas les mêmes. L'indépendance des Etats-Unis n'est pas comparable à celle des pays africains. Nous avons une Constitution différente. Combien de pays ont voté des présidences à vie ? Ils sont nombreux. La dernière victime de cette politique a été Bourguiba. Enfin... Non, Bourguiba n'est pas mort. Mais il était président à vie. Ce n'est pas mon cas, je n'ai jamais pensé à cela. Si mon pays me fait confiance, si j'ai la force de tenir, je continue. Si mon pays ne fait confiance mais que j'ai le sentiment que je ne puis plus, je me retirerai dans l'amitié avec mon peuple. Ce que je continuerai à faire, même pendant la retraite, dépendra de mon pays.

« Le multipartisme, prévu dans la Constitution ivoirienne, existera-t-il un jour ?

« Vous oubliez trop souvent votre histoire. Vos rois ont dû batailler pour l'unité nationale. A partir du moment où cette unité existe, vous pouvez parler de multipartisme. Un Corse peut être un socialiste comme un Breton peut être un RPR. Nous, nous avons soixante tribus avec des coutumes et des dialectes différents. Heureusement, nous avons pour nous unir l'usage en commun du français. Nous avons du chemin à parcourir avant d'arriver à l'unité nationale effective. Lors des élections, que

constatons-nous ? Quels que soient les mérites d'un candidat, il ne peut se faire élire que dans sa région.

« Il faut définir la base du multipartisme. Quelle politique ? Nous avons choisi l'économie libérale comme base de notre développement. Le deuxième parti ce sera quoi ? Le multipartisme en reconnaissance ? L'autre jour, j'ai entendu à la radio qu'un groupe de Béninois voulait un parti communiste dahoméen. Ça signifie quoi ? Au moment où les autres, à l'Est, rejettent, serons-nous les derniers communistes du monde ?

« On peut voir retourner la question : l'Afrique sera-t-elle le dernier continent à avoir des partis uniques ? Ce qui se passe à l'Est ne pourrait-il pas avoir un effet d'entraînement ici ?

« Mais non ! Ce n'est pas la même chose ! Nous sommes à la vie nationale. L'Allemagne de l'Est est un vieux pays. On lui a imposé le communisme, ce sont les chars russes qui ont imposé le communisme en Europe de l'Est. Les Allemands doivent se retrouver un jour. Ces peuples ont une vieille histoire. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Vous avez tous peur de la réunification de l'Allemagne. N'est-ce pas ce que vous avez peur ?

« Et vous, vous avez peur de ce qui se passe à l'Est ?

« Pourquoi voulez-vous que j'aie peur ? Vous, vous voulez construire une Europe unie, une Europe partie de six et portée à douze, avec des gens qui frappent encore à votre porte. Vous parlez d'Europe unie, mais, si vous n'y croyez pas vraiment, alors avez peur de la réunification allemande. Oui, si l'on en revient à un passé de luttes fratricides entre Européens, alors la réunification allemande doit être pour vous plus qu'un cauchemar.

« Quand vous allez au Fouquet's... »

« Le sens de ma question était plutôt ceci : Vous, Africains, n'avez-vous pas peur de ces grandes mutations qui risquent de placer votre continent à l'écart ?

« Dans la mesure où il y aura un élargissement du marché, dans la mesure où cet élargissement per-



mettra d'exporter nos matières premières à des prix rémunérateurs, jusqu'à ce que nous puissions les transformer nous-mêmes, je n'ai pas peur. Mais si vous ne nous payez pas le juste prix, alors, nous ferons les frais de vos retrouvailles en Europe.

« Si vous voulez construire une Europe avec une Afrique dans la coopération Nord-Sud, nous avons tous à applaudir. Mais vous êtes groupés au Nord et le Sud est divisé. C'est vous seuls qui décidez du prix que vous nous imposez pour nos matières premières. Vous vous tournez vers quoi pour trancher ? Vers la Bourse, dites-vous. Quelle Bourse ? Est-ce que cette Bourse-là s'occupe de votre bien quand vous voulez le vendre aux Russes ? Non. Cette Bourse n'agit que sur les matières premières des pays sud-américains et africains.

« Je ne sais pas si vous aurez le courage d'écrire cela, mais prenez le café et le cacao. Que demandons-nous ? Minimum 1 000 francs CFA (1) le kilo. Jusqu'en 1986, vous nous payiez 1 200 francs CFA le café et 1 100 francs CFA le cacao. Brutalement, à partir de 1986, vous faites chuter jusqu'à 300 francs CFA sans que pour autant le prix à la consommation ait baissé, au contraire. Un kilo de café vous permet de servir cinquante tasses et la tasse, au niveau du petit restaurant, c'est 600 francs CFA. Et encore, quand vous allez au Fouquet's, c'est 2 000 francs CFA la

tasse, vous savez ça ? Comparez avec les 1 000 francs CFA qu'on nous refuse pour le kilo à la production, sous prétexte de valeur ajoutée. Ce n'est pas bien. Je le dis en toute amitié car je veux la continuité dans la coopération.

« Un immense casino »

« Poterquoy ne pas essayer de trouver de nouveaux débouchés dans cette Europe de l'Est dont nous parlions ?

« Nous y réfléchissons, mais nous ne disons rien. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés. Le FED (2) — grâce à nos amis français d'ailleurs — a pu nous obtenir quelque 3 800 milliards de francs CFA pour cinq ans. L'un dans l'autre, depuis trois ans, le cacao et le café ivoiriens sont tombés de 1 000 à 300 milliards de francs CFA. Sept cents milliards en moins ! En quatre ans, ça fera 2 800 milliards. Où sont nos dettes ?

« Nous sommes trop tristes. Sur le plan agricole, nous, Ivoiriens — avec nos sept millions d'habitants et les quatre millions de nos frères africains que nous avons assimilés — nous exportons dix produits vers le Nord. Pour cela, nous percevons à peine 400 milliards de francs CFA. Ce n'est pas sérieux. On nous parle de surproduction. Mais les mêmes hommes qui parlent de cela encouragent les plantations de cacao en Malaisie et de café en Indonésie. On est dans un casino, l'immense casino des pays développés qui jouent avec notre travail. Nous sommes seuls, nous ne trouvons aucun journal pour nous aider à dénoncer cela. Certains Français ont compris, mais on a affaire à des puissances...

« Quelles sont ces puissances ? La presse britannique n'est pas tendre avec vous en ce moment.

« Bien sûr ! A cause de ce que je vous dis. Nous sommes le seul pays à expédier dix productions agricoles vers le Nord. Nous avons dépassé le Ghana et le Nigeria. Nous sommes le premier exportateur mondial de cacao et le troisième de café. Nous allons dépasser le Libéria pour le caoutchouc.

« Quelle impression vous a faite le président sud-africain De Klerk, que vous avez reçu récemment à Yamoussoukro ?

« Très bonne. Vous savez, en 1971, quand j'ai parlé de dialogue, j'ai été attaqué par plusieurs pays, j'ai été isolé à l'ONU. Maintenant, tout le monde dialogue avec l'Afrique du Sud. Il y a des gens qui ont honte de se faire connaître, mais les ministres partent là-bas en cachette.

« Au nord de notre continent, les Arabes sont venus s'installer. Ce n'était pas vide quand ils ont occupé ce bord méditerranéen. Ils ont imposé leur langue et leur religion aux Kabyles, aux Berbères. Et ces gens-là sont devenus des frères. Les Blancs qui sont partis de Hollande pour s'installer en Afrique du Sud ont malheureusement imposé l'apartheid. Mais personne ne leur conteste l'Afrique. Ils sont africains comme nous. M. De Klerk a fait des progrès. En quelques mois, il a fait plus que ses devanciers en plusieurs années. Les choses vont évoluer, elles évoluent déjà.

« Justement, ne serait-il pas temps, pour les pays africains modérés, d'adopter une ligne de conduite commune à l'égard de Pretoria ?

« Nous travaillons, mais dans le silence. Nous ne sommes pas inactifs. Je ne peux pas vous dire ce que je suis en train de faire.

« Allez-vous établir des relations diplomatiques ?

« L'Afrique du Sud ne nous l'a pas encore demandé, ce n'est pas à moi de le faire. Notre dernier congrès a décidé que la Côte d'Ivoire devait accepter l'établissement de relations diplomatiques avec tous les pays qui le souhaitent à condition qu'ils respectent notre régime.

« Quelles qualités vous semblent requises pour vous succéder ? Je ne vous demande pas de me donner un nom, mais de me dire le type d'homme qui serait qualifié pour prendre votre suite.

« Celui qui fera mieux que moi. Dieu nous aidera à trouver mieux que moi. L'essentiel est qu'il y ait l'esprit d'équipe. »

Propos recueillis par JEAN DE LA GUÉRIÈRE

(1) Un franc CFA vaut deux centimes.
(2) Fonds européen de développement.

DÉFENSE

Après Taverny et Mont-Verdun

Un troisième PC nucléaire sera installé à Evreux

L'armée de l'air a installé sur la base d'Evreux (Eure) un troisième PC des forces aériennes stratégiques (FAS), qui réunissent les missiles nucléaires du plateau d'Albion, en haute Provence, et les bombardiers nucléaires Mirage-IV armés désormais du missile air-sol à moyenne portée (ASMP).

Ce nouveau PC s'ajoute aux deux PC déjà existants, à Taverny (Val-d'Oise) et à Mont-Verdun (Rhône), et il devient entré en service opérationnel dès le début de l'an prochain.

Le général d'armée aérienne Philippe Vaugny, commandant des FAS, donne cette précision dans une interview accordée à la revue spécialisée *Air et Cosmos* datée du 23 au 30 décembre. Le « patron » des FAS ajoute que ce troisième centre d'opérations à Evreux pourrait se substituer aux PC de Taverny et de Mont-Verdun, s'ils venaient à être défectueux, pour maintenir des liaisons efficaces et rapides avec le chef de l'Etat. Les travaux ont duré dix-huit mois sur la base d'Evreux.

Comme pour Taverny et Mont-Verdun, le centre d'opérations des FAS à Evreux est relié au réseau de transmissions Ramess et à son système complémentaire baptisé Astarte.

Le programme Hermès, d'un coût global de 1 370 millions de francs environ, est un réseau maillé de transmissions, réparti sur quatre-vingt sites sur le territoire national, qui transmettrait l'ordre d'engagement venu de l'Elysée aux FAS et aux forces préstratégiques (missiles Hadès et avions Mirage-

2000 nucléaires). Il comprend un sous-programme, le système Astarte, qui est composé de quatre avions Transall spécialement aménagés pour acheminer les liaisons entre les stations au sol et les forces nucléaires (sous-marins, missiles du plateau d'Albion et bombardiers Mirage-IV). D'un coût estimé à 3 550 millions de francs environ, le système Astarte a l'avantage de pouvoir être en alerte permanente (au cas où les PC à terre seraient neutralisés) et d'être insensible aux perturbations de l'impulsion électromagnétique dégagée par l'explosion d'une bombe nucléaire adverse.

EN BREF

Le 12^e Paris-Dakar en route vers la Libye. — L'équipage français composé de Pierre Lariguet et de Bernard Maingret (Missubishi Pajero), a remporté, mardi 26 décembre à Marseille, le deuxième demi-prologue (catégorie auto) du raid-marathon Paris-Tripoli-Dakar. Un autre équipage français (Claude Arnoux-Serge Coche sur Buggy-Citroën) occupe la tête du classement général à la suite de ce prologue (3,5 km) disputé devant trente-cinq mille spectateurs. Dans la catégorie moto, le Français Laurent Charbonnel (Husvarna Stalven) s'est imposé et reste à la première place du classement. Les concurrents ont quitté Marseille par bateau dans la soirée de mardi pour rallier la Libye.

Léger séisme sur la Côte d'Azur. — Une secousse tellurique d'une magnitude de 4,3 sur l'échelle de Richter a été enregistrée, mardi 26 décembre à 21 heures, à Nice. Elle n'a fait ni dégâts ni victimes. Ressenti par de nombreux habitants de la Côte d'Azur, le séisme, dont l'épicentre se situait au sud-est de Nice, a

RELIGIONS

L'assassinat d'un prêtre français au Brésil

Le Père Gabriel Maire a été victime d'un « crime politique »

Le Père Gabriel Maire, cinquante-trois ans, retrouvé dans sa voiture, mort par balles, samedi 23 décembre dans un quartier de Vitória, capitale de l'Etat d'Espírito Santo (*le Monde* du 26 décembre), est le premier prêtre français victime, au Brésil, de son engagement auprès des plus pauvres. Il est le troisième en Amérique latine, après les Pères Gabriel Longueville (1976), en Argentine, et André Jarland (1984), au Chili.

La police avait évoqué, dans un premier temps, l'hypothèse d'un crime crapuleux. Pour l'évêque du diocèse de Vitória, Mgr Silvestre Scandian, il ne fait pas de doute

que le prêtre français, originaire du diocèse de Saint-Claude (Jura), caré depuis 1980 d'une banlieue populaire de Vitória, a bien été victime d'un « crime politique ».

Une lettre circulaire à ses amis, arrivée en France le 20 décembre, soit trois jours avant son assassinat, faisait état de menaces de mort visant le Père Gabriel Maire, à la suite de ses prises de position dans un conflit qui, depuis un an, avait pour enjeu la mairie de Vitória. Le clan Santini, réputé corrompu, avait été battu aux dernières élections municipales de 1988. Mais en mai dernier, il avait reconquis la mairie où avait été élu M. Vasco

Alvez, militant catholique engagé, membre de la Commission Justice et Paix du diocèse.

Avant que la justice ne condamne ce coup de force, le 20 septembre, des manifestations avaient eu lieu — rassemblement de prières, campagnes de signatures — auxquelles avait pris part le prêtre français en soutien au maire régulièrement élu. Depuis quelques années, une dizaine de prêtres et de religieuses ont été assassinés au Brésil, notamment dans des conflits de la terre où le clergé se montre très engagé pour la défense des paysans exploités par les grands propriétaires.

H. T.

JUSTICE

Le non-lieu d'un restaurateur de l'Isère

Le MRAP s'inquiète de la « banalisation » de la « légitime défense »

Le MRAP a exprimé, mardi 26 décembre, « sa surprise, sa tristesse et son inquiétude » après le non-lieu prononcé, vendredi dernier, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble, en faveur de M. Auguste Cuzin, restaurateur d'Arandon (Isère), qui avait été en état de légitime défense, le 11 décembre 1988, un de ses clients d'origine algérienne. Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples appelle l'opinion publique à une « mobilisation générale face à la banalisation de la prétendue « légitime défense » qui rétablit dans les faits la peine de mort pour des délits insignifiants commis par des jeunes désignés d'avance comme des coupables, surtout s'ils ont la peau bronzée ».

« Que les juges en aient eu conscience ou non, poursuit le MRAP, leur arrêt sera ressenti comme un encouragement à tous les gens à la gâchette facile et au racisme ».

François d'origine algérienne, Mabrouk Merabet, vingt-sept ans, avait été tué d'un coup de fusil par M. Cuzin, qui venait de l'expulser de l'établissement. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble n'a pas suivi le procureur de la République de Bourgoin-Jallieu, qui avait fait appel de la décision de non-lieu rendu par le juge d'instruction, la chambre estimant qu'il s'agissait là d'un cas de légitime défense proportionnée à la gravité de l'attaque ».

PARIS EN VISITES

JEUDI 28 DÉCEMBRE

« Caves gothiques du Marais médiéval », 14 h 30, musée Hôtel-de-Ville, salle des Lobbys.

« Exposition : Jacques-Louis David au Louvre », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat place du Palais-Royal (Aux Arts, Et Cetera...).

« Les Salons de l'Hôtel-de-Ville », 14 h 15, musée Hôtel-de-Ville (Lobby) (Association internationale de tourisme culturel).

« Les Catacombes », 14 h 45, sortie Princ. métro Denfert-Rochereau (place) (Association internationale de tourisme culturel).

Pour les jeunes : « Les nouvelles salles de la Concorde : prison révolutionnaire », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge, dans la cour (M^{me} Dubessy).

« Le musée de la Céramique de Sévres : la porcelaine française du dix-huitième siècle », 15 heures, hall du musée (par le métro Pont-de-Sèvres) (M^{me} Garnier-Ahlberg).

« Une fontaine médiévale dans l'Est parisien : place Daumesnil de l'Est de France », 15 heures, entrée du château, côté avenue de Paris (M^{me} Hanli).

« Le néo-gothique à Paris : « Saint-Ambroise, cathédrale des Burlesques », 15 heures, façade de l'église 71 bis, boulevard Voltaire (M. Jacquemot).

« Le théâtre de l'Opéra, chef-d'œuvre de C. Garnier », 15 h 30, dans le hall de l'Opéra à gauche l'Association internationale de tourisme culturel).

« La prison de la Conciergerie nouvellement restaurée », 15 heures, 1, quai de l'Horloge (Association internationale de tourisme culturel).

« La Pyramide et le Louvre souterrain », 10 h 30, au pied de la statue équestre de Louis XIV (M^{me} Heger).

« Rives de l'Isère et du Jour de l'An avec l'exposition Carlier », 15 heures, hall du Petit Palais (M^{me} Heger).

« Exposition Egypte, Egypte », 11 heures, entrée de l'exposition (Institut du monde arabe) (Pierre-Yves Jais, du C. A. M. à gauche l'Association internationale de tourisme culturel).

« La Concorde de Philippe le Bel à la Tour Eiffel », 11 heures, à l'entrée (M^{me} Christine Lemerle).

« Le Nouvel Opéra, sa salle de spectacle et son quartier », 14 h 30, sur réservation uniquement : 48-08-19-29 (M^{me} Christine Lemerle).

« Une heure, une œuvre », 12 h 30, sous la Pyramide du Louvre (Musée du Louvre).

« La peinture française aux dix-huitième et dix-neuvième siècles », 15 heures, même rendez-vous (Musée du Louvre).

« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 12 h 20, avec l'éléphant sur l'esplanade (Christine Marle).

« Les salons dix-neuvième de l'Hôtel de Launay », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (M^{me} Cassel).

« Le Louvre : crypte, pyramide. Huit siècles d'histoire », 11 h sur et 14 h 30, métro Louvre (M^{me} Poltyer).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (M. Guérin).

« La crypte archéologique : toute l'histoire de Paris des origines à nos jours », 14 h 30, entrée de la crypte sur la parvis de Notre-Dame (E. Roman).

MÉDECINE

La mort de deux lycéens à Montargis

La menace d'une épidémie de méningite semble écartée

Toute menace épidémique semble aujourd'hui écartée dans la région de Montargis (Loiret) après la mort le 21 décembre de deux jeunes lycéens des suites de méningite cérébro-spinale (*le Monde* du 27 décembre). Selon le docteur Claude Guevelier (chef du service de réanimation du CHR d'Orléans), un seul autre cas, un garçon de dix-sept ans, présentait les symptômes d'une méningite à méningocoques et a pu être soigné efficacement. Chez sept autres lycéens, hospitalisés à Montargis, aucun autre germe n'a pu être trouvé. Une information judiciaire a été ouverte par le parquet de Montargis pour rechercher les causes de la mort.

Afin de prévenir tout risque de contagion, les autorités sanitaires ont organisé la distribution de quatre mille doses de spiramycine (Rovamycine), antibiotique efficace contre l'infection à méningocoques. Ce médicament a été distribué à environ 600 élèves des lycées Dury et Jeanette-Verdier ainsi qu'à leur famille. Selon les autorités administratives, 950 élèves sur les 1 700 qui composent les deux établissements ont dû être et déjà pu être contactés.

A la suite de l'appel lancé le 25 décembre par la préfecture du Loiret puis relayé par téléphone et par diverses stations de radio, les services d'urgence des hôpitaux du département ont dû faire face à un brutal afflux de consultants.

Les conditions dans lesquelles l'appel a été lancé ont aujourd'hui l'objet d'une controverse. Pour certains médecins, il aurait fallu, avant tout, prendre contact avec l'entourage immédiat des deux lycéens décédés. A la préfecture du Loiret, on indique que « l'appel public était justifié par l'urgence de la situation ».

D'autre part, la décision de faire pratiquer de façon systématique des prélèvements de gorge à la recherche de méningocoques apparaît difficilement compréhensible. Les spécialistes des maladies infectieuses estiment en effet, depuis une dizaine d'années, que cette recherche doit être abandonnée. Une circulaire de la direction générale de la santé (datée du 26 janvier 1980), destinée aux services de l'action sanitaire et sociale, souligne que cette recherche (tout comme la désinfection des locaux) est une pratique « illusoire et sans intérêt ».

J.-Y. N.

Dans le dernier numéro de « Campus »

Nous proposons ci-dessous à ceux de nos lecteurs qui n'ont pu lire le supplément « Campus » du 21 décembre, en raison de la grève des NMPP, des extraits des principaux articles qui y figuraient.

● LA COOPÉRATION AVEC L'EUROPE DE L'EST

Un séminaire franco-soviétique sur la formation à la gestion s'est tenu à Paris, Lyon et Grenoble du 4 au 15 décembre. Organisé par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris et la délégation à la formation professionnelle, il n'était que la dernière en date des initiatives de coopération adoptées au sommet de Strasbourg portant sur les domaines de la formation : d'une part, la création d'une « fondation européenne pour la formation professionnelle », d'autre part, le développement d'échanges universitaires dans le cadre de « programmes à vocation éducative et de formation semblables aux programmes communautaires », comme ERASMUS ou COMETT.

Alexandre Madhavi, le directeur de l'Institut supérieur de gestion (ISG), a sans doute été l'un des premiers à sentir le vent de l'Est. Dès septembre 1988, il signait un accord pour favoriser les échanges avec l'Institut de recherche internationale pour le management et les sciences (IRIMS) de Moscou. En janvier 1989, l'ISG renouvelait l'opération avec l'Ecole supérieure de gestion du complexe agro-industriel du Gosgostrom de l'URSS. Et elle se lançait, dans la foulée, dans un ambitieux projet de joint-venture éducative, visant à créer, avec l'Académie du commerce international de Moscou, une école de management dans la capitale soviétique.

Depuis, le mouvement s'est accéléré. D'autres écoles ont pris le relais, tandis que Polonais et Hongrois venaient, à leur tour, frapper à la porte. En avril, l'Ecole nationale des ponts de chaussees décide d'ouvrir son maistrère d'affaires internationales à des cadres de l'Est. En juin, c'est l'Ecole supérieure des télécoms qui signe avec le prestigieux Ecole polytechnique de Varsovie un accord de coopération. En juillet, l'ESEC accueille à Corcy-Pontoise une vingtaine de cadres soviétiques pour un séminaire de marketing international. L'Ecole supérieure de commerce de Paris vient de signer un accord d'échanges

avec l'université Humboldt de Berlin-Est. L'« Agre » a multiplié les coopérations avec des homologues d'Allemagne de l'Est, de Pologne et de Hongrie. Enfin, l'Ecole supérieure de commerce de Bordeaux vient de conclure trois accords avec des établissements de formation soviétiques. Quant aux universités françaises, elles ne sont pas en reste. Les Conférences des présidents d'universités a envoyé des émissaires en Hongrie et en Allemagne de l'Est, et doit recevoir une délégation polonaise en janvier.

A cela s'ajoutent enfin les initiatives de la Communauté européenne. Deux des trois initiatives concrètes adoptées au sommet de Strasbourg portant sur les domaines de la formation : d'une part, la création d'une « fondation européenne pour la formation professionnelle », d'autre part, le développement d'échanges universitaires dans le cadre de « programmes à vocation éducative et de formation semblables aux programmes communautaires », comme ERASMUS ou COMETT.

La Chambre de commerce de Paris a été chargée par le premier ministre de développer et de coordonner la coopération franco-soviétique en matière de formation à la gestion. Au terme du séminaire franco-soviétique qui vient de s'achever, plusieurs projets significatifs ont été retenus en priorité.

Tout d'abord le CEGOS, spécialiste de la formation permanente de cadres, va créer en URSS, avec l'Ecole supérieure de commerce de Moscou, un centre de formation qui devrait accueillir, dès la première année, trois cents à cinq cents cadres d'entreprises soviétiques. Deuxième gros projet conclu à Paris : l'Institut français de gestion et le ministère soviétique de l'industrie lourde et de la métallurgie ont adopté un programme portant sur la formation, dès 1990, de six cent cinquante cadres d'entreprises soviétiques (cinq cents à Moscou et cent cinquante à Paris).

Un troisième accord a été conclu entre l'Académie du commerce extérieur de l'URSS et la

Chambre de commerce de Paris. Il s'agit de mettre sur pied, à l'Académie, un programme de maîtrise, type MBA, centré sur le commerce international et qui sera réalisé par un consortium d'écoles de commerce conduit par HEC et l'ESCP. Enfin, le Centre de formation de la profession bancaire et l'Institut des finances de Moscou ont décidé de créer, en joint-venture, une école de formation des cadres bancaires et d'organiser pour eux des séminaires de perfectionnement, qui se tiendront alternativement à Paris et à Moscou.

● LA CONCERTATION SUR LES CONTENUS DE L'ENSEIGNEMENT

Une vague de colloques régionaux constituait le deuxième acte de la « consultation nationale sur les contenus de l'enseignement », prévue par la loi d'orientation de M. Lionel Jospin. Depuis la rentrée, l'éducation nationale avait consulté par questionnaire l'ensemble de ses partenaires sur les « principes » élaborés par le sociologue Pierre Bourdieu et le biologiste François Gros (*le Monde* du 7 novembre).

Ces colloques avaient pour fonction de rendre compte des résultats de cette consultation en vraie grandeur (près d'un million de questionnaires ont été diffusés) et d'éclairer le débat. Leur bilan global est difficile à dresser, puisqu'ils ont revêtu, selon les académies, des formes assez diverses, depuis le grand-masse jusqu'au forum ouvert et bien préparé. Mais l'ensemble laisse un goût de confusion quant à la méthode et d'incertitude sur le fond.

Pourtant, l'impression générale de désordre, voire de ratage, qui se dégage des colloques ne doit pas masquer l'émergence d'un type de débat assez nouveau dans l'éducation nationale. Car si les enseignants et la hiérarchie de l'éducation nationale ont très largement dominé consultation, tribunes et commissions, on a pu entendre aussi, çà et là, la voix de parents, de lycéens, d'élus et de représentants d'entreprises, dans des domaines de la pédagogie, les programmes, les cursus —

dont ils sont généralement exclus.

Tout semble indiquer que des débats essentiels pour l'avenir du système éducatif sont à présent mûrs. S'il n'existe évidemment pas d'accord général sur d'éventuels alignements de programmes, la pression des parents d'élèves et de certains experts est forte. « Comment alléger notre enseignement sans l'amorceler ? Comment limiter l'inflation des contenus ? », a résumé M. André de Peretti, président du colloque de Paris, en suggérant que les économies budgétaires et l'intérêt des enseignants n'étaient pas forcément contradictoires dans ce domaine.

● L'ÉCOLE À LA RÉUNION

44 % des Réunionnais ont moins de vingt ans. Pour les accueillir, on doit bâtir des écoles à cadence forcée. Le conseil général a programmé la construction de quinze collèges dans les cinq ans à venir. Quant aux lycées, qui s'attendent à un accroissement de leurs effectifs de 11 % à la rentrée prochaine, deux établissements nouveaux devraient sortir de terre chaque année jusqu'à l'an 2000. Les nouveaux établissements, à taille humaine, auront aussi l'avantage de la décentralisation.

Depuis la création de l'académie en 1985, les collectivités territoriales ont mis les bouchées doubles, mais les jeunes restent plus longtemps dans le système éducatif. Jusqu'ici l'école avait surtout un rôle social, grâce aux cantines et aux internats. Désormais, les Réunionnais misent sur la poursuite de leurs études et sur une meilleure qualification professionnelle pour échapper au taux record de chômage qui sévit dans l'île (37 %). Mais dans cette France de l'océan indien où l'éducation nationale a moins de cinquante ans, les regards sont encore considérables : 20 % à peine d'une classe d'âge atteignent le baccalauréat, contre 45,5 % en métropole. « Notre ambition est d'arriver 60 à 70 % d'une classe d'âge au niveau du bac », précise M. André Varinard, le recteur de l'académie. Nous avons la volonté d'aller vite. »

THÉÂTRE

La mort de Samuel Beckett

« ... Oh finir. N'importe comment n'importe où »

Les débuts de Samuel Beckett sur le théâtre — la création d'*En attendant Godot* en 1953 — ont été équivoques.

La présence du metteur en scène Roger Blin, et du directeur du théâtre, Jean-Marie Serreau, ainsi que les trois romans de Beckett parus auparavant incitaient à attendre une œuvre d'une haute définition.

Ce qui ne fut pas évident, de prime abord. Il est difficile, à présent, en 1989, après avoir connu l'ensemble des livres de Beckett, de percevoir *En attendant Godot* à l'état natif : l'image, la notion, de Beckett, dans leur extension, accompagnent la lecture ou l'écoute de Godot, et s'interprennent. Mais, en 1953, le spectateur non averti, cueilli sans crier gare, se trouvait devant quelque chose de pas simple, de pas évident, devant des phénomènes hauts en couleur qui participaient des clowns du Cirque d'Hiver et des sans-abri du quartier Maubert, et devant l'exploitation d'une situation « facile », l'attente d'un inconnu qui n'arrive pas, et aussi devant des dialogues plaisants, genre : « Un des larrons fut saisi ; c'est un pourcentage honnête » ; ou « La mer Marie était bleu pâle, j'avais soif rien qu'en la regardant » ; ou « La main dans la main on se servait jésu en bas de la tour Eiffel, parait les premiers. On portait beau alors. Maintenant, il est trop tard. On ne nous laisserait même pas monter. »

Histoire d'une petite fille

Était-ce du cérébral, de l'humour ou une forme inconnue de boulevard exercée par un ancien de l'École normale ? La question, aujourd'hui, paraît insoluble, mais cet *En attendant Godot* arrivait sur un théâtre de Paris après plusieurs œuvres de Ghelderode, de Brecht, après une adaptation du Procès de Kafka, après *Bada*, de Vauthier, et *Les Chaises*, de Ionesco, après les premières pièces, admirables, d'Arthur Adamov, après le *Danion* et le *Woyzeck* de Beckett, présentés par Vilar et Raynaud, et en comparaison de tout cela, *Godot* semblait, à certains, plutôt léger (quant à la question des dates, le spectateur ne savait pas que M^{me} Beckett promettait le manuscrit de *Godot* de théâtre en théâtre depuis plusieurs années, sans succès).

Trois ans après cette première présentation de *Godot*, Beckett, en 1956, écrivait *Fin de partie* et, en anglais, une pièce qui a un fond d'air assez enjoué, oui, une chose



Samuel Beckett

pas asphyxiante, un dialogue aéré : *Tous ceux qui tombent*. Et c'est dans cette pièce pleine d'allant que Beckett, pourtant à l'aise avec des « indications » de son œuvre, se souvient d'une conférence de Jung à laquelle il avait assisté. « Il nous a raconté, écrit Beckett, l'histoire d'une petite fille très étrange et malheureuse et comment, après l'avoir soignée sans succès pendant des années, il avait dû finalement y renoncer. Il ne lui avait rien trouvé d'anormal, disait-il, elle n'avait rien. La seule chose qu'elle avait, selon lui, c'est qu'elle était en train de mourir. » Et Beckett ajoute que le conférencier, un instant plus tard, avait dit, comme pour lui-même : « Elle n'était jamais née réellement, voilà ce qu'elle avait ! »

Pensée bien inattendue, de la part de Jung comme de celle de Beckett, puisque, à voir les choses grossièrement, naïvement, le théâtre conclut la vie, puisque cette petite

fillette nécessairement « était en train de mourir » à partir de la seconde de sa naissance.

Non, « elle n'était pas née réellement », réplique Beckett.

Samuel Beckett s'est fait connaître du monde entier par ses œuvres théâtrales. En attendant *Godot*, *Fin de partie*, *Oh les beaux jours*... Il apparaît peut-être, dans l'œuvre, que le génie universel de Beckett est, plutôt que dans son théâtre, dans les pages de prose qu'il a publiées depuis vingt ans, comme *Mal vu mal dit*, *Pour finir encore*. Comment c'est, *Textes pour rien*. Et quiconque n'aurait pas lu encore ces livres, pourrait bien, à présent que Beckett n'est plus, commencer par la lecture du dernier livre de Beckett, celui qu'il a publié en octobre 1989, il y a juste quelques semaines ; c'est tellement beau et poignant que cela donne l'envie de lire tout le reste, le titre est *Souffrances*.

Plane sur ce livre très court le mirage de ce que Beckett nomme l'« arrière-pays », qui était peut-être la demeure de la petite fille de Jung. « Dans l'arrière-pays... quelque part dans un lieu inconnu à la recherche de la sortie. » Il écrit plus loin : « Peu-être la fin. On peut-être rien qu'une accalmie. » Et il termine par : « À peine de loin en loin où finir. N'importe comment n'importe où. »

Beckett, lorsqu'il trace les mots sur la page, et nous retrouvons juste ces mêmes mots sur le papier du livre, qui Beckett dépose alors, écrite alors, une substance radioactive. Il irradie une énergie dans le noir, c'est immatériel, c'est comparable aux visions des mystiques mais Beckett n'est pas un mystique. Le lecteur irradié se sent partager une vision. S'il sort aussitôt après dans la rue, les passants lui semblent infatigables. Comme si l'esprit spirituelle de Samuel Beckett était au cœur de l'absence, c'est-à-dire au cœur du centre invisible, de même que la sève et les racines se taisent sous les fondations, et le chant de source, du chène. Et c'est là que le théâtre de Beckett a toujours paru, à certains, moins immédiat, moins « absolu » que ses pages de simple prose, parce que le théâtre, même réduit au plus élémentaire de sa présence comme l'a voulu Beckett, implique malgré tout les paramètres de corps humains ou d'objets, de matières, qui n'ont pas « fondu dans l'absence », comme dit Valéry dans *Le Cimetière marin*.

« Mon œuvre est une question de son fondement : (sans plaisir) rendus aussi pleinement possible, et je n'accepte la responsabilité de rien d'autre », écrit Beckett au metteur en scène new-yorkais Alan Schneider en 1957. Car il s'accrochait au théâtre, Beckett, et dès lors pourquoi renoncer, pourquoi refuser, après tout, c'était sa façon de faire confiance à l'inconnu, et autant pour l'écriture et l'acteur embrasser les pages de Beckett plutôt qu'autre chose. Pour le théâtre aussi Beckett a écrit des textes immenses, ouvrons au hasard, ou c'est la pièce appelée *Cette fois*, l'un des textes rares où Beckett semble laisser échapper un secret, on dirait une fugue lorsqu'il était enfant, et c'est, à travers les paroles mêlées emportées de Beckett : « Jamais nul ne venait sinon l'enfant sur la pierre ou milieu des orties géantes dans le demi-jour se coulant par une brèche dans le mur abîmé dans son livre bien avant dans la nuit noire ou clair de lune et les autres qui battaient les chemins à sa recherche... »

MICHEL COURNOT

Mortel simulacre

Avec « les Bonnes », de Jean Genet, Marcel Delval montre un univers théâtral paroxystique

Mettre en scène au Théâtre Varia de Bruxelles, Marcel Delval a déjà monté *les Bonnes* en 1979, avec une distribution masculine qui accentuait la dimension certaine de la pièce de Genet, créée par Jouvet en 1947. Sa version d'aujourd'hui, en revanche, est d'une sensualité immédiate et directe. Delval enferme dans l'univers du simulacre et du théâtre l'histoire de ces deux bonnes qui rêvent de mettre à mort leur maîtresse et jouent inlassablement, entre elles, la beauté de Madame et leur haine.

Le décor semble quelques logs d'un théâtre à van-Tan, habité par une actrice non moins abandonnée, mais à coup sûr collectionneuse de chaussettes : une bonne cinquantaine de paires, très style vamp, sont alignées en bord de scène, et Claire les visite, les astique, avec fétichisme. Il y a une coiffeuse, un divan, des fleurs en vase dans des vases de fer-blanc, comme on en trouve sur le pas de porte des fleuristes. À gauche, des accessoires, des bouts de décor sont appuyés contre le mur, dont une croix de procession. À droite, une porte s'ouvre près d'un évier glauque. Elle mène à une terrasse, dont le balcon donne sur un immense rideau rouge, très théâtral. Il n'y a pas d'échappatoire au jeu des bonnes, coincé entre ce double état : la salle et les spectateurs d'un côté, et de l'autre ce rideau clos qui s'ouvre sur le vide. La lumière ne marque aucun passage des heures, aucune évolution réaliste du temps.

Les bonnes jouent les mises à mort de Madame sur le balcon, derrière une vitre qui assourdit les voix. Sous leurs robes noires, elles

portent une combinaison de soie dont le rose délicat frémit à chaque pas. Les robes de Madame respirent la soif de danser, et Janine Godinas, absente ou présente, les fait vivre de toute sa rage amoureuse, égoïste. Elle n'est pas méchante, plutôt généreuse même, mais d'abord inattentive, inconsciente, tant elle est emportée par l'alcool, l'amour, la musique de quelque fête éternelle.

Janine Godinas est magnifique, elle joue la beauté, elle est belle. On comprend la fascination qu'elle exerce sur Solange, Micheline Hardy, elle l'effleure, montre par fatalité. Elle forme un couple quasi incestueux, mais contrasté, avec la noire Anne de Broca, Claire, boule de haine. Toutes deux jouent tendues à l'extrême, sans répit. Mais il est difficile de tenir pendant plus de deux heures un jeu aussi paroxystique, l'évolution dramatique en souffre. C'est la restriction qu'on peut apporter à ce spectacle qui condamne donc les bonnes à haïr Madame, non tant pour ce qu'elle est, mais pour ce qu'elle représente : ce luxe et ce bonheur qu'elles ne peuvent connaître que par procuration.

Le spectacle est une production du Théâtre de l'Ancre de Charleroi. En janvier, on retrouvera Marcel Delval à la Maison de la culture de Créteil, qui accueille après la *Mission* de Heiner Müller, spectacle mémorable du Théâtre Varia, *Britannicus* de Racine.

ODILE QUIROT

► Jusqu'au 30 décembre, 20 h 30. BeauNord, Centre Wallonie-Bruxelles, 45, rue Quincampoix (42-71-26-16).

ARTS

Ed et Edward

Paschke et Ruscha : deux imagiers de l'Amérique exposent aux Galeries contemporaines

Selon toute vraisemblance, Edward était un prénom à la mode dans l'Amérique des années 30. M. et M^{me} Ruscha à Omaha, Nebraska, et M. et M^{me} Paschke à Chicago, Illinois, prénommèrent donc Edward leurs fils, nés respectivement en 1937 et 1939. Mais, si le prénom est le même, les deux sont très différents. Le premier est un peintre et l'autre un dessinateur. Les catalogues, le second semble moins enthousiaste et préfère qu'on l'appelle Ed. Cette différence, que l'on croirait à tort anecdotique, se reflète dans leurs tableaux, puis-que tous deux font des tableaux, généralement de vastes dimensions, et traitent du même sujet, l'Amérique contemporaine, celle que tout le monde connaît grâce aux feuilletons télévisés.

Edward Ruscha, plus sobre, plus majestueux, avec même un rien de composition, l'attitude, préfère les compositions géométriques, les harmonies de bon goût, gris, gris, gris, rouge, rouge, rouge, et trace avec infiniment de précision les capitales des inscriptions stylisées, il barre des rues. Sur l'une, fond rouge il a écrit A Certain Point Of Hell, une certaine forme de l'enfer, ce qui est assurément très conceptuel, — le mot pour l'image — mais peu bouleversant. Sur une autre, fond bleu et blanc, Japan is America. Celle-ci a mal vieilli et devrait désormais être inversée.

Les œuvres les plus récentes se présentent comme l'agrandissement en noir et gris très sombre de vues « typiques » de l'Amérique des cinéphilas, villes quadrillées par des lignes de lampadaires, cactus, station-service au crépuscule, chariots bichés des pionniers. Sur ces morceaux de bravoure, afin qu'on ne le soupçonne pas de les prendre absolument au sérieux, Ruscha imprime un rectangle blanc ou ses chères inscriptions.

Ces précautions sont assurément utiles mais ne changent rien à la banalité des compositions et des effets. Banalité voulue, évidemment. Mais l'argument de la dérision a déjà servi si souvent depuis les origines du pop art que l'on finit par se demander si l'excuse n'est pas un peu trop commode et si ceux qui prétendent « détourner » ou « parvenir » les stéréotypes ne se livrent pas à cette tâche par défaut d'invention.

Suivant une technique qui a fait ses preuves, Ed Paschke tire des magazines et des illustrés la matière de ses peintures. Ce sont d'ordinaire des portraits qu'il rend anonymes en substituant à la netteté de la photographie des effets de brouillage, vapeurs de couleurs diffusées sur la figure et le fond, fluorescences agressives, dissolution du dessin dans un bain de lumière trop forte. Le procédé est

efficace en dépit de l'usage systématique qu'en fait l'artiste, et parvient à restituer de façon convaincante l'atmosphère des boîtes de nuit et des couloirs de métro qui sont à Paschke ce que le Moulin-Rouge était à Lautrec et New-York à Warhol. Tout suggère la comparaison. Ed lui-même s'étant à l'occasion servi d'images tirées de l'interview d'Andy.

Mais il n'est pas certain qu'il la pousse plus avant, elle ne devient jamais pour l'homme de Chicago. Tel est du reste la question : de Ruscha et Paschke, praticiens consciencieux de la seconde génération du pop art, et des patrons de la première, Warhol, donc, Lichtenstein et Johns, les plus jeunes ne sont pas les meilleurs.

PHILIPPE DAGEN

► Galeries contemporaines, Centre Pompidou, jusqu'au 11 février. Ed Paschke expose également à la galerie Darthez Speyer, 6, rue Jacques-Callot, jusqu'au 10 février.

Toni Catany

chez Agathe Gaillard

Un pictorialiste moderne

Dans son vaste appartement de Barcelone, près des ramblas, Toni Catany a entrepris voici trois ans une étude approfondie sur le nu masculin. L'idée lui a été donnée par une commande du FRAC de Lyon, destinée à illustrer un texte de Jean Genet, qu'il n'a jamais exécutée. Autant que la figure du corps dépeint, la lumière est son véritable sujet. C'est elle qui sculpte les formes, cerne des contours inattendus et crée par de voluptueux effets d'ombre la puissance expressive des volumes. Stylisés par l'éclairage, ses modèles, joués par des danseurs, improvisent à leur gré devant un rideau de toile écarlate. Le corps, plus révé que réel, incarne un absolu de la beauté et suggère que l'homme peut être son propre dieu.

Témoignant un même sens du rythme et de l'épure que dans ses natures mortes, Catany rend hommage aux maîtres du passé Fred Holland Day, Coburn ou encore l'Allemand Arnold Gumbel, spécialiste des portraits de danse. Faux calotypes, ses trente-cinq tirages, aux tons rouille, noircis à l'exposition, trahissent deux cents épreuves, produisant un envoiement que résume la subtilité du virage au sépiolite.

PATRICK ROEGERS

► Toni Catany, « Rêver avec les dieux », galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris 4^e, jusqu'au 13 janvier 1990.

Hommages

Samuel Beckett est mort le 22 décembre, et son entourage a obéi à sa volonté de ne rien divulguer avant qu'il soit en terre (le Monde du 27 décembre).

Interrogé sur France-Inter, Michel Bouquet, qui a joué *En attendant Godot* sous la direction de Kréja estimant qu'il fallait se taire et respecter la position de cet écrivain qui n'a jamais accordé d'interview.

Au début de l'immortable il écrivait : « Je ne me tairai jamais, jamais », rappelle le premier ministre, Michel Rocard, dans un message à la famille où il se souvient que Beckett « fut un grand résistant ».

M. Jack Lang, ministre de la culture a déclaré : « Un immense écrivain exceptionnellement adroit qui a marqué profondément

son siècle ; son œuvre décapante et à l'humour grinçant révèle à ses semblables leur infirmité. Il avait choisi Paris et la langue française pour créer cette œuvre rare et essentielle. La France s'enorgueillit d'être sa dernière demeure. »

La société des auteurs et des compositeurs dramatiques salua Samuel Beckett « l'intransigent décrypteur d'un monde gris et le poète dont les silences nous parlent si intensément de si près et pour toujours de nous-mêmes ; l'explorateur d'un jeu théâtral totalement épuré, reprenant avec violence et discrétion mêlées le rêve janséniste de Jacques Copeau : un théâtre nu, des acteurs, un texte sans maquillage ».

► France-Inter rend hommage à Samuel Beckett, le 7 janvier de 20 heures à 22 heures au cours de l'émission « Le masque et la Plume », avec pour invités Bernard Poirot-Depech, Guy Dumur, Brigitte Salino, Michel Lonsdale. FR 3 diffusera deux de ses pièces : *En attendant Godot*, avec Roman Polanski, Jean-François Balmer et Rufus, le 17 janvier à 20 h 35, et, le 19 janvier à 22 h 45, la *Dernière Bande* avec Roland Bertin. Deux réalisations de Walter Assmus, coproductions FR 3, la SEPT, Caméra Continentales, SFP.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

MUSIQUES

Le « printemps d'Israël » au Louvre

Sous la Pyramide, la musique aussi a trouvé une place de choix

Les concerts de l'Auditorium du Louvre ont conquis leur public : du quartier, à l'heure du déjeuner (12 h 30), sortant du travail ou du musée (16 h 30 et 20 h 30), passionnés de musique de chambre et séduits par des programmes originaux préparés par Guillaume Mousnéguez.

On dit souvent qu'un lieu crée son public, et à juste titre ; celui-ci ne dérive pas (ou peu) des visiteurs du musée, mais au contraire l'Auditorium lui conduit souvent au musée. Tel interprète déclenche le déplacement de l'auditeur, qui en « profite » pour aller voir telle exposition ou telle salle permanente (le phénomène est semblable pour les concerts du Musée d'Orsay). Certains disent même qu'ils viennent pour la première fois au Louvre grâce à la musique ! Certains concerts sont organisés cette saison, groupés par cycles qui parfois se recoupent : Premières à Paris, Musique au Louvre et aux Tuileries (qui débutera le 7 février), Quatuors à cordes, Carte blanche à Falto, Viktor Postnikov et ses amis, etc., avec des programmes hors cycle comme la création du *Livre des morts égyptien*, de Pierre Henry (les 19-21 et 22 mars), ou un ensemble d'œuvres de Glenn Gould (le 13 janvier).

Peu avant Noël nous arrivait de Jérusalem le tout jeune Aviv Quartet (ou Quatuor Printemps), non qu'il va comme un gant à ces instrumentistes, piano et cordes, de moins de vingt-cinq ans. Ils ont le

charme et la vivacité de leur âge, allés à une finesse et à une homogénéité qui dénotent une entente et une maturité rares après quatre ans de vie commune.

Le Quatuor en sol mineur K 478, de Mozart, est une rude épreuve, tant les musiciens y sont à découvert dans cette écriture si dénouée et ramassée ; mais à travers eux passait à merveille ce courant de poésie harmonieuse et parfois de sombre violence.

Après *Certaines*, une œuvre assez décevante du compositeur israélien Mordecai Seter (1916), plus connu pour ses oratorios de liturgie hébraïque, ils s'attaquaient à une des grandes œuvres de la maturité de Brahms, le *Troisième Quatuor en si mineur* op. 60. Rien n'y reflète l'amertume du musicien bougon qu'on peut trop souvent. Le premier thème, s'il rappelle le temps où, fou d'amour pour Clara, il avait failli se suicider, est devenu une explosion d'énergie qui mène vers un chant d'un lyrisme vigoureux et enflammé. Le scherzo abrupt galope au rythme d'une balade romantique et l'Andante effleure une tendre intimité, avant que le final ne vogue allègrement vers l'avenir, fomenté par des accents passionnés. Toute cette musique brille de mille feux, transparente sous les doigts de ces jeunes gens.

JACQUES LONCHAMPT

► Renseignements : 40-20-52-99. Places entre 40 et 150 F selon les concerts.

REVET DU Monde

Les éditions du Monde

Les éditions du Monde

Les éditions du Monde

Les éditions du Monde

Les éditions du Monde

Les éditions du Monde

Les éditions du Monde

Les éditions du Monde

Les éditions du Monde

Les éditions du Monde

Les éditions du Monde

Les éditions du Monde

Les éditions du Monde

Les éditions du Monde

Les éditions du Monde

Les éditions du Monde

Les éditions du Monde

Les éditions du Monde

Les éditions du Monde

Les éditions du Monde

Les éditions du Monde

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

— M. et M^{me} Jean-François MEJANES, née Lohar Kottanah, partagent avec Baltha la joie d'annoncer la naissance de sa petite sœur.

Anneli,
le 14 décembre 1989.
13, rue des Saints-Pères, 75006 Paris.

— Fernand et Suzanne GRÉVESSE ont la joie d'annoncer la naissance de leurs petits-enfants.

Paul VAUTRIN
chez Françoise et Marc,
le 27 septembre 1989.

Cécile CAZENEUVE
chez Christine et Jean-François,
le 12 décembre 1989.
28, rue Desaix, 75015 Paris.

Décès

— La famille Et les amis de,

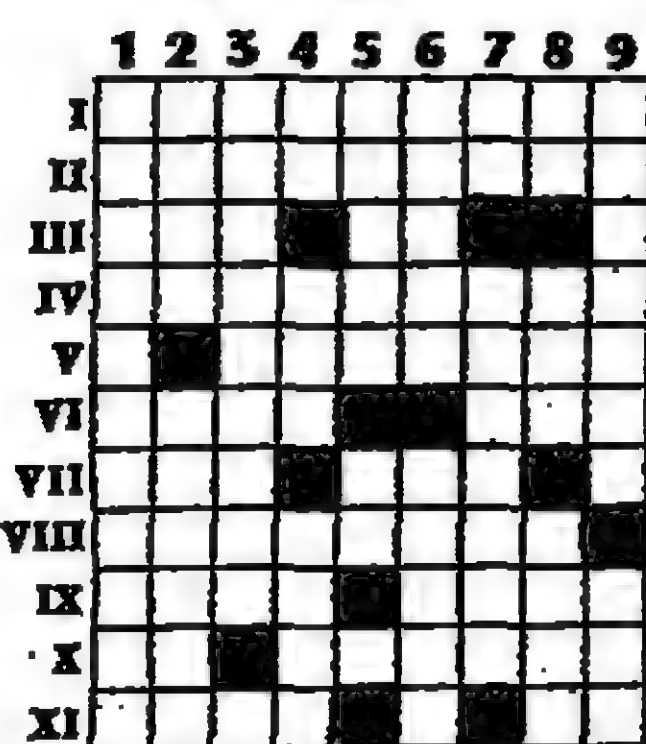
M^{me} Madeleine AQUARONE, née Piana,
ont la tristesse d'annoncer son décès, survenu le 20 décembre 1989.

Les obsèques ont eu lieu le 23 décembre, dans la stricte intimité familiale.

Les obsèques ont eu lieu le 23 décembre, dans la stricte intimité familiale.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5162



HORIZONTALEMENT

I. Coudre sans aiguilles. — II. N'est évidemment pas tède. — III. Ruminait autrefois. Préposition. — IV. Au profit du fonds dominant. — V. Une partie de la raie. — VI. Beaux, à l'école. Armée d'autrefois. — VII. Couleur de cheval. Peut être assimilée à un homme de paille. — VIII. Nom de famille pour des demoiselles. — IX. Après la neuvième heure. Un événement honteux. — X. Qui est donc dans le passé. Fait l'objet d'une taxe quand elle est ajoutée. — XI. Un seul passage le rendit célèbre. Panneau pour la courtoisie.

VERTICALEMENT

1. Qui ne fait donc pas penser à l'argent. — 2. Violettes, c'est le brun Van Dyck. Se fait dans un bassin. — 3. Après le premier commandement. — 4. Agrément étranger. Entre pas à pas. Produit congelé. — 5. Peut être favorisé par la discipline. Donné par le chef. — 6. Fait entendre un son de cloche. A l'origine de l'exotisme romantique. — 7. En France. Le ton, par exemple. — 8. Le tourné quand tout est cassé. Sans suite. — 9. Qui a donc regretté. Cerné à tréfil.

Solution du problème n° 5161

Horizontalement
I. Diagonales. — II. Évén. Rue. — III. Tréfil. — IV. Ré. Tors. — V. Océ. Air. — VI. USA. Oc. Pu. — VII. Saül. Sem. — VIII. Rire. — IX. Endive. In. — X. Oseille. — XI. Roue. Nues.

Verticalement
1. Dérouleur. — 2. Ivresse. — 3. Ale. Eau. Dou. — 4. Lente. Rite. — 5. Orde. Olive. — 6. Trac. Rite. — 7. Ur. Ré. Se. Lu. — 8. Euterpe. Ile. — 9. Set. Eumènes.

GUY BROUTY

PROSCENIUM
35, rue de Selne, 75008 Paris
43.54.92.01

JEAN COCTEAU
Centenaire

— M^{me} Marcel Baron, Georges-Louis et Monique Baron et leurs enfants, François Baron, Viller et Hélène Ferrer, Et les proches, ont le regret de faire part du décès brutal de

Marcel BARON,
survenu à son domicile le 14 décembre 1989, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques civiles ont eu lieu dans l'intimité familiale.

7, rue du Loing, 75014 Paris.

— M. et M^{me} Georges Bazilica, Philippe, Chantal, Christophe Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Hélène BASTELICA, née Dauterive,
survenue le 19 décembre 1989, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, au Laroux-Botereau (Laro-Antiquaire).

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— M. Jean Bonassayag, Le docteur Emile Bonassayag, M. et M^{me} Dumonceau et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Marguerite BENASSAYAG, née Choumou,
leur mère et grand-mère,
le 20 décembre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

190, avenue du Maine, 75014 Paris.

— M. et M^{me} Jean Bessis et leurs enfants, M. et M^{me} Sylvain Bessis et leurs enfants, Les familles Hanou, Sarlat, Choumou, font part du décès de

M^{me} Emma BESSIS, née Choumou,
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, au cimetière parisien de Pantin.

31, rue Octave-Faillat, 75016 Paris.

— M^{me} Marie-Louise Barou, son épouse, Le docteur Alain Barou, son fils, et Delphine, Le docteur Martine Morlot-Barou, sa fille, et son mari, Georges-Michel Barou, son fils, M. Robert Barou, son frère, et son épouse, M^{me} Suzanne Dauriac, sa sœur, et son fils, M^{me} Patricia Raiz-Von Vonghera, sa belle-fille, et son mari, M. Jean-Pierre Laffont, son beau-fils, et son épouse, M^{me} Catherine Laffont, sa belle-fille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Gilbert DEVAUX, née Suzanne Nollin,
survenue le 24 décembre 1989, à Neuilly-sur-Seine, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Une bénédiction sera célébrée le jeudi 28 décembre, à 11 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly.

L'inhumation aura lieu au cimetière nouveau de Neuilly, dans la sépulture de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue Quatrefoies, 75005 Paris.

— Laynes. Aury, M. et M^{me} Louis Dréan, Catherine Dréan, M. et M^{me} Michel Kerbrat et leurs enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part de la disparition de

M. Pierre DRÉAN,
leur fils, frère, beau-frère et oncle, survenu dans sa trente-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu le 27 décembre 1989, à Aury (Morbihan), dans l'intimité.

— Lyon. Aspremont. Paris. Saint-Gervais-les-Bains.

M. et M^{me} Raymond Fevrier, ses enfants, M. et M^{me} Luc Fevrier et leur fils, M^{me} Anne Robin et ses enfants, M. et M^{me} Alain Penz et leurs enfants, M. et M^{me} Blaise Steiner et leurs enfants, M^{me} Edith Steiner et M. Patrick Vetter, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Toutes les familles parentes, alliées et amies, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve André FEVRIER, née Marie Garapon,
survenue le 24 décembre 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques civiles ont eu lieu au cimetière d'Aspremont, le mercredi 27 décembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les administrateurs de la Junior-Entreprise de l'Ecole HEC 1987, 1988, 1989, ont la douleur de faire part du décès de

Stéphane GILBERT, trésorier de l'association en 1987 et 1988,
survenue le vendredi 22 décembre 1989.

Les obsèques auront lieu le jeudi 28 décembre, à 10 h 45, en l'église d'Igny (Essonnes).

— M. et M^{me} Robert Suzanne, ses parents, Gérard Grosse, son mari, Et Sarah Grosse, sa fille, ont l'immense douleur de faire part du décès, survenu le 22 décembre 1989, de

Danièle GROSSE,
âgée de quarante-quatre ans.

Elle a fait don de son corps à la science.

— Les amis de

Danièle GROSSE,
ont la grande tristesse de faire part de son décès, survenu le 22 décembre 1989.

Alise Louise-Labé, 75019 Paris.

— Varenne. Paris. Jacqueline et Emile Helaine, Armelle et Charles Brisset, RP Jean Carot (SJ), Amik et Louis Glotin, Sœur Maryvonne Carot, Yves et Marie-Noëlle Carot, ses enfants, Et tous ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Paul CAROT, née Marguerite Flaudrout,
survenue le 25 décembre 1989, dans sa soixante-septième année.

Les obsèques et l'inhumation seront célébrées dans l'intimité familiale, ce mercredi 27 décembre, à 13 h 45, au cimetière parisien de Saint-Ouen.

35, rue de Saint-Romain, 69450 Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, 91, rue de la Tour, 75116 Paris.

— LIDAR a la douleur de faire part du décès de

Didier HEYNEMANN.
Son énergie tranquille au service des retraités et des personnes âgées, son efficacité, son amitié laissent un grand vide parmi nous.

Information, défense, action-retraite, 15, rue Gay-Lussac, 75005 Paris.

— Dominique Letourneur, née Fressato, son épouse, Aurèle Letourneur, sa fille, Cécile Castagno et son époux, sa fille et son gendre, Vincent et Lucie, ses petits-enfants, La famille Fressato, ont l'immense douleur de faire part de la disparition brutale de

Michel LETOURNEUR,
survenue le 19 décembre 1989.

— Marie-Joséphine Levy, son épouse, Colette Levy, sa fille, Dorothy Levy, sa sœur, Colette Menuret et Odile Renié, ses belles-sœurs, ont le grand chagrin de faire part de la disparition de

Isabelle LEVY, artiste peintre,
survenue subitement à son domicile, à Maisons-Laffitte, le 19 décembre 1989.

Il avait quatre-vingt-dix ans.

— La fédération Reine, Ses amis, font part du décès de

M^{me} Jacqueline PICARD,
survenue le vendredi 15 décembre 1989.

Les obsèques ont eu lieu lundi 18 décembre, à Metz.

— Sa famille, Ses amis, Les habitants du canton de Nozeroy (Jura), ont la douleur de faire part du décès de

M. René REGNAULT DE MAULMIN, ingénieur principal du génie maritime (ER), officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,
survenue le 9 décembre 1989.

Les obsèques ont été célébrées le 11 décembre 1989, en l'église de Nozeroy (Jura).

Une messe pour le repos de son âme sera célébrée le 6 janvier 1990, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16^e.

— M^{me} Philippe Rosignol, son épouse, M. Jean-Claude Rosignol, M. et M^{me} Eric Franck, ses enfants, Igor, Félixa, Tatyana, ses petits-enfants, M. et M^{me} Maria Embiricos, sa famille, Et ses amis, ont le chagrin de vous apprendre le décès de

M. Philippe ROSSIGNOL,
survenue le 24 décembre 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 décembre, à 13 h 45, en l'église Saint-Clément, 23 bis, rue Las-Cases, Paris-7^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

88, rue de Varenne, 75007 Paris.

[Né en 1921, sous-préfet de Nantes à la Libération, Philippe Rosignol fut chargé en 1983 par Gaston Gaudin de rénover les éditions Denoël, qu'il venait de racheter à NRF. Pendant près de vingt ans, en compagnie d'Alex Gail, Paul Guenard et Robert Kermadec, il

fit le renom de la couverture grise à ovale blanc sous laquelle parurent Gaudin, Heidegger, Olivier, Vidal.

Directeur du département livres du groupe Hachette de 1972 à 1981, puis président de France-Média International, organisme de commercialisation des droits de l'auteur, il fut, jusqu'en 1985, le conseiller des éditions Calmann-Lévy.

Philippe Rosignol agissait avec compétence d'une modestie, d'un sens de l'humour et d'une bonne humeur assez rares dans le monde de l'édition.]

— M^{me} Pierre Van Bockstaele, son épouse, M. et M^{me} Jacques Van Bockstaele, M. et M^{me} Pierre Van Bockstaele, ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Ains que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre VAN BOCKSTAELE,
survenue le 16 décembre 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 20 décembre, en l'église Saint-François-Xavier, à Paris.

64, avenue de Saxe, 75015 Paris, 17, rue de Javel, 75015 Paris, 176 East, 77th, New-York 10021, NY.

Remerciements

— Yolande et Paul CARETTE, ses parents, Marie-Paule, sa sœur, Didier, son frère, Simone, son amie, Georges Blanes, son oncle, Nathalie, sa nièce, profondément touchés de l'affection dont vous les avez entourés lors de la disparition de

Bruno,
expriment du fond du cœur leurs très sincères remerciements.

Anniversaires

— Le 25 décembre 1986, disparaissait

Tobias GOTTESFELD.
Son épouse, Ses enfants et petits-enfants, vous prient de vous associer à sa souvenir.

— Le 28 décembre 1988, disparaissait soudainement

Siva SOUBRAMANIAN.
De la part de Son épouse Josette Et de ses enfants Krishna et Indira.

Manifestation du souvenir

— M^{me} Marion Bremond, vous prie, à l'occasion de la nouvelle année, de vous associer à sa douleur en souvenir de la disparition dans de tragiques circonstances de son fils

Christophe BOUSSAT.
décédé le 3 mai 1988, à l'âge de vingt et un ans.

— Jean-François YAVCHITZ nous quitte il y a bientôt un an.

Une cérémonie en sa mémoire aura lieu dimanche 31 décembre, à 11 h 30, au cimetière israélite d'Altkirch (Haut-Rhin).

Que ceux qui l'ont aimé aient une pensée pour lui.

Soutenances de thèses

— Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), le samedi 6 janvier à 8 heures, salle Liard, 17, rue de la Sorbonne. M. Gilles de Van : Théâtre et musique dans les opéras de Giuseppe Verdi.

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 6 janvier à 9 h 30, salle des Actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin. M^{me} Florence Goyet-Bressand : La nouvelle au tournant du siècle en France, Italie, Japon, Russie et pays anglo-saxons, Manassant, Verga, Mori Ogai, Akutagawa, Ryunosuke, Tchekhov et James.

— Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), le samedi 6 janvier à 13 h 30, salle Liard, 17, rue de la Sorbonne. M. Lajos Nyeki : Linguistique hongroise et linguistique générale (problématique d'une description des structures morphosyntaxiques de base du hongrois contemporain dans une perspective contrastive français-hongrois).

— Université Paris-III, le samedi 6 janvier à 14 heures, salle Bourjau, 17, rue de la Sorbonne. M^{me} Gayanne Lajou : Morale et religion dans les écrits de « Mélanges de Henry Fielding ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 6 janvier à 14 h 30, amphithéâtre Michelet, 46, rue Saint-Jacques, escalier A. M^{me} Marie-Anne Vauvrie : Création, conversion, formation, chez saint Augustin.

L'économie japonaise toujours en excellente santé

Le nouveau gouverneur de la banque centrale obtient la hausse du taux de l'escompte

En obtenant, mardi 26 décembre un relèvement d'un demi-point du taux d'escompte de la Banque du Japon, porté à 4,25 %, son nouveau président, M. Yasushi Mieno, en fonction depuis huit jours, marque des points face à un gouvernement réticent. Il sort grand vainqueur de l'opposition au ministre des finances, M. Ryutaro Hashimoto, qui, la semaine dernière, avait opposé à ce relèvement et au renchérissement correspondant du coût du crédit, jugé par lui impopulaire à quelques semaines de probables élections législatives anticipées.

Pour M. Mieno, qui a fait preuve d'indépendance, un tel relèvement a deux justifications principales. La première est la baisse trop rapide du yen, non seulement par rapport au dollar, mais encore davantage vis-à-vis des monnaies européennes, qui se sont revalorisées par rapport à la devise américaine. La conséquence en est un renchérissement du coût des importations japonaises, matières premières industrielles et denrées alimentaires, qui contribue à nourrir l'inflation, dont le rythme, encore relativement modeste (2,5 % par an) a tendance à s'accroître.

L'OCDE (voir ci-dessous) recommande au Japon de résister à tout nouvel affaiblissement de sa monnaie, précisément afin de ne pas renchérir les importations. A l'heure actuelle, ce sont les niveaux des taux d'intérêt qui commandent

les variations des monnaies : on l'a bien vu avec la ruée sur le dollar, qui a déclenché la politique de relèvement de ses taux directeurs menée par la Banque fédérale d'Allemagne en 1989.

Or, malgré deux relèvements du taux d'escompte de la Banque du Japon en sept mois, porté de 2,50 % (son plus bas niveau historique) à 3,25 % le 30 mai dernier et à 3,75 % le 11 octobre, ce taux d'escompte restait et reste encore à 4,25 %, le plus faible des grands pays industrialisés (7 % aux États-Unis et 6 % en Allemagne), ce qui déprime le yen.

La seconde justification est la croissance trop rapide de la masse monétaire japonaise (+10 % en rythme annuel), entretenue par le gonflement des crédits domestiques et la flambée spéculative du prix des terrains. Devant toutes ces bonnes raisons, le ministre des finances japonais s'est incliné ainsi

que son collègue, le ministre du commerce international et de l'industrie, qui, lui aussi, exprimait mercredi dernier de sérieux doutes sur l'opportunité d'un nouveau relèvement du taux d'escompte.

Un tel relèvement a mis fin à une soumission d'interminables et de confusion qui avaient défavorablement impressionné les milieux financiers nationaux et internationaux. Présenté par M. Mieno comme une mesure « préventive », la décision de la Banque du Japon a satisfait les milieux en question qui, bien que l'ayant largement anticipée, l'ont saluée, comme les Bourses de Tokyo, avec de nouvelles hausses. Elle ne devrait néanmoins guère freiner l'inflation avant 1991. Il n'est donc pas impossible qu'elle doive être redonnée en 1990 si le besoin s'en fait sentir.

FRANÇOIS RENARD

L'OCDE recommande à Tokyo la poursuite des réformes sur les conditions de vie

Des tendances inflationnistes devraient subsister au Japon en 1990, estime l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) dans son rapport annuel consacré à ce pays. C'est pourquoi l'organisation du château de la Muette recommande aux autorités japonaises de « résister à tout nouvel affaiblissement de la monnaie », qui renchérirait les importations. La Banque du Japon a agit dans ce sens en relevant, lundi 25 décembre, d'un demi-point le taux de l'escompte, pour la troisième fois de l'année, l'amenant à 4,25 %.

Défis financiers

Daiwa Securities accusé de fraudes

Le ministre japonais des finances a ordonné à Daiwa Securities, la deuxième plus grande banque d'investissement de l'archipel nippon, de cesser toutes les transactions effectuées pour sa clientèle d'entreprises. Depuis quelques semaines, des rumeurs circulent accusant Daiwa Securities d'avoir maquillé les comptes de ses meilleurs clients pour faire disparaître leurs pertes sur les marchés financiers pour un montant de 10 milliards de yens (406 millions de francs).

Le ministre a également exigé que Daiwa modifie la composition de son équipe de direction. Il lui a en outre interdit de procéder pour un court moment à toute opération sur capital. La firme de courtage a admis avoir couvert des pertes pour une vingtaine d'entreprises clientes entre 1975 et 1989. Daiwa devra représenter ses comptes pour l'exercice 1989, qui reflètent ces pertes.

Le Japon a connu en 1988 sa plus forte croissance économique depuis le choc pétrolier de 1973 (5,7 %) et la performance de 1989 devrait s'établir à environ 4,8 %, note l'OCDE. Le moteur de cette croissance a été la demande intérieure (+7,7 % en 1988). Les Japonais, du haut en bas de l'échelle sociale, s'enrichissent, aussi bien en terme de revenu disponible qu'en terme de patrimoine ; ils consomment davantage et épargnent moins.

L'OCDE se félicite de cette évolution qui tend à faire rentrer le Japon dans la norme des grands pays industrialisés, et souhaite même la voir s'accroître afin « que le niveau de vie au Japon devienne plus conforme à la productivité du pays ». Pour cela, il faudrait que disparaissent certaines distorsions, par exemple la différence entre les prix intérieurs, très élevés, et les prix à l'exportation, constamment soumis à une pression à la baisse.

Ce qui fait la cherté des prix intérieurs, très élevés, ce n'est pas la nouvelle taxe générale à la consommation de 3 %, dont l'effet sur l'indice s'est fait sentir, en une fois, au deuxième trimestre 1989. L'OCDE approuve cette taxe qui améliore l'efficacité et l'équité du système fiscal japonais, et conseille au gouvernement de résister aux pressions qui se multiplient actuellement pour la faire abroger.

Les raisons qui expliquent la relative faiblesse du pouvoir d'achat intérieur en yens sont, selon l'OCDE : les restrictions aux importations agricoles qui protègent une agriculture peu productive ; le manque de concurrence sur le marché intérieur ; la législation favorable au petit commerce, forme de distribution la plus chère ; les prix des terrains et des logements. La spéculation et l'utilisation peu rationnelle des terrains existants font que « le patrimoine japonais » vaut « davantage que

celui des États-Unis, du Canada et de la France réunis ».

Pour poursuivre son alignement économique sur les autres grands pays, le Japon devrait aussi réduire effectivement la durée du travail. L'OCDE note que les efforts gouvernementaux pour diminuer l'horaire légal et inciter au développement des deux jours de repos par semaine se heurtent à la résistance, et des entreprises et des individus. L'administration donne l'exemple en fermant ses bureaux deux samedis par mois. Toutefois, l'objectif de la semaine de quarante heures ne devrait être atteint qu'en 1993.

Travailler moins, cela veut dire consommer plus, et cela va dans le sens de la réduction des subventions de l'excédent commercial, appelée par l'OCDE « ajustement extérieur ».

Depuis le rapport Mayekawa d'avril 1987, le Japon a effectivement beaucoup augmenté ses importations. Mais les exportations sont restées aussi dynamiques, et l'on a plutôt assisté à un changement qualitatif. L'implantation de nombreuses filiales de sociétés japonaises à l'étranger a « tiré » les exportations. Ces filiales achètent en effet en moyenne moins de 40 % de leurs besoins dans le pays d'accueil.

Sachant que la production délocalisée ne représentait encore, en 1988, que 5 % à peine de la production totale des entreprises japonaises, au lieu de 20 % par exemple pour les entreprises américaines, on voit que les exportations japonaises devraient beaucoup augmenter dans les années qui viennent à mesure que se multiplieront les filiales.

Autre conséquence de ces implantations à l'étranger : le Japon exporte désormais plus de 50 % de biens d'équipement. Enfin, les filiales étrangères de groupes japonais ont représenté, en 1987, plus de 11 % des importations de produits manufacturés au Japon.

On assiste donc à la création d'un circuit en boucle où les acteurs non japonais ont du mal à s'insérer. C'est pourquoi l'OCDE redoute que la réduction en cours de l'excédent commercial japonais ne s'interrompe, avec tous les risques que cela comporte pour l'équilibre économique mondial. Sa conclusion est un appel à Tokyo.

« Au plan international, la place qu'occupe aujourd'hui le Japon dans l'économie mondiale et sa dépendance à l'égard du maintien d'un système libéral d'échanges mondiaux devraient en faire l'un des tous premiers pays à prendre l'initiative de démanteler les obstacles qui entravent les mouvements internationaux de biens et de services ».

S. Gh.

Le Japon va reprendre ses prêts à la Chine

Le Japon prévoit de reprendre ses prêts à la Chine dès avril prochain. C'est le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, qui a annoncé à un membre de la Chambre Haute de la Diète (le Parlement japonais), mardi 26 décembre. Le Japon avait suspendu ses crédits à la Chine — leur montant est de 810 milliards de yens, soit 34 milliards de francs — en juin dernier, après la répression du mouvement en faveur de la démocratie à Pékin.

Selon M. Kaifu, le gouvernement japonais doit mettre en place prochainement une commission avec le ministère des affaires étrangères afin d'étudier les modalités de reprise de ces prêts. Le gouvernement japonais a représenté au ministère des affaires étrangères du gouvernement chinois début 1990. La Banque mondiale serait également sur le point de reprendre son programme de prêts. Cette reprise pourrait intervenir dès le mois prochain, précise, dans son édition du 27 décembre, l'« International Herald Tribune ».

Baisse de 0,1 % du nombre de demandeurs d'emploi en novembre

Le taux de chômage stagne depuis juillet

A fin novembre, le chômage n'avait pratiquement pas évolué en France, selon les statistiques publiées le 26 décembre par le ministère du travail. Avec 2 578 100 inscrits à l'ANPE, en données brutes, la baisse est de 0,8 % en un mois et de 1,5 % en un an. L'évolution est encore plus faible en données corrigées puisque, avec 2 523 700 demandeurs d'emploi, le recul n'est que de 0,1 % en un mois, soit 2 300 chômeurs de moins, et de 1,1 % en un an, soit à peine 30 000 de moins...

employeurs préféraient s'adresser ailleurs pour faire face à leurs besoins en main-d'œuvre.

Ces premières indications sont confirmées par d'autres données. Progressivement, l'effet de l'abandon des « stages parkings » ou du traitement social se fait sentir. En un an, les entrées en stage ont baissé de 1,5 %, alors que les reprises d'emploi par un chômeur diminuaient de 4,5 %, la dérive de l'un ne profitant pas à l'autre. Si les formules de formation en alternance progressent, à l'instar des contrats de qualification, d'adaptation ou même de l'apprentissage, les dispositifs prévus pour venir en aide aux adultes, chômeurs de longue durée, continuent de plafonner, sans convaincre les chefs d'entreprise.

Une opération vérité

Tant de résistance du chômage à la bonne santé économique commence à troubler le gouvernement. A mots feutrés, on commence à chercher des explications difficiles à avouer en analysant l'augmentation de la population active étrangère qui « grignote

rait » la montée de l'emploi, indiscutable. On évoque les cas, de plus en plus nombreux, semble-t-il, où des chômeurs de longue durée occuperaient en même temps un emploi.

M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, embarrasé d'avoir à avancer sur ces terrains minés, s'appuie sur les 12 553 lettres de maires reçues par ses services depuis 1988, dans le cadre d'une procédure imaginée par M. Séguin, son prédécesseur, et qui font état de ces exemples de « regroupements ».

Plusieurs personnalités s'en inquiètent, notamment le premier ministre, M. Michel Rocard. Un mouvement se dessine donc. Le ministre du travail estime qu'il l'ambitionnera à engager « une opération vérité », car on ne peut pas « laisser le débat en l'état ». Une première mesure est déjà programmée. En 1990, le ministère lancera une opération pour convoquer systématiquement les 300 000 chômeurs inscrits à l'ANPE depuis plus de trois ans. On leur demandera d'expliquer leur situation et on leur proposera d'entreprendre de nouveaux efforts d'insertion avec des stages adaptés.

ALAIN LEBEAUME

M. Godino élu président de la Maison de la France. M. Roger Godino, conseiller auprès du premier ministre, vient d'être élu président du conseil d'administration de la Maison de la France, groupement d'intérêt économique (GIE) chargé de promouvoir le tourisme français et d'améliorer la balance touristique. La modification des statuts de la Maison de la France lui donne, à partir du 1^{er} janvier, la maîtrise de l'ensemble des services officiels chargés du tourisme à l'étranger (dans vingt-huit pays). M. Jean-Marc Jamailac a été nommé directeur général.

En Yougoslavie

Création de la première Bourse

L'agence de presse yougoslave Tanjug annonce la création d'une Bourse de valeurs mobilières à Ljubljana, dans le nord du pays. La capitalisation de cette nouvelle place atteint 20 milliards de dinars (environ 100 millions de francs).

La moitié des titres cotés (152) appartiennent aux vingt-trois établissements financiers yougoslaves. Cette nouvelle Bourse accueillera des sociétés yougoslaves, mais également étrangères. Un indice de clôture baptisé « YUIX » sera publié chaque jour.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la réforme économique poursuivie par les autorités de Belgrade.

Un marché obligatoire fonctionnant déjà depuis un mois dans la capitale yougoslave.

Le Parlement vote un blocage des salaires

Le Parlement yougoslave a finalement voté mardi 26 décembre un gel des salaires pour une période de six mois. Les rémunérations en Yougoslavie seront donc bloquées jusqu'en juin 1990 au niveau des salaires nets du mois de novembre. La mesure, proposée le 18 décembre dernier par le gouvernement de M. Ante Markovic dans le cadre de son plan de lutte contre l'inflation, avait été repoussée la semaine dernière par les députés. Le gouvernement a dû proposer une augmentation de 20 % des rémunérations pour environ 70 % des travailleurs avant de pouvoir faire voter le blocage. Les syndicats yougoslaves ont toutefois annoncé qu'ils s'opposeraient à cette loi, faisant valoir qu'elle affecterait un grand nombre de salariés supportant déjà une inflation qui devrait atteindre 2 500 % à la fin de l'année.

Budget israélien Resserrement de la fiscalité en 1990

Le gouvernement israélien a approuvé dans la nuit du lundi 25 au mardi 26 décembre le projet de budget pour 1990 d'un montant total de 55 milliards de shekels (185 milliards de francs environ). Le montant du budget 1990 est sensiblement le même que celui de 1989, compte tenu des 20 % d'inflation enregistrés pendant l'année en cours. La défense est à nouveau la priorité de ce budget. Les crédits qui lui sont consacrés progressent de 225 millions de shekels (780 millions de francs environ), représentant ainsi près de 40 % du total des dépenses. Le déficit prévu est de 7 milliards de shekels (soit 24 milliards de francs). Ce chiffre sera vraisemblablement dépassé. En effet, le projet table sur l'arrivée de 40 000 nouveaux immigrants pour 1990. Mais le nombre d'immigrants a de fortes chances d'être bien supérieur de l'avis même des autorités israéliennes.

REPÈRES

Parmi les principales dispositions de ce budget, on note la réduction de certaines dépenses sociales (allocations familiales) ainsi que le relèvement d'un point du taux uniforme de TVA, porté à 16 %. « Ce budget devrait permettre un taux de croissance de 4 % à 5 % l'année prochaine et une réduction substantielle du taux de l'inflation », a déclaré M. Michael Brune, le gouverneur de la Banque d'Israël, mardi 26 décembre. Le projet sera soumis à la Knesset au mois de janvier.

Chantiers navals Commandes records en 1989 en Corée du Sud

Les chantiers navals sud-coréens ont enregistré des commandes records pour 1989 d'une valeur de 3,3 milliards de dollars (environ 13,8 milliards de francs), a-t-on annoncé mardi 26 décembre de source gouvernementale et industrielle à Séoul.

Les quatre grands chantiers du pays sont Hyundai, Daewoo, Samsung et Korea Shipbuilding and Engineering. Le record précédent datait de 1983 et atteignait 3,03 milliards de dollars. Les chantiers avaient enregistré des pertes de 475 millions de dollars en 1987 et de 460 millions en 1988. Ils veulent réduire leur déficit à quelque 300 millions de dollars en 1989, et espèrent redevenir bénéficiaires d'ici à 1993. — (AFP.)

Paiements courants Stabilisation du déficit français au troisième trimestre

Le déficit de la balance des paiements courants de la France a atteint 8,6 milliards de francs au troisième trimestre, après correction des variations saisonnières, contre 8,7 milliards au trimestre précédent. Ces chiffres, encore provisoires, portant à 7,3 milliards de francs le déficit des trois premiers trimestres (un excédent avait été enregistré au premier).

La dette doit s'allourdir au quatrième trimestre, du fait notamment du commerce extérieur, et atteindre — selon les estimations officielles — une vingtaine de milliards de francs sur l'ensemble de 1989.

Pétrole Poursuite de la hausse des prix du brut

Les cours du pétrole brut ont de nouveau progressé mardi 26 décembre sur le marché à terme de New-York, soutenus par une hausse de la consommation de fuel domestique, une vague de froid adoucissant actuellement aux États-Unis.

Le cours du baril de West Texas Intermediata — qualité de référence pour le brut — a progressé de 62 cents, à 21,91 dollars, par rapport au 22 décembre.

Les cours ont également augmenté de 63 cents à 21,41 dollars pour les livraisons de mars, et de 48 cents à 20,17 dollars pour celles de juin. — (AFP.)

AFFAIRES

Inde : l'émergence de la classe moyenne

L'Inde bouge. Depuis cinq ans, elle brûle les étapes, pour le plus grand profit d'une nouvelle classe sociale avide de consommation

NEW-DELHI

de notre correspondant

La middle class indienne est incarnée par un moderne centenaire, l'« Homo Maruti ». C'est une petite voiture compacte et nerveuse. Dans la circulation des grandes villes, l'« Homo Maruti » prend des risques, déverse sur les chapeaux de roues et a recours plus que de raison aux queues de poisson. Il pourrait être Italien ou Français. A quelques décennies de là, l'Inde traditionnelle continue de rouler rondement en Ambassador ou en Premier — des modèles échangés depuis 1954 — et tente de suivre des yeux le par-choc de l'insolent. L'Inde (ou une partie de celle-ci) bouge à une vitesse insoupçonnée en Occident. Depuis cinq ans, elle brûle les étapes.

La nouvelle Maruti, la 1000 centimètres cubes, a été commandée à 250 000 exemplaires en quelques semaines. Mais il n'y aura que 25 000 élus, si tout va bien, en octobre 1990. Longtemps frustrée, l'Inde est devenue boulimique à force d'avoir écouté les sirènes occidentales qui lui disaient de s'ouvrir enfin à la société de consommation. « L'« Homo Maruti » brûle son carburant comme ses billets de 100 roupies (1), sans compter. Profitant de la véritable explosion de la civilisation de la marchandise, voire du gadget, Delhi compte plus de 200 magasins qui vendent exclusivement des accessoires automobiles.

Une nouvelle race d'Indiens est née, la classe moyenne, et personne ne sait encore si elle va entraîner dans son sillage l'Inde traditionnelle ou si, au contraire, elle est en train de la laisser sur place. Certes, les Britanniques avaient jadis favorisé l'émergence d'une classe sociale éduquée, parlant anglais, capable de servir d'intermédiaire entre le « Raj » et les masses arriérées. Mais cette petite bourgeoisie utilisée par le colonisateur — et qui allait donner naissance aux intellectuels et à la classe politique indienne, à commencer par Gandhi et Nehru — se taisait faute de moyens d'expression, de consommation. Une deuxième naissance s'est donc produite, et on en connaît la date : 1982 et les

Jeux asiatiques de New-Delhi. Le gouvernement importa alors massivement des téléviseurs noir et blanc et couleur. Ce fut une révélation pour des millions de gens.

Après, raconte un professeur, en l'espace d'un an, j'ai vu les toits d'Achmedabad, où j'habitais, se couvrir littéralement d'antennes de télévision. Naissance et aussi mort : en quelques années, cette classe moyenne, que les économistes et sociologues évaluent entre 100 et 120 millions de personnes, entre une part essentielle de son patrimoine, de ses racines : le culte de l'austérité gandhienne. « Poor is beautiful », autrement dit l'image du père, le Mahatma. La comparaison est osée, mais le discours de cette petite bourgeoisie urbaine est simple : le fast-food plutôt que l'ascèse. Cruelle ironie, la middle class indienne vient de contribuer à se débarrasser de l'homme qui a le plus fait pour elle, Rajiv Gandhi, premier ministre battu lors des élections générales de novembre dernier. Les « années Rajiv » (1984-1989) — une libéralisation sans précédent de l'économie, associée à une croissance de plus de 5 %, une augmentation générale des salaires et — un creusement certain du déficit budgétaire — ont marqué l'Inde plus que ne l'avaient fait les trente années précédentes.

Culture « cinq étoiles »

Entre 1983 et 1988, explique le professeur B. M. Bhatia, du centre de recherches politiques, l'accroissement du pouvoir d'achat des salariés du secteur public a été de 50 %, alors que, dans le même temps, les prix n'augmentaient que de 34 %. La différence, grosso modo, s'est traduite en biens de consommation. « Si on mesure encore mal les conséquences à long terme de ce « boom », ses effets immédiats sont évidents et parfois caricaturaux.

La « culture nouveaux riches », comme disent les Anglais, s'est répandue comme une traînée de poudre dans les grandes villes : Delhi, Bombay, Calcutta et aussi Bangalore, Madras. A Delhi, l'« Homo

Maruti » a un concurrent ou un double : on l'appelle — par opposition aux yuppies occidentaux — le « puppy » (Prosperous urban Punjabi who is young) (2). Le « puppy » a de l'argent et, plus que tout, il aime le montrer.

Il rachète son absence de culture ou plutôt il s'en crée une nouvelle, la « Five stars culture », celle des hôtels 5 étoiles, où la partie la plus aisée de la middle class dépense sans compter en restaurants de luxe et boîtes de nuit. Le Punjabi qui roule Maruti, bourré de gadgets, ou mieux encore voiture japonaise, voire Mercedes, dont le cou est orné de grosses chaînes en or, le poignet d'une montre de prix et les doigts entourés de « bagoues », est le représentant le plus visible de cette classe moyenne urbaine dont la religion est de consommer, mais il n'est pas seul. Les marchands gujaratis de Bombay, les commerçants sinites de Bangalore, les Marwaris de Calcutta communient au même culte. Ils consomment donc en « grandes bouffes », en saunas et clubs sportifs et se précipitent sur toute nouvelle boutique de vêtements, de mode ou de vidéo.

Le paysage urbain, celui que regarde la middle class, est en train de changer : les devantures se font marbre et acier, jeux de lumières et parfois aussi mannequins féminins à moitié dévêtus. La publicité — dont les panneaux recouvrent les villes — invente tous les jours de nouvelles audaces dans les magazines et à la télévision. L'architecture elle-même, extérieure et intérieure, est influencée par la progression de la « culture nouveaux riches » : on veut du clinquant, du baroque luxueux, de l'esbroufe.

L'homme, entendez le bon vieux « macho » de la société indienne traditionnelle, est même dévoté puisque lui aussi a ses produits de beauté et ses sous-vêtements à la mode... Le modèle est celui, qui qu'on en dise, de l'Occident. Et après tout : lorsque l'on a pendant cinq ans un premier ministre « yuppie », grand amateur de voitures rapides, portant moccasins italiens et montres d'un grand bijoutier parisien, où sont les références ?

Une minorité au sein d'une minorité perdue au milieu de l'océan indien, celui des 600 000 villages ? Certes, mais qui fait tâche d'huile parce qu'il sert de modèle. Pour Arun et Marie par exemple : lui est directeur du personnel dans une société de services, il gagne 10 000 roupies par mois et en laisse 4 600 à son propriétaire et 1 200 au fisc. Marie fait des traductions à mi-temps et augmente le revenu familial d'environ 2 500 roupies. Elle compte 3 000 roupies de dépenses con-

la plupart des signes de reconnaissance de la middle class : téléviseur, réfrigérateur, magnétoscope, chaîne stéréo.

C'est dans les foyers que l'Inde se transforme le plus radicalement. En cinq ans, le nombre de familles possédant un magnétoscope a été multiplié par quatre (la production annuelle dépasse 44 000), celui des téléviseurs couleur a triplé (1,3 million de postes vendus en 1988) ; le nombre des familles propriétaires d'un deux-roues et d'une

La City Bank est sans conteste le numéro un de ce « boom » du secteur bancaire, suivie de la Grindlays, la State Bank of India, l'American Express, d'autres encore. La banque avance jusqu'à 75 % du prix d'achat d'une voiture, à condition que l'emprunteur dispose d'un revenu mensuel de 3 000 roupies, et 100 % pour l'achat d'un deux-roues. En trois ans, selon la City Bank, le chiffre d'affaires du marché a atteint un milliard de dollars par an. La moitié des acheteurs de voitures ont recours au crédit contre environ 2 % il y a cinq ans. « Le crédit n'est plus honteux ! », remarque Harit Talwar. La clientèle, en outre, est devenue de plus en plus exigeante : « Les gens veulent de la qualité, et ils sont prêts à payer pour cela ».

Les bureaux d'accueil des principales banques ont tous un « look » résolument moderniste, voire luxueux, notamment parce que les NRI (Indiens non résidents), grands pourvoyeurs de devises et consommateurs haut de gamme, sont habitués aux standards occidentaux. Quelque 35 000 NRI constituent, d'autre part, les investisseurs les plus sérieux de placements boursiers, autre secteur en pleine expansion : plus de six millions de ménages ont investi dans le marché boursier.

S'agissant des mœurs, ce phénomène d'une classe moyenne avide de biens de consommation n'a pas encore de répercussion très significative. Les relations parents-enfants restent marquées par le respect : « Mais mon père n'ira jamais dans un « five-stars », ajoute Arun, parce que ce n'est pas sa culture ». Les mariages arrangés (par les parents) demeurent la règle générale, bien que, au sein de la middle class, les jeunes couples se déterminent de plus en plus sans consentement parental. Le divorce, en revanche, continue d'être un choix extrêmement compliqué en raison d'une persistance de la pression sociale.

« La famille, résume un sociologue, n'est pas encore vraiment touchée par cette modernisation de la société parce qu'elle demeure synonyme de solidarité et donc de sécurité. Mais dans une génération, et peut-être moins, il est évident que bien des tabous auront volé en éclats ».

LAURENT ZECCHINI

(1) Un franc français vaut environ 250 roupies.
(2) « Riche Punjabi des villes, qui est jeune ».



« rantes (nourriture, électricité, vêtements, boissons et frais scolaires) par mois. Arun et Marie ont beaucoup de chance. Ils font partie de la tranche supérieure de la classe moyenne. Mais Arun dit qu'il n'a pas les moyens de se transformer en « bono Maruti ». Il espère que l'année prochaine sa société va lui acheter une voiture (50 % du parc automobile de Delhi appartient aux sociétés et administrations).

Signes de reconnaissance

Arun reconnaît qu'il « pense upper class » sans en avoir les moyens. Avec Marie, une fois tous les quatre ou cinq mois, il va dépenser 600 roupies dans la cothèque d'un « five stars » de la capitale, un vrai luxe. Arun est un homme raisonnable ; rien à voir avec les jeunes désargentés de Bombay qui « flashent » à la sortie des fast-foods avec des lunettes Ray Ban fabriquées à Taiwan. Lui pense à l'avenir, à l'éducation de son fils : « Grâce à la télévision, à l'école, mon fils a dix fois plus de chance que moi à son âge. Oui, reconnaît-il, la vie est nettement plus facile aujourd'hui qu'il y a cinq ou six ans. » Arun et Marie possèdent

télévision noir et blanc à double, et on estime que 90 % des familles de la middle class ont un téléviseur. Au cours des « années Rajiv », le nombre de personnes possédant une voiture (la production a dépassé 158 000 unités en 1988) a été multiplié par 150 %, et la période de référence est l'addition des années Nehru et Indira Gandhi ! Mieux, depuis 1983, 200 000 micro-ordinateurs ont été vendus en Inde. Plus impressionnant peut-être dans une société de caste où la bourgeoisie emploie beaucoup de serviteurs : le chiffre d'affaires des machines à laver, qui était voisin de zéro en 1980, est monté à 230 millions de roupies en 1988, et le marché des aspirateurs est saturé.

« Boom » bancaire

Moins de 20 % de la population de l'Inde, résume le professeur Bhatia, produit 50 % du produit national brut. Cette société de consommation a aussi son industrie, le « consumer's banking », c'est-à-dire le crédit à la consommation. Harit Talwar, de la City Bank, devient révéreur : « Vous vous rendez compte, un marché de plus de cent millions de clients potentiels ! C'est quarante fois le marché de Singapour, 30 % du marché américain, presque deux fois la taille de la population française. Et dire que nous n'avons que six succursales dans toute l'Inde, soit la taille de l'Europe... » Les frontières de la middle class sont difficiles à cerner. Les économistes estiment cependant qu'un salarié qui dispose d'un revenu mensuel de 1 500 roupies se situe à la limite extérieure de la classe moyenne, et qu'il y a un million 360 000 familles indiennes dont les revenus sont supérieurs à 10 000 roupies par mois : un pactole !

21 DÉCEMBRE EXCEPTIONNEL

Financement dernière minute sur tout le stock 1989, neuf et occasion

FRANÇO BRITANNIE AUTOMOBILES
25 rue P. Courcier (Lavallois Perret)
Tél. : 47.57.50.20 / 47.57.50.20
Portes ouvertes jusqu'à 22 heures

VOS VŒUX PAR TELEPHONE

NOUVEAU
Vos vœux sont envoyés automatiquement par synthèse vocale à votre destinataire au jour et à l'heure que vous souhaitez
Le Monde sur MINITEL 3617 tapez ALLOLM

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

A Bangalore, laboratoire social pour nouveaux riches

BANGALORE

de notre envoyé spécial

Le patron a un ami à New-York qui lui fait parvenir les derniers « tubes » à la mode : peut-être pour cette raison, The Pub, sur Church street, est l'endroit le plus « branché » de la ville. Le niveau des décibels ne permet qu'une conversation succincte entre deux gorgées de bière. L'UB est la meilleure, mais la Export Lager et la King Fisher ne sont pas mauvaises.

La liqueur dorée coule à la pression, dans des débordements de mousse et les serveurs empiètent des carafes de verre, qu'ils posent sur le bar ou sur les petites tables qui garnissent la salle comble. Il faut la boire fraîche : non pasteurisée, elle ne se conserve pas plus de vingt-quatre heures. A Bangalore, on la boit vite : trois cents litres de bière sont consommés chaque jour au Pub avec des pointes à quatre cents litres le samedi.

A huit roupies la chope, « la business reste intéressante », comme dit le patron qui affiche 25 000 roupies de bénéfice par mois. Bangalore est unique : toujours éparpillée par la prohibition, elle compte environ cent cinquante pubs contre aucun à Delhi.

De 11 heures du matin à 22 h 30, les fidèles communient dans une ambiance décontractée : celle d'une middle-class privilégiée, plus occidentalisée qu'ailleurs. La clientèle est composée d'étudiants, de jeunes

coups de la publicité, le nouveau métier en vogue, de cadres intrépidés sur leur stage en Amérique et leur embauche consécutive dans l'une des « boîtes » d'électronique ou de « high-tech », qui valent à la ville, entre autres surnoms, celui de « Silicon city » : Bangalore, capitale de l'Etat du Karnataka, regroupe plus de 80 % des sociétés d'électronique du pays, et bon nombre d'industries de pointe.

« Yuppies » et « cheese-burger »

Tout, bien sûr, est « anglais » : la bar, ses tabourets et ses cuivres, les pintes suspendues au plafond, le jeu de fûts de bière, le jeu de fûts de bière. Au Royal Darby du Windsor Manor Hotel ou au Brigade Knock-out, même ambiance, même atmosphère conviviale. On vient se retrouver entre « yuppies » et les femmes en jeans ne sont pas les dernières à vider quelques verres avant d'aller avaler un « cheese-burger » à l'impulsion ou au Mac, deux des fast-foods les plus connus de la ville.

S'il est encore temps, on finira la soirée au Knock-out disco ou au Piccadilly Lights... L'Inde des villages de poussière, celle des nombreux « slums » (bidonvilles) de la périphérie de la ville, semble à des années-lumières. L'autre Bangalore, la traditionnelle, se couche invariablement à neuf heures du soir.

Le jour, la middle-class branchée rêve de s'acheter

quelques-unes des nippes étalées dans les vitrines de Banston, Wearhouse et Weekender, les trois boutiques les plus à la mode, qui créent des vêtements « chics et cool ». Bangalore, ce laboratoire social, jouit d'une réputation flatteuse depuis plus d'un demi-siècle.

Ville préférée des Britanniques (à cause de son climat idéal) qui y prenaient leur retraite, elle attire comme une nouvelle Brasilia cette middle-class indienne aisée par la débâche d'une consommation naissante. La bourgeoisie de Bombay vient y faire son shopping dans les boutiques « fashion » de Commerce street et Brigade street, profiter de la fraîcheur et d'un certain art de vivre, notamment culinaire : « Nouvelle cuisine » et « sushi bar », restaurant luxueux où le patron, souvent un anglo-indien aux yeux bleus, vous serre la main en feignant de vous reconnaître.

C'est connu, les nouveaux riches ont besoin de respectabilité... C'est bien pourquoi Bangalore-bis, celle de la bourgeoisie du Sud qui a des manières, se désespère parce que ceux qui « font de l'argent » n'en ont pas, les Pendjabis et les musulmans, deux communautés qui monopolisent ce commerce de luxe qui champignonne. Bangalore avec ses cent cinémas, ses théâtres et sa culture « westernized », est encore une exception, une vitrine, mais peut-être pas pour longtemps.

L.2.

AVIS FIL



Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



**Compagnie Générale
de Bâtiment et de Construction**

Poursuivant son expansion

**CBC DÉMÉNAGE ET S'INSTALLE
A LA DÉFENSE**

8, rue Félix PYAT
92800 PUTEAUX LA DÉFENSE
TEL : 46 93 26 00

NOTRE PREMIÈRE RICHESSE, CE SONT LES HOMMES.

COFRACOMI

Les assemblées générales de COFRACOMI et de SICOMELEC qui se sont tenues le vendredi 22 décembre 1989, sous les présidences respectives de MM. Roland Van Moere et Claude Hanville, ont approuvé la fusion-absorption de la société SICOMELEC, SICOMI du groupe THOMSON, par COFRACOMI.

Au terme de cette opération, COFRACOMI, au capital de 572 MF, se trouve maintenant dotée de 680 MF de fonds propres et le total de ses engagements s'élève à 1 500 MF dont 200 MF investis en patrimoine et 1 300 MF ont été consentis en crédit-bail immobilier.

Le capital de COFRACOMI est réparti entre le GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS (25,5 %), le groupe THOMSON (25,5 %), les 49 % restant étant détenus par vingt investisseurs institutionnels, compagnies d'assurances, caisses de retraite, actionnaires d'origine de COFRACOMI.

COFRACOMI se situe ainsi aux premiers rangs des SICOMI indépendantes.



1) Le conseil d'administration présidé par Pierre Bolon, a arrêté les comptes de l'exercice 1988-1989 clos le 31 août 1989.

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'est élevé à 8 067 000 000 F, soit une croissance de 14 % par rapport à l'exercice précédent. Il se répartit de la manière suivante : 34 % en France, 34 % en Amérique du Nord, 19 % en Europe et 13 % dans le reste du monde.

Le nombre de bases-vie, restaurants d'entreprise, restaurants scolaires, établissements de santé et exploitations diverses gérés par SODEXHO est passé de 2 254 à 3 552, soit 298 nouvelles unités.

Les effectifs ont progressé de 34 348 à 35 765 personnes.

Le résultat consolidé après impôts et avant amortissement des écarts d'acquisition et intégrité tiers atteint 157 838 000 F. Le résultat net consolidé part du groupe s'élève à 128 935 000 F soit une croissance de 15 % par rapport à l'exercice précédent.

2) Le conseil a été informé de l'état d'avancement des travaux communs effectués dans le cadre du rapprochement des activités de restauration des groupes SODEXHO et WAGONS-LITS.

3) Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire du 27 février 1990 la distribution d'une somme de 44 708 256 F, ce qui représente une progression de 14 % par rapport à l'exercice précédent. Compte tenu de l'attribution de cinq actions gratuites pour une ancienne, effective depuis le 6 décembre 1989, le dividende distribué par action sera de 12 F net (18 F avant fiscalité).

4) Les perspectives de l'exercice en cours sont favorables.

**INFORMATIONS FINANCIÈRES SODEXHO
SUR MINITEL : 3616 - CLIFF**



GROUPE BRIDEL

Monsieur Emile Bridel reprend le contrôle intégral du groupe Laiteries E. Bridel.

En 1986, les dirigeants du groupe Emile Bridel avaient considéré que la croissance française et internationale du groupe devait passer par une introduction en Bourse.

Dans cette optique, le Crédit lyonnais et Paribas rejoignent l'IDIA pour prendre ensemble une participation dans le capital de la société Bridel.

L'expansion du groupe a pu être autofinancée au cours de ces années et M. Emile Bridel, sans abandonner l'idée d'une introduction en Bourse à terme, envisage d'autres formules qui pourraient aboutir, tout en gardant le contrôle de son entreprise, à conclure des accords de partenariat avec d'autres entreprises agro-alimentaires, françaises ou étrangères, qui assureraient une activité complémentaire. Dans l'immédiat, aucun choix n'est susceptible d'être arrêté, et pourra faire l'objet d'une étape ultérieure.

Dans le cadre de cette réflexion, et sensible aux bons rapports qu'il a eus avec les banques actionnaires, Emile Bridel a tenu à leur proposer de reprendre leur participation.

Le Crédit lyonnais et Paribas ont accepté la proposition de sortie : l'IDIA, par contre, a souhaité conserver la moitié de sa participation.

Rappelons que la société Emile Bridel est le quatrième groupe laitier français, avec un chiffre d'affaires de 5,5 milliards de francs, en pleine croissance, qui a prouvé son dynamisme par l'acquisition, en 1989, de la société Pierre Lanquetot, renommée pour sa fabrication de camemberts au lait cru de très haute qualité.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4336

UNE CHARTE POUR L'EUROPE L'UTOPIE

DE THOMAS MORE, LE "MONTESQUIEU ANGLAIS".

TEXTE INTÉGRAL, érudite, commenté, traduit par André Prévost Docteur en lettres, lauréat de l'Académie.

L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres. Le Remède : L'instrument utopique : les finalités, urbanisme, économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations internationales : Fédérations.

UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI

UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original : titres or, illustrations par Holbein, signets. Custode relevée de portraits. Notes. Tables. Lexique. Index. 780 pages.

LE LIVRE A OFFRIER : 250 F francs.

Béguin Paris et chez l'auteur. Par poste, commandes par C.C.P. A. Prévost 146261 Z LILLE ou par chèque ou eurochèque libellé en Francs Français à l'ordre de A. Prévost, 16 avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE. Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F. Tél 20.55.29.16. Dédicace sur demande.

JURIS ASSOCIATIONS

LA REVUE
D'ACTUALITÉ
JURIDIQUE
ET PRATIQUE
AU SERVICE DES
ASSOCIATIONS
ET FONDATIONS

7 numéros par an
dont un numéro spécial

ABONNEZ-VOUS POUR
325 F
seulement

par courrier à :
JURIS ASSOCIATIONS
12, quai A.-Lassagne
69001 Lyon
Tél : 78-27-00-38
ou par minitel 36.15 + ASSOC

DEMAIN, UN EMPLOI

La "longue
marche"
des jeunes vers
l'emploi,
de l'Etat
en quête de
politiques,
des pionniers
sur le terrain.

En librairie 88 F.

éditions
cittament

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPAR 660572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-91

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

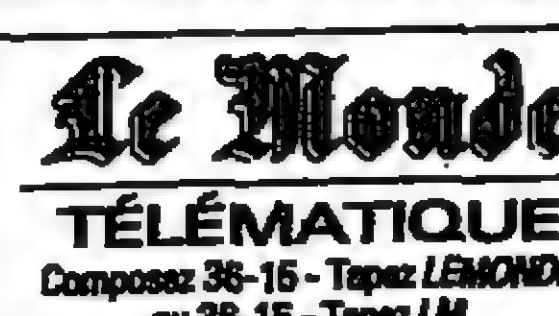
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-89-61.



5, rue de Montmoyne, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 286 136 F



Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS
RP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS vols normaux
3 mois	345 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 980 F	2 450 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyez CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements
tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse immédiats ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

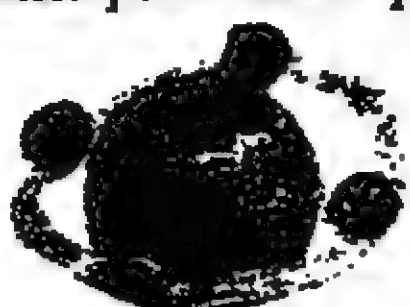
Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

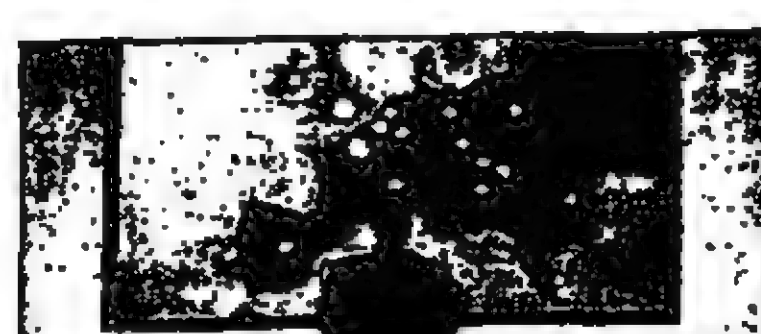
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE 1989

MORCEAUX CHOISIS D'UNE ANNÉE RICHE D'INNOVATIONS

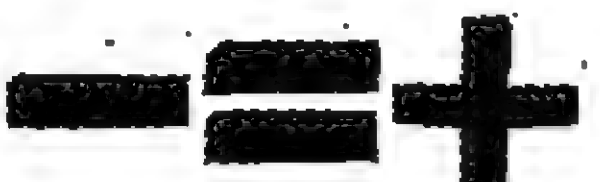
L'année 1989, pour la Société Générale, a été l'occasion de poursuivre sa politique d'innovation pour mieux répondre aux exigences de sa clientèle.



Galaxy en est un exemple : la presse s'est largement fait l'écho de notre nouveau service regroupant autour du compte courant un découvert et une formule de rémunération.



Notre gamme de placements s'est élargie pour vous faire bénéficier des nouvelles opportunités liées à l'ouverture des frontières dans la communauté. Ainsi nous avons créé deux fonds européens, Sogibéria et Sogitalia. Et acquis, à Londres, Touche Remmann, une grande société spécialisée dans la gestion d'actions.



Autre innovation dans la gestion collective : le lancement de nos Sicav et fonds de capitalisation, pour "des impôts en moins et du capital en plus".

Sur le plan international, nous avons renforcé notre présence sur les marchés de capitaux : en devenant la première banque non américaine spécialiste en options USD/DM à la Bourse de Philadelphie, ainsi qu'en créant une maison de courtage au Canada.

Notre réseau étranger s'est étoffé par l'ouverture de représentations ou filiales en Algérie, Pakistan, Turquie et Vietnam.

Enfin, nous avons financé des projets importants comme le Club Méditerranée à Opio, les réseaux de TV câblés de Roubaix et Nice, et avons introduit deux grandes sociétés étrangères à la Bourse de Paris : Transamerica et Mitsui Bank.

Pour un complément d'information, vous pouvez consulter nos services "Relations avec les Actionnaires" (Tél : (1) 40 98 52 16 et Minitel 36 14 code GÉNÉRALE).

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CONJUGUONS NOS TALENTS

PARIS - ILE-DE-FRANCE

Initiative originale dans le Val-de-Marne

Un audit dans une maison de retraite

ON FINIRA PAR COMPRENDRE
QUE LE PEPÉ EST UNE
PERSONNE.



Intoxications alimentaires, mauvais traitements. Dans l'opinion, notre image n'est pas bonne. Pourtant, la vie quotidienne des foyers est tout autre et les innovations heureuses y manquent pas.

Troisième enseignement : les réponses des enquêtes ont permis de mettre au jour une série de lacunes et d'imperfections qui l'est désormais possible de corriger. Le mobilier, installé il y a vingt ans, lors de la construction, n'est plus adapté : il va être changé. Les chambres collectives à quatre lits, considérées autrefois comme satisfaisantes pour les personnes âgées, ne sont plus supportées. Elles seront progressivement remplacées par des chambres individuelles.

Dix autres détails, qui ont parfois une grande importance dans la vie quotidienne, ont déjà été modifiés : les pensionnaires ne sont plus obligés de prendre leur petit déjeuner à 7 heures, le personnel frappe avant de pénétrer dans les chambres, la salle à manger a été inscristifiée et les menus sont plus variés. Bien sûr, les retraités pourront avoir un animal de compagnie et assister à la messe dominicale à l'église de la commune (et non plus seulement à la chapelle de l'établissement). Ils pourront également confier leurs économies à une sorte de banque intérieure.

Enfin, et surtout, un comité de résidents a été constitué qui conseille la direction en matière

Dans la capitale et la proche banlieue

L'envolée du prix des terrains rend presque impossible la construction des logements sociaux

L'envolée des prix des terrains dans la capitale et la petite couronne rend de plus en plus difficile la construction de logements sociaux et « intermédiaires ». Ainsi le groupe immobilier 3F - puissante société anonyme d'HLM avec, pour l'Île-de-France, un patrimoine de 70 000 logements et un rythme de construction annuel de 1 300 logements - constate des doublages de prix en l'espace de deux ou trois ans. L'association régionale des organismes d'HLM s'est livrée à un calcul : la mise en œuvre du plan Rocard pour le logement coûterait 5 milliards de francs au titre des surcharges foncières. Qui paiera la facture ?

« Les données actuelles sont totalement irréalistes », explique le directeur général de 3F, M. Michel Vivès, lorsqu'il parle de la flambée des coûts fonciers. A Paris, les prix réels que nous avons observés sur des immeubles pour lesquels nous avons fait des propositions récentes sont égaux ou supérieurs à 9 000 francs le mètre carré habitable, au lieu de 4 000 à 5 000 francs en 1985.

« En début d'année, je vous aurais parlé de 7 000 F le mètre carré, ajoute-t-il. En un an, les prix ont subi une hausse de près de 30 % ! Et quand je parle de Paris, j'entends l'est de la capitale, du côté des boulevards extérieurs. En excluant des sites tel Bercy ! »

Scénario comparable en petite couronne : « Les offres foncières tournent aujourd'hui de 3 000 à 4 000 francs le mètre carré ». Et là encore des communes aux coefficients d'occupation des sols trop dissuadés, ou trop convoités, telles Neuilly ou Vincennes, ne sont pas prises en compte.

A deux ans d'intervalle, le groupe 3F a acquis des terrains voisins à Issy-les-Moulineaux. En 1986, la note s'élevait à 2 500 francs le mètre carré ; au début de 1989, le chiffre avait atteint 4 500 francs : une hausse de 80 % !

Le carcan des loyers réglementés

Mais l'envolée des prix a bouleversé la donne. « Récemment, je voyais des organismes se précipiter sur un foyer parisien vendu 12 000 francs le mètre carré pour en faire un hôtel social », raconte M. Patrick Kamoun. « Avant, on trouvait facilement des immeubles anciens à 5 000 ou 6 000 francs. Maintenant, cela dépasse les 10 000 francs. Car les privés s'y intéressent. Dans certains cas, à Paris ou en limite, il arrive que le prix du terrain dépasse le prix du bâtiment », ajoute le président de l'association régionale, M^{me} Anne Cancellieri.

Conséquence : la construction des HLM trahit. « Les organismes construisent en gros moitié moins qu'il y a quatre ans », constate M^{me} Anne Cancellieri. En 1985, le rythme de construction de logements financés en prêts locatifs aidés (PLA) était proche de 20 000 ; en 1988, la barre des 10 000 est difficile à franchir.

L'étude que le groupe 3F vient de faire sur son activité d'amélioration-acquisition en Île-de-France, et qui concerne 2 700 logements entre 1978 et 1989, en dit long. Les prix des immeubles ayant fait l'objet d'une proposition d'achat sont passés de 4 700 francs le mètre carré habitable en 1985 à 8 700 francs en 1988 et à 12 600 francs en 1989. Evolution que la société d'HLM n'a pu suivre : alors que jusqu'en 1983 toute affaire suivie était conclue, seul un immeuble prospecté sur six a été acquis en 1989.

Car, si les privés peuvent attendre des plus-values, les organismes

d'HLM, eux, sont bel et bien pris en étau entre des loyers réglementés et des coûts de financement rigides. Prenons le cas d'un terrain dont le coût est de 9 000 francs le mètre carré. Le PLA censé couvrir le foncier et le bâti est basé sur un prix de référence de 900 francs le mètre carré. Si les crédits dits de « surcharge foncière » fonctionnent à plein, s'ajoutent environ 2 600 francs au mètre carré, soit au total 3 500 francs le mètre carré. On est bien loin du compte...

De toute façon, le mécanisme ne marche pas souvent. L'Etat ne s'engage que si la commune d'accueil puis la région l'ont fait au préalable, ce qui est très restrictif. Le groupe 3F estime que 1 000 à 1 500 logements profitent chaque année de cette aide en Île-de-France.

Trois guichets différents pour une aide peu substantielle : le système semble peu satisfaisant à M. Patrick Kamoun. « Actuellement, il n'y a pas de solution, estime-t-il. Les organismes doivent aller chercher des aides diverses et là, c'est la course à la subvention ! » Parmi les apports qui permettent de faire la somme, on trouve notamment du « 1 % logement », très important à Paris intra-muros, des prêts bancaires complémentaires, des fonds propres des organismes et des participations des collectivités locales, dont le montant (parfois sous forme de terrain) et les règles d'attribution sont malheureusement difficiles à cerner.

Seule solution : l'appel aux collectivités locales

L'association régionale des organismes d'HLM s'est livrée au calcul des surcoûts fonciers qu'impliquerait le plan Rocard pour le logement, annoncé en octobre dernier (le Monde du 27 octobre). Pour doubler le rythme annuel de construction de logements aidés en Île-de-France (10 000 de plus, dont 4 000 PLA et 6 000 prêts locatifs intermédiaires), ainsi que pour acquérir et réhabiliter légèrement 2 000 logements anciens destinés aux plus démunis avec des loyers inférieurs à la norme HLM (PLA dits « sans travaux »), il faudra trouver 5 milliards de francs ! Comment ? « L'Etat serait prêt à

d'animations et de sorties. Bref, la maison de Saint-Maur bourdonne et s'ouvre sur l'extérieur. Une braderie qui s'est déroulée en septembre, dans son beau parc situé en bord de Marne, a été un succès. « Pour que les établissements de retraite deviennent d'authentiques lieux de vie, commente Pascal Champvert, il faut que chacun de leurs clients puisse avoir son projet, l'exprimer et le réaliser. Le bonheur à quatre-vingts ans, ça existe. »

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Association des directeurs d'établissements d'hébergement pour personnes âgées, 3, impasse de l'Abbaye, 94100 Saint-Maur.

Plus de 75 ans : 547 000 en l'an 2000

Les personnes de 65 à 75 ans vont diminuer en nombre d'ici à l'an 2000 avec, tout de même, une remontée au-delà. La population des 74-85 ans diminuera dans les douze années à venir, mais devrait croître entre 2000 et 2015.

En Île-de-France, les plus de 75 ans passeraient de 589 229 en 1982 à 564 024 en 1990 et à 548 972 en l'an 2000 (sources INSEE).

Quant aux personnes de 85 ans et plus, leur nombre, estimé, en 1980, à 121 500 à l'orée du vingt et unième siècle, est aujourd'hui estimé, pour la même période, à 150 000 et pourrait atteindre sans doute 180 000 quinze ans plus tard.

HUBERT BIDOU (rapport au comité économique et social)

Les liaisons du futur à la Défense

A la Défense, la zone de télécommunications avancées (ZTA) « Valmy » s'étend sur un programme immobilier, conçu et réalisé par la SARI sur plus de 340 000 mètres carrés. France Télécom sera en mesure d'offrir sur cette zone les services de télécommunications les plus performants en matière de voix, de données, de texte et d'image. Un réseau de quatre ou cinq unités de raccordement desservira les 15 000 postes téléphoniques de l'ensemble immobilier, ainsi que des terminaux de données, de textes et d'images. Ces communications seront reliées au réseau public par des supports en fibre optique vers deux centres géographiques distincts, garantissant ainsi sécurité et disponibilité maximales des moyens de communication. Ces liaisons seront, bien sûr, numérotées, avec une généralisation de mise en œuvre d'accès primaire Numéris.

L'accès aux réseaux et services tels Transpac, liaisons spécialisées numériques, liaisons spécialisées audio-visio, télétext, transveil, (téléaction, télésurveillance), télex, sera proposé avec, pour la plupart d'entre eux, des délais très courts de mise en service. A titre d'exemple, tout service téléphonique sera mis en œuvre en un semaine au maximum et un accès de base au service Numéris en quatre semaines au plus.

Certains produits et services commercialisés pourront être partagés entre plusieurs entreprises, les faisant ainsi bénéficier de tarifs attractifs et parfois dégressifs selon le volume d'utilisation. Dans un premier temps, cette possibilité sera ouverte avec les services Transcom, Transcom, Transdyn, Numéris et Trafic plus.

Le partenariat en France Télécom et la SARI prévoit le partage des risques financiers liés aux investissements consentis et l'anticipation des besoins des entreprises sur la zone. Il se traduit par un pré-financement par la SARI d'une part de ces investissements. L'accord prévoit également, afin de garantir le caractère novateur de la zone, la conduite d'études conjuguées qui permettront de préciser au fil du temps les évolutions des besoins des entreprises et d'élargir en conséquence la gamme des services offerts.

D'autres projets sont étudiés en Île-de-France par exemple sur le site de Massy.

Une deuxième pépinière à Evry

Dans la ville nouvelle d'Evry vient d'être posée la première pierre d'une deuxième pépinière d'entreprises. Ce bâtiment intelligent de 3 500 mètres carrés aura pour vocation d'accueillir en priorité des entreprises spécialisées dans la haute technologie. Une première pépinière de 1 500 mètres carrés fonctionne déjà.

Pendant la période de vingt-trois mois où les créateurs peuvent être accueillis dans la pépinière, ils ont à leur disposition, en plus de toutes les facilités matérielles modernes pour la gestion de l'entreprise, l'assistance d'un réseau d'experts et de l'équipe des permanents du Centre d'entreprises et d'innovation.

Ces investissements de 23 millions de francs sont financés principalement par le syndicat d'agglomération nouvelle pour 20 millions de francs qui a reçu une aide de 3 millions de la Région Île-de-France. L'Etat participe aux investissements en matériel et en fonctionnement pour le lancement de l'opération, avec un crédit de politique industrielle, à hauteur de 2,4 millions de francs.

Paris vu d'en haut. — Jean Lartier vient de publier un plan scénographique de Paris sur lequel figurent en perspective toutes les rues de la capitale et ses principaux monuments dressés en trois dimensions et positionnés à leur emplacement réel. Existe en deux formats et pour deux prix : 190 F ou 70 F. En vente à l'IGN, à la FNAC et dans les librairies spécialisées.

VOS VŒUX PAR TELEPHONE

NOUVEAU
Vos vœux sont envoyés automatiquement par synthèse vocale à votre destinataire au jour et à l'heure que vous souhaitez.

Le Monde sur MINITEL
3617 tapez ALLOLM

Humour

Les guichetiers du Louvre

Paris, qui pourtant n'en manquait pas, compte un lieu musical supplémentaire. Il est encore peu connu mais remarquable : l'auditorium abrité par la pyramide du Louvre. Quatre cent cinquante places confortables, une salle de bonne acoustique, un programme de cinquante concerts de musique de chambre d'ici à juin 1990. Voilà de quoi régaler ceux qui apprécieraient le contraste entre l'architecture majestueuse de M. Poi et la musique en petit comité.

Hélas ! les pesanteurs et même les aigreurs administratives ont déjà envahi cet espace qui se voulait ouvert, accueillant, dynamique. Présentant-vous quatre minutes après le début du concert de 20 h 30 et vous trouverez porte hermétiquement close, impossible même d'entendre sans voir, comme on le permet aux retardataires dans toutes les autres salles parisiennes. Et si vous revenez vingt minutes après, lorsque le premier morceau est achevé, une autre employée vous déclare alors d'un ton narquois : « Maintenant, c'est la caisse qui est fermée ! »

Vous verrez qu'on se demandera bientôt pourquoi le taux de remplissage de l'auditorium du Louvre (60 %) est si médiocre alors que les interprètes qui s'y produisent sont si talentueux...

M. A.-R.

L'Essonne en tête pour la création d'entreprises

De 1^{er} janvier 1987 au 1^{er} août 1989, 234 000 entreprises ou plutôt, pour reprendre l'expression des statisticiens, « établissements actifs », ont été créés en Île-de-France.

Guy Desplanches dans le dernier bulletin régional de l'INSEE (1) commente comme suit ce résultat global :

Tous secteurs réunis, un département se détache nettement : l'Essonne, où près de 37 % des établissements actifs au 1^{er} août 1989 ont été créés depuis le début de 1987. En la matière, les dernières places reviennent à Paris et au Val-de-Marne ; mais, dans ce département, le renouvellement moins rapide n'empêche pas la création d'emplois.

Dans les secteurs des biens de consommation et du bâtiment, génie civil et agricole, c'est la Seine-Saint-Denis qui renouvelle le plus vite ses établissements, tandis que la Seine-et-Marne occupe la tête dans le secteur des biens d'équipement et le Val-d'Oise dans les transports.

La place de l'Essonne tient d'abord à la ville nouvelle d'Evry, où plus de 45 % des établissements actifs au 1^{er} août 1989 ont été créés après le 1^{er} janvier 1987. Les autres villes nouvelles obtiennent aussi des scores largement supérieurs à l'ensemble de la région et à des pôles importants de la banlieue comme la Défense, Roissy ou Orsay. Surtout, la création d'établissements y est moins spécialisée. Ainsi, les villes nouvelles accueillent aussi bien l'industrie que le tertiaire, alors que d'autres pôles doivent leur dynamisme à quelques secteurs délimités : à Roissy, où la part d'établissements récents avoisine 37 %, les créations tendent à renforcer l'importance de l'industrie notamment, alors que les services se développent relativement peu. Orsay rivalise avec les villes nouvelles en ce qui concerne les services marchands, mais accueille assez peu l'industrie ou le bâtiment.

(1) INSEE, 7, rue Stéphenon, Montigny-Le Bretonneux, 78188 Saint-Quentin-en-Yvelines.

Boucharde Père & Fils

11 rue de la République
91000 Evry
Tél. 01 60 22 14 41
Fax 01 60 22 14 42
Doc. LM sur demande



MOBILIER
VOTRE
DU ROULE
PRIM

MARCHÉS FINANCIERS

Le financement des besoins de l'Etat

Le Trésor empruntera
90 à 110 milliards de francs
sous la forme d'obligations
en 1990

Le Trésor français va porter sa fourchette d'émissions d'obligations à 90-110 milliards de francs, contre 80-100 milliards de francs en 1989, soit une vingtaine de milliards de francs en supplément, compte tenu des émissions réglées par échange d'autres titres déjà émis. Cette augmentation permettra, selon le ministère des finances et de l'économie, d'accroître la part de l'épargne dans la couverture des besoins de financement à long terme de l'Etat (déficit budgétaire et amortissement d'emprunts en cours).

Elle devrait favoriser l'allongement et la consolidation de la dette publique.

En 1989, le Trésor a émis 130,24 milliards de francs en « brut », dont il faut déduire les 31,48 milliards de francs d'obligations renouvelables (ORT) remises en paiement par leurs porteurs. L'émission nette d'emprunt d'Etat a donc été de 98,76 milliards de francs, contre 99 milliards de francs en 1988. Dans ces 98,76 milliards de francs figurent les 11,5 milliards de francs empruntés en écus, chiffre qui pourrait être reconduit au majoré en 1990 puisque la part des emprunts d'Etat en écus représentera 10 % à 15 % du programme global d'émissions à long terme.

CONJONCTURE

Les achats des ménages français
ont beaucoup augmenté en novembre

La consommation des ménages a fortement augmenté en novembre, compensant le recul d'octobre, qui avait suivi la vague d'achats du troisième trimestre et s'expliquait aussi par un automne très doux.

En novembre la consommation a progressé de 1,4 % après avoir régressé de 2,7 %. Hors achats d'automobiles, la progression a été de 3,6 % après un recul de 3 % en octobre. En fait, tous les achats ont très sensiblement augmenté le mois dernier (ameublement, électronique, nager, électronique grand public...) sauf ceux d'automobiles, affectés notamment par les grèves du secteur public qui ont touché les services d'immatriculation (environ 181 000 véhicules immatriculés en novembre contre 210 500 en moyenne au cours du troisième trimestre). Le taux de pénétration des voitures étrangères en a subi les conséquences, restant très élevé à 38,9 %.

En un an (novembre 1989 comparé à novembre 1988), la consommation des ménages en produits manufacturés est en forte augmen-

La famille Bouygues
rachète
la Saoudi European Bank

La famille Bouygues a racheté, par le truchement de la société Maisons Bouygues qu'elle contrôle à 66 % (le reste appartenant au groupe du même nom), la banque d'affaires à capitaux saoudiens Saoudi European Bank rebaptisée Société de banque privée. Le capital de cet établissement sera réparti entre Maisons Bouygues (60 %), la banque Demachy (du groupe Worms) pour 20 % et M. Francis Bouygues (20 % à titre personnel) qui en assurera la présidence.

Le but de l'opération est, pour la famille Bouygues, d'avoir à sa disposition « un petit outil bancaire pour réaliser des opérations de banque d'affaires ». La transaction sur la base d'un montant « inférieur à 50 millions de francs », ce qui est peu en théorie, pour un établissement dont le bilan atteint 2,5 milliards de francs et dont le capital a été porté en mars dernier de 200 millions de francs à 308 millions de francs, après une perte de 105 millions de francs pour constitution de provisions sur certains risques, notamment en Amérique latine. Il est probable que la situation de cette banque créée en 1980 avec la participation du Cheikh Zaki Yamani pour financer les opérations pétrolières et se concentre dans l'immobilier recrée d'autres moins-values latentes, d'où le prix modeste versé pour son acquisition et l'engagement pris par les nouveaux actionnaires d'effectuer un coup d'accroissement sur le capital, c'est-à-dire réduction drastique puis augmentation jusqu'à 100 millions de francs.

F. R.

NEW-YORK, 26 décembre

Irrégulier

Début de semaine « tristounet » pour la Bourse new-yorkaise. Avec les nombreux départs pour les fêtes de fin d'année, l'activité a été très faible, avec seulement 77,61 millions de titres échangés, contre 120,98 millions la veille. Parallèlement, la tendance a été étonnamment irrégulière. A la clôture, l'indice des Industriels s'établissait à 2 709,25 (-2,14 points).

Le bilan de la séance a été pratiquement équilibré. Sur 1 922 valeurs traitées, 695 ont monté, 676 ont baissé et 551 n'ont pas varié.

Le cours, il est vrai, n'y était pas non plus avec la baisse du marché obligataire dans la crainte d'une reprise de l'inflation, et la hausse des prix de l'énergie en liaison avec la vague de froid.

En fait, tout cela, selon les professionnels, n'était que prétexte. Les investisseurs ont déjà procédé aux ajustements de fin d'année. Wall Street se languit en attendant 1990.

VALEURS	Cours de 26 déc.	Cours de 27 déc.
Alcoa	73 1/2	73 5/8
AMT	44 3/4	44 3/4
Boeing	57 1/2	58 3/8
IBM	112 1/2	112 1/2
Du Pont de Nemours	124	122 1/2
Eastman Kodak	40 3/4	40 3/4
Exxon	50 1/8	50 1/8
Ford	42 7/8	43 3/8
General Electric	42 1/2	42 1/2
Goldman Sachs	43 3/8	44 1/8
Goodyear	43 7/8	44 1/8
IBM	112 1/2	112 1/2
Johnson & Johnson	62 3/8	62 3/8
McDonald	48 1/2	48 3/4
Merck	51 1/4	51 1/4
Union Carbide	23 1/4	23 1/8
US Steel	35 3/4	35 3/8
Walt Disney	58 3/4	58 3/8

BOURSE DE LONDRES

26 décembre

Respectant la tradition, tous les marchés financiers et commerciaux britanniques étaient fermés, le 26 décembre, ou mieux du Boxing Day.

Japon : nouveau règlement
pour les sociétés
d'investissements

Le ministre japonais des finances a présenté un nouveau règlement pour les sociétés d'investissement, devant la loi sur les sociétés de gestion de portefeuille étrangères qui veulent entrer, pour la première fois, sur ce marché de 400 milliards de dollars. Ces nouvelles règles ont été prises après une série de discussions avec les investisseurs étrangers. Le capital minimum requis est de 500 millions de yens.

FAITS ET RÉSULTATS

La Navigation mixte décline 10,18 % de Paris. — La Compagnie de navigation mixte décline officiellement 6 630 644 actions, soit 10,18 % de capital de la Compagnie financière de Paris, a indiqué, mardi 26 décembre, la Société des Bourses françaises. D'autre part, Paris a informé, le 26 décembre, le conseil des Bourses de valeurs qu'il détenait 3 504 132 actions et 169 958 obligations convertibles de la Navigation mixte et que, se trouvant en mesure d'acquiescer les 1 698 639 actions de cette même société présentées à son OPA, il avait la faculté de franchir le seuil du tiers dans le capital de la Mixte.

Roussel-Uclaf : révision à la hausse des résultats 1989. — Les prévisions les plus optimistes vont être dépassées chez Roussel-Uclaf, qui s'attendait, pour 1989, à une hausse de 35 % à 40 % de son bénéfice consolidé (hors éléments exceptionnels), contre 20 % estimés il y a quelques mois. Ce bénéfice devrait atteindre 640 millions de francs, contre 476 millions en 1988. Le groupe, détenu à 54 % par l'allemand Hoechst, « n'est pas sûr » que les résultats des sociétés acquises cette année puissent être consolidés dans les comptes 1989. L'Etat français, qui détient 40 % de Roussel-Uclaf,

PARIS, 26 décembre

Fléchissement

Après trois jours chômés, la Bourse de Paris a rouvert ses portes mardi. Mais elle n'avait guère la forme. Au menu matinal, l'effacement s'est poursuivi une bonne partie de la journée, tantôt se ralentissant (-0,08 %), tantôt s'accroissant (-0,31 %). A 17 heures, en clôture, l'indice CAC-40 s'établissait à 0,20 % en dessous de son niveau précédent.

Le fait marquant de la séance a été la faiblesse des échanges. Comme souvent en pareil cas, le marché a du mal à défendre ses positions. Rien d'étonnant au demeurant. Le trépas des cotations n'est pas un vain mot. Visiblement, elle a été mieux suivie que les autres années. De nombreuses places, il est vrai, à commencer par Londres d'où partent de nombreux ordres, étaient fermées.

Dès lors, Paris fait le gros dos. D'autant plus que les taux d'intérêt se sont tenus. La Banque de France devrait faire une adjudication. Beaucoup attendaient d'en connaître le taux.

D'une façon générale, le sentiment reste néanmoins optimiste, au moins pour le début de 1990. Wall Street a, semble-t-il, retrouvé sa vigueur, contribuant à entretenir un bon climat.

Reste qu'on aurait presque attendu une mouche voler sous les lambris.

La cotation des actions Pachebromm a été suspendue jusqu'à nouvel avis.

TOKYO, 27 décembre

Nouveau record

L'hypothèse d'une hausse du taux de l'escompte étant levée, la Bourse de Tokyo a poursuivi, mercredi, son cheminement sur la ligne des crêtes, affichant un nouveau record. L'indice Nikkei a gagné 120,32 points, soit 0,31 %, à 38 801,63, après avoir gagné la veille 257,69 points. Tout le monde a fait des acquisitions : les fonds d'investissement, les arbitragistes et les particuliers, constatant les boursiers. Les Japonais, qui disposent d'importantes liquidités, cherchent à les placer, indiquant notamment un expert de la firme James Capel, pour expliquer l'ascension quasi ininterrompue du marché depuis plusieurs mois.

VALEURS	Cours de 26 déc.	Cours de 27 déc.
Alcoa	842	850
Boeing	1 770	1 740
IBM	1 120	1 140
Exxon	3 680	3 680
Goldman Sachs	1 950	1 950
Johnson & Johnson	2 340	2 370
McDonald	1 180	1 160
Sony Corp.	8 800	8 780
Toyota Motors	2 000	2 030

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis & Associés	378	378	Loiret	136	136
Amis	141	141	Meca Commerciale	215	215
B.C.F.	247 50	247 50	Metallurg. Miniere	247 30	247 30
B. Demachy & Associés	576	576	Micromerics	190	190
Bois de France	193	190	Micromerics Bond	1	1
B.C.M.	800	800	Molac	201 40	201 40
Breco	418	418	Norah-Delmas	1000	1000
Breco Lyonnais	228 80	228 80	Orléans-Lyonnais	240	240
Châles de Lyon	880	880	Orléans	546	546
Colson	721	721	Orléans P.A.	28	28
Colson	888	888	Orléans P.A.	550	550
C.D.M.E.	1880	1880	Orléans P.A.	638	638
C. Equip. Elec.	350	350	Orléans P.A.	712	712
CEGEF	252 90	252 90	Orléans P.A.	700	700
CEGEF	706	706	Orléans P.A.	382	382
CHLM	201	201	Orléans P.A.	351 40	351 40
Colson	271 60	271 60	Orléans P.A.	705	705
Colson	1180	1180	Orléans P.A.	310	310
Colson	431	431	Orléans P.A.	114	114
Colson	180	180	Orléans P.A.	425	425
Colson	825	825	Orléans P.A.	550	550
Colson	1170	1170	Orléans P.A.	344	344
Colson	520	520	Orléans P.A.	284	284
Colson	187 30	187 30	Orléans P.A.	284	284
Colson	185	185	Orléans P.A.	284	284
Colson	14 85	14 85	Orléans P.A.	315	315
Colson	222	222	Orléans P.A.	190	190
Colson	350	350	Orléans P.A.	510	510
Colson	303 10	303 10	Orléans P.A.	201	201
Colson	910	910	Orléans P.A.	1180	1180
Colson	280 20	280 20			
Colson	139	139			
Colson	300	300			
Colson	1048	1048			
Colson	411 30	411 30			
Colson	277	277			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 26 décembre 1989

Nombre de contrats : 6 416.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Accor	280	26	18
Bois de France	480	50	5
CEB	480	36	45
Elf-Agip	528	8,50	21
Euromet SA-FLC	60	6,50	3,40
Lafarge-Coppée	1 550	18	7
Michelin	171	6,10	9,50
Midi	1 486	35	105
Paribas	640	86	112,50
Pernod-Richard	1 590	12	20
Pengot	850	2	43
Saint-Gobain	640	2,50	33
Source Perrier	2 000	11,50	131
Société générale	520	10	2
Suez	408	49	66
Thomson-CSF	160	1	11,30

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 26 décembre 1989

Nombre de contrats : 16 853.

COURS	Mar 90	Jun 90	Sept 90
Dernier	104,40	105,06	105,22
Précédent	104,92	105,50	-

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
Mar 90	Jun 90	Mar 90
106	0,26	0,58

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,79 F ↓

Sur des marchés des changes très calmes à l'approche du 31 décembre, le dollar a continué à glisser, surtout par rapport au yen, après le relèvement du taux d'escompte de la Banque du Japon. A Paris, le cours du deutschemark a légèrement baissé, à 3,4150 F contre 3,4175 F en liaison avec la hausse du loyer de l'argent au jour le jour, qui est passé au-dessus de 11 %.

FRANCOFONIE	26 déc.	27 déc.
Dollar (en DM)	1,78	1,698
TOKYO	26 déc.	27 déc.
Dollar (en yen)	142,38	142

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (27 déc.)	0-11/165
New-York (26 déc.)	0-11/164/165

BOURSES

PARIS (NSEE, base 100: 90-12-88)

22 déc.	26 déc.
Valen. françaises	1315 1315
Valen. étrangères	118,5 118,5
(SBF, base 100: 31-12-81)	
Indice général CAC	549,52 558,4
(SBE, base 1000: 31-12-87)	
Indice CAC 40	1.961,37 1.977,49

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

Industrielles	2.711,39	2.709,26
---------------------	----------	----------

LONDRES (Indices « Financial Times »)

Industrielles	1.862,2	Clos
Mines d'or	312,9	Clos
Fonds d'Etat	94,99	Clos

TOKYO

26 déc.	27 déc.	
Indice Dow Jones	38 631,3	38 581,3
Indice général	2.866,95	2.867,97

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
SE-U...	5,7790	5,7780	5,7780
SE-U...	4,9827	4,9914	4,9914
SE-U...	4,9827	4,9914	4,9914
SE-U...	3,6161	3,6211	3,6211
SE-U...	3,6211	3,6211	3,6211
SE-U...	16,2219	16,2219	16,2219
SE-U...	3,7819	3,7819	3,7819
SE-U...	4,5324	4,5324	4,5324
SE-U...	9,6104	9,6104	9,6104

TAUX DES EUROMONNAIES	SE-U...	SE-U...	SE-U...	SE-U...	SE-U...	SE-U...	SE-U...	SE-U...	SE-U...
SE-U...	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
SE-U...	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
SE-U...	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
SE-U...	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
SE-U...	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
SE-U...	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
SE-U...	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
SE-U...	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4
SE-U...	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4	3 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

BOURSE DU 2

VALEURS	Cours	Différence
Amis & Associés	378	0
Amis	141	0
B.C.F.	247 50	0
B. Demachy & Associés	576	0
Bois de France	193	0
B.C.M.	800	0
Breco	418	0
Breco Lyonnais	228 80	0
Châles de Lyon	880	0
Colson	721	0
Colson	888	0
C.D.M.E.	1880	0
C. Equip. Elec.	350	0
CEGEF	252 90	0
CEGEF	706	0
CHLM	201	0
Colson	271 60	0
Colson	1180	0
Colson	431	0
Colson	180	0
Colson	825	0
Colson	1170	0
Colson	520	0
Colson	187 30	0
Colson	185	0
Colson	14 85	0
Colson	222	0
Colson	350	0
Colson	303 10	0
Colson	910	0
Colson	280 20	0
Colson	139	0
Colson	300	0
Colson	1048	0
Colson	411 30	0
Colson	277	0

VALEURS	Cours	Différence
Amis & Associés	378	0
Amis	141	0
B.C.F.	247 50	0
B. Demachy & Associés	576	0
Bois de France	193	0
B.C.M.	800	0
Breco	418	0
Breco Lyonnais	228 80	0
Châles de Lyon	880	0
Colson	721	0
Colson	888	0
C.D.M.E.	1880	0
C. Equip. Elec.	350	0
CEGEF	252 90	0
CEGEF	706	0
CHLM	201	0
Colson	271 60	0
Colson	1180	0
Colson	431	0
Colson	180	0
Colson	825	0
Colson	1170	0
Colson	520	0
Colson	187 30	0
Colson	185	0
Colson	14 85	0
Colson	222	0
Colson	350	0

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 26 DECEMBRE

Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -
9770	C.M.E. 5% *	3520	3520	3500	- 0.62	9770	De Beers	380.50	380.50	377.20	- 0.12	9770	De Beers	380.50	380.50	377.20	- 0.12
9780	R.A.P. 4% *	1057	1057	1057	+ 0.10	9780	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12	9780	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12
9790	C.E.F.P. 1%	1210	1210	1210	...	9790	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12	9790	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12
9800	Châ. Louis T.P.	1007	1007	1007	...	9800	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12	9800	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12
9810	Thomson T.P.	1021	1021	1021	+ 1.04	9810	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12	9810	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12
9820	Accor	906	906	906	- 0.22	9820	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12	9820	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12
9830	Accor	906	906	906	- 0.22	9830	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12	9830	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12
9840	Accor	906	906	906	- 0.22	9840	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12	9840	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12
9850	Accor	906	906	906	- 0.22	9850	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12	9850	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12
9860	Accor	906	906	906	- 0.22	9860	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12	9860	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12
9870	Accor	906	906	906	- 0.22	9870	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12	9870	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12
9880	Accor	906	906	906	- 0.22	9880	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12	9880	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12
9890	Accor	906	906	906	- 0.22	9890	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12	9890	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12
9900	Accor	906	906	906	- 0.22	9900	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12	9900	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12
9910	Accor	906	906	906	- 0.22	9910	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12	9910	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12
9920	Accor	906	906	906	- 0.22	9920	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12	9920	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12
9930	Accor	906	906	906	- 0.22	9930	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12	9930	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12
9940	Accor	906	906	906	- 0.22	9940	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12	9940	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12
9950	Accor	906	906	906	- 0.22	9950	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12	9950	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12
9960	Accor	906	906	906	- 0.22	9960	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12	9960	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12
9970	Accor	906	906	906	- 0.22	9970	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12	9970	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12
9980	Accor	906	906	906	- 0.22	9980	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.12	9980	De Beers Bank	380.50	380.50	377.20	- 0.

Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations											
Imp. 9,90 % 77	121 96	5 232	Olus	Matheson Bell	...	78	Vies	...	174 50
Imp. 9,90 % 78	99 74	4 494	Champion (M)	157	158	Magnat (Indus)	...	170	Watersman S.A.
10,00 % 79/84	101 70	3 484	C.I.J. Finance, del	234	234	Magnat S.A.	...	119 80	Wolff, du Harco	...	214 20
13,25 % 80/80	100 80	7 478	C.I.J. Maritime	...	721	Machinas Port	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 1	2400	...	Machinas P&T	...	600			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 2	...	1089	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 3	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 4	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 5	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 6	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 7	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 8	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 9	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 10	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 11	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 12	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 13	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 14	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 15	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 16	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 17	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 18	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 19	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 20	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 21	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 22	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 23	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 24	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 25	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 26	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 27	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 28	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 29	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 30	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 31	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 32	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 33	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 34	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 35	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 36	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 37	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 38	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 39	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 40	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 41	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 42	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 43	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 44	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 45	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 46	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 47	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 48	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 49	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 50	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 51	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 52	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 53	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 54	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 55	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 56	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 57	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 58	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 59	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 60	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 61	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 62	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 63	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 64	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 65	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 66	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 67	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 68	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 69	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 70	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 71	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 72	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 73	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 74	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 75	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 76	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 77	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 78	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 79	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 80	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 81	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 82	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 83	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 84	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 85	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 86	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 87	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 88	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 89	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 90	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 91	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 92	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 93	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 94	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 95	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 96	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 97	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 98	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 99	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 100	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 101	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 102	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 103	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 104	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 105	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 106	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 107	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 108	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 109	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 110	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 111	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 112	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 113	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 114	...	1180	Machinas P&T	...	367			
16,50 % 82/80	100 22	16 701	Classe 115	...	1180	Machinas P&T	...	367		</	

SICAV (selection)[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLES	
	préc.	26/12	Achet	Vente
100 (100 p)	5 954	5 919	5 800	6 100
100 (100 p)	9 932	9 918		10 000
100 (100 p)	21 740	21 740	21 740	21 740
100 (100 p)	16 268	16 270	16 200	16 798
100 (100 p)	302 780	302 780	295 812	302 500
100 (100 p)	97 870	97 850		97 850
100 (100 p)	94 470	95 500	95 500	92 500
100 (100 p)	9 470	9 480	9 150	9 800
100 (100 p)	3 036	3 036	3 036	3 036
100 (100 p)	4 704	4 694	4 400	4 900
100 (100 p)	377 370	376 100	361	360
100 (100 p)	39 350	39 370	37	36
100 (100 p)	48 550	48 550		50 100
100 (100 p)	5 322	5 311	5 060	5 500
100 (100 p)	3 678	3 684	3 650	4 350
100 (100 p)	5 048	5 050	4 980	5 100
100 (100 p)	4 290	4 290	3 970	4 400

[illegible]

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 26 / 12
Or fin (en barre)	17800	17750
Or fin (en sauto)	17800	17800
Pièces françaises (20 fr)	461	460
Pièces françaises (10 fr)	308	308
Pièces francs (20 fr)	503	503
Pièces francs (20 fr)	447	447
Souverains	573	573
Pièces de 20 dollars	2800	2800
Pièces de 10 dollars	1520	1520
Pièces de 5 dollars	800	800
Pièces de 10 pesos	2325	2326
Pièces de 10 Reals	475	466
Or London	—	—
Or Zurich	—	—
Or Hongkong	—	—
Argent London	—	—

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - * : marché continu

La situation politique et économique en Roumanie

Après la Chine, la Corée du Nord reconnaît les nouveaux dirigeants

PEKIN
de notre correspondant

Après la Chine, la Corée du Nord, un des bastions du « stalinisme asiatique », a reconnu mercredi 27 décembre le nouveau gouvernement issu de l'insurrection roumaine. « Nous respectons le droit choisi par le peuple roumain », a déclaré un porte-parole du ministère des affaires étrangères de Pyongyang dans un texte diffusé par l'agence de presse officielle du régime de M. Kim Il-sung. Le porte-parole a assuré que la Corée du Nord ne développera pas les relations existantes entre les deux pays et s'est abstenue de toute critique envers l'exécution de Nicolae Ceausescu, précisant que les événements de Roumanie relevaient « d'une affaire intérieure ».

La Chine avait quant à elle annoncé mardi l'envoi d'une aide humanitaire spéciale à Bucarest, un geste hautement symbolique destiné à faire « oublier » le soutien inconditionnel fourni par Pékin au dictateur déchu jusqu'aux dernières heures de son règne. Ce geste est en lui-même révélateur de l'impact considérable que peut avoir l'insurrection roumaine sur la situation en Chine.

Selon certaines sources, une réunion informelle, non rendue publique, du bureau politique du Parti communiste chinois se serait tenue dimanche 24 décembre pour arrêter une stratégie face aux bouleversements survenus dans les pays européens, où Pékin ne compte plus un seul partenaire en accord avec ses choix. Des sources européennes ont été de réunions successives de la direction chinoise le mois dernier, au cours desquelles a été endossée une « recommandation » de M. Deng Xiaoping face à ces bouleversements : maintenir à tout prix des relations diplomatiques normales avec les nouveaux pouvoirs d'Europe de l'Est. En

visite au Koweït, le chef de l'Etat, M. Yang Shangkun, pourrait grandement de la thèse du « complot international » contre le socialisme, a fait connaître son accord pour cette politique tout en rappelant qu'à ses yeux les soulèvements est-européens avaient « des causes internes et externes ».

Remaniement gouvernemental

L'envoi d'une aide humanitaire à Bucarest peut-être interprété comme un point gagné, à la faveur de la recommandation de M. Deng, par les diplomates libéraux sur les idéologues doctrinaires. Les locaux du ministère des affaires étrangères à Pékin montraient ces jours-ci les signes d'une activité considérable, inhabituelle en cette période de l'année.

Un remaniement gouvernemental, annoncé mardi soir, a renforcé l'impression que l'insurrection roumaine a exacerbé les frictions entre clans opposés du régime chinois. Le sens de ce remaniement reste cependant mystérieux. L'un des plus puissants représentants de l'aile orthodoxe stalinienne, le vice-premier ministre M. Yao Yilin, a perdu son poste de ministre de la commission du plan qui lui assurait le contrôle de la recentralisation de l'économie. Officiellement, M. Yao est appelé à assister plus activement le premier ministre M. Li Peng dans son travail à la tête du gouvernement chinois.

C'est un technocrate aux convictions politiques incertaines, M. Zou Jiahua, ancien ministre de l'industrie mécanique et électronique, qui prend la direction du plan. M. Zou, Shanghaien âgé de soixante-trois ans, s'est rendu en France en mars dernier. Il passe pour être le gendre d'un des héros disparus de la République populaire, feu le maréchal Ye Jianying.

FRANÇOIS DERON

Un pays sans dettes... mais à quel prix !

Le directeur roumain déchu Nicolae Ceausescu avait fait sien le dicton : « Qui paie ses dettes s'enrichit ». Depuis 1983, la Roumanie remboursait à marche forcée sa dette extérieure.

Celle-ci avait culminé à 11 milliards de dollars en 1981, selon les estimations de la Banque mondiale, et à 12,5 milliards de dollars selon les chiffres officiels roumains, obligeant la Roumanie à un appel au secours humiliant - aux yeux du Conducator - lancé au Fonds monétaire international. Ayant suspendu tout nouvel emprunt depuis 1988, le régime roumain pouvait annoncer librement au début de 1989 que les 2 milliards de dollars de dette restante (2,7 milliards selon la Banque mondiale) seraient réglés dans l'année. Cela a probablement été fait. Mais à quel prix ?

Ce pays dont le produit intérieur brut dépasserait celui de la Grèce et serait deux fois plus élevé que celui de la Hongrie - à en croire les statistiques invérifiables qui fondent les estimations occidentales - est dans un état de profond délabrement économique. La plaine du bas Danube, l'une des plus fertiles du monde puisque là commence le tchernozem, cette terre noire qu'on trouve aussi en Ukraine, ne nourrit plus le peuple roumain.

Indépendance financière

D'abord à cause de l'inefficacité de l'agriculture collectivisée, ensuite parce que ce qui était malgré tout produit était systématiquement exporté pour obtenir des devises. Alors que la viande était sévèrement rationnée pour les Roumains, dans le cadre du programme dit d'« alimentation scientifique » - l'Etat incitant les citoyens à « manger léger » - elle était exportée, notamment vers l'Union soviétique pour une valeur de 160 millions de roubles en 1988 (environ 1 milliard de francs). La Roumanie a cessé depuis dix ans de publier des statistiques sur la consommation alimentaire.

L'appareil industriel est vieillissant, mal entretenu, d'après l'ensemble des témoignages, malgré des sommes importantes consacrées à l'investissement (dont une grande partie s'est perdue dans des opérations d'infrastructures aussi gigantesques qu'improductives, palais à Bucarest, « agro-villes » ou canal Danube-mer Noire). Les entreprises, qui bénéficiaient en théorie d'une certaine liberté pour l'emploi de leurs recettes en devises, ne peuvent en réalité pratiquement rien importer pour leur modernisation.

Les importations totales de la Roumanie ont été réduites de 12 milliards de dollars en 1980 à 14,4 milliards en 1988, selon les chiffres de la Banque mondiale, mais la réduction a été plus spectaculaire pour les importations en provenance des pays occidentaux, passées de 4 milliards en 1980 à 1,3 milliard en 1988.

Les exportations totales, au prix de graves privations pour la population roumaine, sont passées dans le même temps de 12 milliards de dollars à 15,7 milliards (vers l'Ouest, de 3,4 à 4 milliards de dollars). Le secteur pétrolier, qui avait permis dans les années 70 à la Roumanie d'être exportateur net d'hydrocarbures, est, avec l'épuisement des ressources, devenu dépendant d'importations de brut d'Irak ou d'Iran. Malgré des richesses naturelles non négligeables (charbon, lignite, pétrole...) la production d'énergie reste un des plus graves problèmes de l'économie roumaine.

La conséquence en est le rationnement, particulièrement cruel en hiver, de l'électricité, du chauffage, de l'essence.

Le « tout pour l'exportation » s'est traduit à partir de 1983 par un excédent croissant de la balance commerciale et de la balance courante (appuyé par la dévaluation de 3 milliards de dollars), qui permettait au régime de Ceausescu de vanter l'indépendance financière retrouvée.

S. Gh.

LIBAN : malgré des divergences

Manifestation d'unité dans le camp chrétien

BEYROUTH

de notre correspondant

Les Forces libanaises (milice chrétienne) ont célébré, mardi 26 décembre, leur « journée de résistance », sans que cela prime l'allure d'un défi au pouvoir du général Michel Aoun dans le réduit chrétien ni d'une épreuve de force avec lui, bien qu'elles soient parvenues à réunir des foules assez importantes, avoisinant les cent mille personnes.

Cela étant, la rivalité entre l'armée et la milice - plus particulièrement entre leurs deux chefs, le général Aoun et M. Samir Geagea - subsiste. Une réunion entre les deux hommes, dimanche, avait nettement désamorcé la tension latente, et la « journée de la résistance » s'est déroulée sous le même signe de l'unité des rangs chrétiens et dans une ambiance plutôt bon enfant.

M. Geagea a insisté dans son discours sur cette unité, appelant à une réunion élargie des dirigeants du réduit chrétien, et sur la nécessité de restructurer les institutions

libanaises dans le sens d'une décentralisation - ce qui revient à dire : d'une autonomie - des régions, c'est-à-dire des communautés.

Le général Aoun a, de son côté, insisté, dans ses discours du jour, il en prononce quasi quotidiennement devant les manifestants qui, depuis un mois, affluent au palais de Baabda où il est installé - sur l'unité des rangs, affirmant : « Tout conflit, en pleine bataille de survie, est prohibé ».

Si, à l'intérieur du réduit chrétien, la situation s'est apaisée, il n'en est pas de même entre les chiites. Les combats Amal-Hezbollah continuent de faire rage, et en sont à leur cinquième jour. Les victimes dépassent déjà 40 morts et 150 blessés. Bien qu'Amal le nie, le Hezbollah paraît gagner du terrain, comme il l'avait fait récemment. D'abord dans la Bekaa puis dans le secteur musulman de Beyrouth. Les Israéliens sont intervenus dans ces régions, mais ignorant, du moins pour l'instant, le conflit entre chiites et la poussée du Hezbollah, se sont concentrés sur les communistes, lançant deux raids aériens contre des bases du PC dans la Bekaa et au sud, qui ont fait 10 morts et 15 blessés.

LUCIEN GEORGE

Journée de violences dans les territoires occupés

Les territoires occupés ont vécu, mardi 26 décembre, une journée de violences qui a vu la mort d'un jeune Palestinien, tué par l'armée israélienne en Cisjordanie, tandis que cinq autres étaient blessés dans la bande de Gaza et qu'un sixième, accusé de « collaboration », était également blessé par balles.

D'autre part, un autobus israélien transportant des ouvriers palestiniens de Cisjordanie a été incendié par de jeunes Palestiniens masqués et armés de laches, près de la ville de Jérusalem. Les assaillants ont obligé le conducteur à stopper et ont laissé partir les occupants du car avant de mettre le feu au véhicule. Cette attaque n'a, toutefois, pas fait de victime. - (AFP.)

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Roumanie

« Cette liberté qu'il nous faut apprendre », par Tudor Eliad ;
« Le glas du stalinisme », par Michel Dion ;
« L'avancée du bien », par Petru Dumitriu 2

La situation

en Roumanie après l'exécution de Nicolae et d'Elena Ceausescu

..... 3 à 7

Les suites

de l'intervention américaine au Panama

Washington recherche un compromis avec le Vatican sur le sort du général Noriega 8

Epidémie

de méningite

Après la mort de deux lycéens à Montargis (Loiret), six cents familles sont traitées à titre préventif 9

La mort

de Samuel Beckett

« Oh finir. N'importe comment, n'importe où. » 10

Le « Printemps d'Israël » au Louvre

Sous la Pyramide, la musique a trouvé une place de choix 10

Mortel simulacre

« Les Bonnes » de Jean Genet 10

Le chômage

en novembre

Légère baisse de 0,1 % 13

L'économie

japonaise

Hausse des taux d'intérêt pour freiner la baisse du yen 13

Affaires

L'urgence de la classe moyenne en Inde 14

Paris-Ile-de-France

« Un audit dans une maison de retraite du Val-de-Marne » Le prix des terrains rend presque impossible la construction de logements sociaux dans la capitale et la proche banlieue 17

SECTION B

ARTS • SPECTACLES

Le centenaire

d'Abel Gance

à la Cinémathèque

Portrait d'un visionnaire sans influence 22 et 23

Les meilleurs films pour les enfants 25

Les grands concerts classiques de l'année 28

Services

Abonnements 15
Annonces classées 16
Automobile 11
Cartes 11
Météorologie 12
Mots croisés 11
Radio-télévision 12

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
du 27 décembre 1989
a été tiré à 539 414 exemplaires.

PICARD ÉDITEUR

82, rue Bonaparte, 75006 Paris

Germaine Meyer-Nobel

L'EX-LIBRIS

HISTOIRE - ART - TECHNIQUES

L'EX-LIBRIS

Un volume

21 x 27

264 pages

350 illustrations

dont 30 en couleurs

Prix de lancement

jusqu'au 31-7-1989

370 F

cote : 450 F

Jean-Jacques Hatt

MYTHES ET DIEUX DE LA GAULE

I. LES DIVINITÉS MASCULINES

Un volume

24 x 28

280 pages

350 illustrations

Prix de lancement

jusqu'au 31-7-1989

480 F

cote : 580 F

Yann Le Bozec

L'ARMÉE ROMAINE

SOUS LE HAUT EMPIRE

Un volume

17 x 24

256 pages

40 plans hors-texte

Prix de lancement

jusqu'au 31-7-1989

280 F

cote : 290 F

BULGARIE : le PC accepte

une table ronde avec l'opposition.

Le bureau politique du PC bulgare

a accepté, mardi 26 décembre, de

tenir une table ronde avec l'Union

des forces démocratiques, qui

regroupe les principaux mouve-

ments indépendants sur les princi-

paux problèmes auxquels doit faire

face le pays. Cette décision fait

suite à l'appel lancé par le syndicat

indépendant Rodinka pour une

grève d'avertissement de deux

heures, mercredi, et une grève poli-

tique générale jeudi, afin d'exiger

des « changements démocratiques

immédiats ». - (AFP.)

AFGHANISTAN. Roquettes

sur Kaboul. - Huit personnes au

moins ont été tuées et six autres

blessées par trente roquettes tirées,

mardi 26 décembre, sur Kaboul

par la résistance, et trente moudja-

hidines tués dans l'opération de

représailles qui s'est ensuivie, a

annoncé Radio-Kaboul. - (AFP.)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 27 décembre

Baisse

Déprimée par la hausse des taux

d'intérêt, la Bourse de Paris baisse

mercredi matin. Le mouvement

tend cependant à se ralentir. En

recul de 0,45 % à l'ouverture,

l'indice CAC-40 s'enregistre plus

à 11 heures qu'une perte de 0,27 %.

Recul de SFIM, Sagem, SAT,

Fives, Stigot, CGIP, Métaleurop,

Groupe de la Cité.

Hausse d'Avions Dassault,

Luchaire, Midland, Salomon,

Labinal, Docks de France.

20 à 50 %
SOLDESJean Thiot
CHAUSSEURFEMME du 31 au 45
HOMME du 36 au 5017 Rue du Louvre - 75001 (Par CHATELET - M^{rs} LES HALLES)82 Bd. Haussmann - 75008 (M^{rs} ST LAZARE)97 Rue d'Alsia - 75014 (M^{rs} ALESIA)

Soldes exclusivement dans les magasins.

MODE,
LA SOLUTION
"IDEALE"
EXISTE !

Vous appréciez la Mode, mais vous exigez

la qualité + la création + les prix.

RODIN vous les offre sur des quantités

époustouflantes de tissus, présentés

dans ses immenses magasins. Une variété

prodigieuse, l'abondance des couleurs,

la plénitude des fantaisies, et toujours

les prix des prix qui permettent

vraiment d'acheter "démocratiquement".

Chez RODIN, depuis 30 F le mètre.

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

SCIENCE & VIE

ECONOMIE
MAGAZINEQUI
POSSÈDE
PARIS ?

Paris ne brûle pas, il flambe.
Particuliers, assureurs et investisseurs étrangers
achètent toujours plus cher
logements et bureaux parisiens.
Qui sont donc
les actuels propriétaires de la capitale ?

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

- DOSSIER : L'Europe des transports aériens.
- EXPORTATION : Les astuces de la compensation.
- SERVICES PUBLICS : Condamnés à être efficaces.

S & V ÉCONOMIE MAGAZINE
COMPRENDRE POUR AGIR

ARTS • SPECTACLES



LE CENTENAIRE D'UN VISIONNAIRE DU CINÉMA

Abel Gance, vampire solaire

Sur le triple écran immérité de notre oubliuse mémoire, un homme aux cheveux très blancs montre un visage inoubliable. Il aurait cent ans aujourd'hui, nous dit-on ; qui s'en souvient, qui s'en soucie ? Peu de gens, en tout cas pas assez, même si la Cinémathèque française lui rend hommage.

Abel Gance, le lumineux maudit, nous entraîne malgré nous dans « une tempête d'images », c'est ainsi que Chaplin qualifiait son *Napoléon*. « Toutes les images de Gance sont habitées, chaque centimètre de l'écran est comme radioactif », confirme Nelly Kaplan qui travailla à ses côtés. Et c'est vrai que ce

mystère fulgurant nous est immédiatement perceptible. Au hasard d'une rare projection d'une de ses œuvres, au détour d'une séquence d'un film de montage où quelques extraits de son art visionnaire sont prisonniers, le génie de Gance s'impose et étonne par sa hardiesse et sa modernité.

Enterré vivant dans sa légende, celui qui a tant inventé et qui s'est laissé emporter par le souffle meurtrier de sa propre épopée, mérite de sortir du Panthéon où on l'a trop vite statufié. Il faut le regarder à nouveau et l'entendre quand il disait : « La réa-

lité est insuffisante. Cervantès dit à Sancho à travers *Don Quichotte*, cette phrase admirable : « Voilà la vie, mon ami, hélas ! Avec cette différence qu'elle ne vaut pas celle que nous voyons au théâtre. » Quelle plus sublimine défense de l'Art en général et du nôtre en particulier ? Comme le reflet du feu dans un cuivre est plus beau que le feu, l'image d'une montagne plus belle dans une glace, l'image de la vie est plus belle à l'écran que la vie elle-même. » Gance le centenaire est jeune à tout jamais. (Lire pages 22 et 23.)

DANIELE HEYMANN

THÉÂTRE

26

Jeunesse d'un prince à Florence



MARC ENGELERAND

Sur la scène de la Comédie-Française, un jeune acteur d'exception fait ses premiers pas de pensionnaire : Redjep Mitrovitsa est Lorenzo de Médicis, le plus passionnant des héros de Musset, aux côtés de Richard Fontana et de Jean-Luc Boutté, en grande forme. La mise en scène est de Georges Lavandant, décidément inspiré en cette année qui s'achève.

ARTS

27

David, du Louvre à Versailles



David, « un composé singulier de réalisme et d'idéal », selon Delacroix ? Certainement, mais la définition vaut sans doute aussi pour tout opportuniste, qu'il s'agisse de traverser les événements politiques ou les écoles de peinture. Côté peinture, le réalisme se cherche dans l'Assommoir supposé peint en 1794 lors du séjour en prison de David, tandis que l'idéal se trouvait alors dans le *Sacre de Napoléon*. Côté politique, en revanche, c'est très probablement moins clair... Pour trancher, on peut se rendre au Louvre et à Versailles.

MUSIQUES

28

Un seul être vous manque...



OLIVIER BUNAGHAN

Lorsque le clarinettiste Pascal Moragues prend un solo, le public de l'Orchestre de Paris retient son souffle : sa justesse impeccable, son élégance, l'intensité de ses phrases sont d'un musicien d'exception qui ne tire jamais la couverture à lui. Les 25 et 26 avril prochains, Semyon Bychkov l'accompagne dans l'orchestration par Luciano Berio de l'*Opus 120* de Brahms. L'un des concerts attendus de la saison (voir notre sélection en dernière page).

ROBIN

ECONOM

QUI
POSSE
PARIS

SAV ECONOM

A LA CINÉMATHEQUE

sans influence

son « désordre fabriqué », de sa tendance à « substituer le détail au fond », de cette « sensibilité déviée qui remplace parfois la sincère intensité humaine ou lyrique ». Qu'importe, le public suit. *La Roue* (1921), dont il existe autant de versions que de copies, fourmille de trouvailles techniques et esthétiques. La maîtrise du montage parallèle est portée ici au paroxysme. C'est un énorme succès.

Ainsi Abel Gance pourrât-il se lancer dans l'épopée de son *Napoléon*. « Je l'ai filmé parce qu'il était un paroxysme dans une époque qui était elle-même un paroxysme dans le temps », dira-t-il. En 1926, il exige des caméras toutes les proesses qu'elles n'accomplissent pas encore toutes en 1989. Qu'elles marchent avec l'homme, courent avec le cheval, glissent avec le traineau, se noient dans la tempête, montent, descendent, virevoltent, culbutent. Il multiplie les surimpressions, jusqu'à seize sur un négatif, il utilise la vision simultanée de plusieurs images, quatre, puis neuf, puis douze dans l'extraordinaire séquence de la bataille de polochons du dortoir de Brienne, et surtout invente la polyvision : trois appareils de prise de vues, trois appareils de projection, un triple écran. Le Cinéma n'est pas autre chose.

Gance, qui a connu le chômage — entre 1945 et 1953, il ne tourne pas un seul film, — n'est pas mort dans la misère comme on a pu le dire. Il menait une vie retirée, démunie de tout luxe, dans un semi-oubli. Légende aussi que ses difficultés seraient dues à ce qu'il dépassait les délais de tournage de façon extravagante ou mettait en pièces les budgets les plus solides.



Yvy Close
et Gervin Muro
dans *la Roue*



COLL. NELLY KAPLAN

Pendant une pause du tournage de *Mater Dolorosa*, Abel Gance (à droite) s'amuse à pasticher le *Déjeuner de bébé* en compagnie de Maman (Emily Lynn) et de bébé (Firmen Génier). Avant de tourner dans ses propres films, Abel Gance a beaucoup joué au théâtre, notamment à Bruxelles. Un répertoire classique, jusqu'au *Chantecor de Rostand*. Il fut aussi Molière jeune dans un film de Léonce Perrat. Il portait une vénération à Sarah Bernhardt. Aussi lui avait-il proposé une pièce de sa composition, *la Victoire de Samothrace*. Le texte fut accepté. La guerre de 1914 l'empêcha d'être monté. Sa carrière de comédien n'a pas été étourdissante, mais on n'oublie pas sa composition en Saint-Just dans *Napoléon*.

Le sacre d'Abel

- Mercredi 27 décembre : *le Roman d'un jeune homme pauvre* (1935).
 - Jeudi 28 décembre : *Lucrèce Borgia* (1935).
 - Vendredi 29 décembre : *Un grand amour de Beethoven* (1936).
 - Samedi 30 décembre : *Jérôme Parrisat héros des barricades* (1936).
 - Dimanche 31 décembre : *le Voleur de femmes* (1938) et *J'accuse* (1938).
 - Mardi 2 janvier : *Louise* (1938).
 - Mercredi 3 janvier : *Paradis perdu* (1939).
 - Jeudi 4 janvier : *la Vénus aveugle* (1940).
 - Vendredi 5 janvier : *le Capitaine Fracasse* (1942).
 - Samedi 6 janvier : *la Tour de Nesle* (1954).
 - Dimanche 7 janvier : *Austerlitz* (1960).
 - Mercredi 10 janvier : *Cyrano et d'Artagnan* (1963).
 - Samedi 13 janvier : *Marie Tudor* (film de télévision, sous réserve).
- Le Cinéma du Palais de Chaillot, avenue Albert-de-Mun. Tél. : 47-04-24-24. Une exposition consacrée à Abel Gance est organisée pendant toute la durée des projections.

Gance a fait gagner beaucoup d'argent à ses producteurs et a connu d'immenses succès commerciaux avec ses premiers films, avec *la Dixième Symphonie*, *la Roue* et *Napoléon*. Ainsi qu'avec ses films dits « commerciaux » des années 30.

Napoléon, il a commencé à travailler en 1922. La première projection du film a eu lieu en avril 1927, à l'Opéra, et fut suivie de quinze minutes d'ovation ininterrompue. Mais son chef-d'œuvre l'a épuisé. Comme persuadé qu'il ne pourrait jamais plus atteindre ce sommet, on pourrait croire qu'il met son génie en veilleuse et n'utilise plus les années suivantes que son talent. Avec des films comme *la Dame aux camélias* (1934), *le Maître de forges* (1933)... jusqu'à *Un grand amour de Beethoven* (1936) et *J'accuse* (1938), qui sont de nouveau des œuvres plus personnelles. Voilà, il était rentré dans le rang. Tout en continuant, bien entendu, à nourrir des projets qu'il n'arrive pas à réaliser.

La guerre arrive. Il est dénoncé comme juif. Le temps qu'il fasse la preuve du contraire, pensant naïvement arranger ses problèmes — c'était un piètre stratège — il dédie un film (*la Vénus aveugle*, un mélo effrayant avec Viviane Romance) au maréchal Pétain. Les Allemands lui proposent aussitôt de venir tourner en Allemagne. Là, heureusement, Gance réagit et quitte la France pour se réfugier en Espagne, où il entreprend un film sur la tauromachie avec Manolete. Un sujet comme il les aimait, où la mort est au rendez-vous. Thanatos est toujours là dans ses films. Gance aimait cependant citer la phrase de Nietzsche : « Là où il y a des tombeaux, il y aura des résurrections. » *Manolete* n'a jamais été achevé et la pellicule s'est perdue.

Dans certains films de Gance, le scénario a vieilli, jamais l'image. Pas plus celle de *la Roue* (1921) que celle de *Cyrano et d'Artagnan* (1964), son dernier film, complètement massacré au montage par les producteurs. En a-t-il été bouleversé ? Sans doute. Mais il y a chez lui, bizarrement, une certaine jouissance à être maltraité. Comme une confirmation du bien-fondé de sa misanthropie. Il aimait citer Molière : « Il faut avoir beaucoup aimé les hommes pour devenir misanthrope. »

Au panthéon du cinéma, Gance est-il aujourd'hui à sa place ? Je ne sais pas. Il ressemble, pour moi, à la comète de Halley. Cette étoile filante qui, lorsqu'elle revient, annonce de grands événements, éblouit un moment et puis repart. Abel Gance a été freiné dans sa fureur créatrice parce que l'industrie du cinéma a prétendu à un certain moment qu'il avait tort, que ce n'est pas de cette façon qu'il fallait faire des films. Le grand retour de la comète Gance se situe quand *Napoléon* est ressorti en Europe et aux Etats-Unis. Je me souviens avoir vu la version Coppola à Los Angeles. Ce fut un triomphe. J'ai raconté la soirée à Gance, le public debout, les dix minutes d'applaudissements. Il m'a simplement répondu : « Trop tard, ma petite Nelly. » Comme s'il refusait de son vivant sa possible gloire posthume. Mais tout de même... C'est le même homme qui encourageait ses opérateurs à le filmer en train de travailler. Il avait la coquetterie de vous faire comprendre qu'il était le plus grand, mais qu'il n'était pas reconnu.

Que reste-t-il de Gance pour le grand public ? Trois films que l'on peut voir sans trop de difficulté. Le reste est invisible. Alors qu'en Union soviétique les étudiants en cinéma apprennent les secrets du montage en se penchant sur celui de *la Roue*, le centenaire de sa naissance a été terriblement occulté. A part cet hommage de la Cinéma-thèque, rien. Est-il admissible qu'un cycle Gance ne soit programmé par aucune chaîne de télévision ? D'obscures pressions ont fait échouer une rétrospective envisagée par FR3.

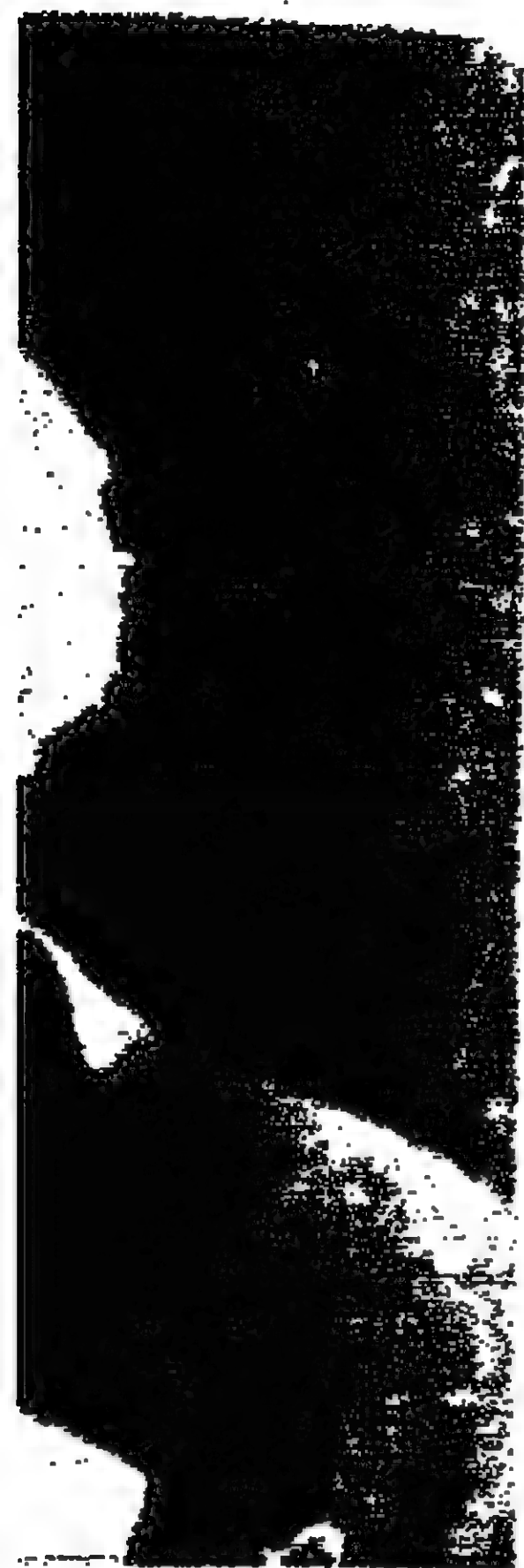
Gance est peut-être un symbole du cinéma tout entier : des moyens inouïs, l'obsession permanente d'inventer. En même temps, un art menacé, fragile. Né avec le cinéma, il a vécu une partie de sa vie en symbiose totale avec l'industrie comme avec le public. Le temps passant, il est devenu une sorte de Martien. Dans un de ses carnets, j'ai retrouvé cette phrase que je cite de mémoire : « Je sais que je porte en moi le génie d'Eschyle et de Dante. Mais qu'est-ce qui fait que je me regarde moi-même avec un sourire, en train de perdre mon temps ? »

Propos recueillis par
DANIEL HEYMANN et EMMANUEL DE ROUX



Avec Johnny
Halley, à
Carcassonne, en
1963.

LE VENTENAR D'ABEL GANCE
l'un visionnaire



Le ventenar d'Abel Gance, l'un visionnaire. Abel Gance, un des plus grands cinéastes français, est né le 24 avril 1890 à Paris. Il a commencé à travailler en 1922. Sa première projection du film a eu lieu en avril 1927, à l'Opéra, et fut suivie de quinze minutes d'ovation ininterrompue. Mais son chef-d'œuvre l'a épuisé. Comme persuadé qu'il ne pourrait jamais plus atteindre ce sommet, on pourrait croire qu'il met son génie en veilleuse et n'utilise plus les années suivantes que son talent. Avec des films comme *la Dame aux camélias* (1934), *le Maître de forges* (1933)... jusqu'à *Un grand amour de Beethoven* (1936) et *J'accuse* (1938), qui sont de nouveau des œuvres plus personnelles. Voilà, il était rentré dans le rang. Tout en continuant, bien entendu, à nourrir des projets qu'il n'arrive pas à réaliser.



CINÉMA

SÉLECTION PARIS

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

Bondini

de Dominique Deruddere, avec Josée Borge, Grégoire Goff, Fayo Duvivier, Michel Bacci, Daniel Wilson, Alex Vincent. Franco-belgo-italo-américain (1 h 40).

Le jeune Arturo Bondini se confronte aux choses de la vie, les bonnes et surtout les mauvaises. Illusions perdues, grandes espérances de l'amour, souffrances devant l'irréductible de la mort. Mélodrame discret.

VO : Forum Horizon, handicapé, 1^{er} (45-08-57-57) ; Pathé Hauteville, handicapé, 8^e (46-33-79-38) ; George V, 9^e (46-42-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (45-58-82-82) ; La Bastille, handicapé, 1^{er} (43-07-48-50) ; Sept Parvenues, 14^e (43-20-32-20).

VF : Pathé Française, 9^e (47-70-33-88) ; Fanny, 13^e (43-31-58-88) ; Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-06) ; Images, 18^e (46-22-47-94).

Boris Godounov

d'André Zolovskiy, avec Ruggiero Romano, Kenneth Riegel, le National Symphony Orchestra dirigé par Matias Rostropovich. Franco-espagno-yougoslave (1 h 55).

Mousorgski assiste à la première représentation de son opéra *Boris Godounov*, bousculé par la caméra convulsive de Zolovskiy qui mêle sa réflexion sur l'histoire d'un tyran et sur l'opéra filmé. Iconoclaste et flamboyant.

VO : Vidéo Opéra, 1^{er} (47-42-97-52) ; Cité Beaubourg, handicapé, 3^e (42-71-52-38) ; U.G.C. Denzou, 4^e (42-25-10-30) ; U.G.C. Rotonde, 6^e (46-74-54-84) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapé, 1^{er} (45-82-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (46-75-79-78).

Délit de fuite

de Yuri Mamin, avec Andrei Kozlovskiy, Sergueï Dostov, Janna Karimova, Victor Mikhalov, Anzori Kalmykov. Soviétique (1 h 40).

(Voir notre photo légendée.)

El Verdugo

de Luis García Berlanga, avec Nino Manfredi, Emma Penella, José Isbert, José Luis López Vázquez, Alfredo Landa. Espagnol, noir et blanc (1 h 28).

Le citoyen moyen espagnol pendant l'ère franquiste. Début de la société de consommation. Éternelle corruption. Si ce brave homme veut louer l'appartement de ses rêves, il doit prendre la fonction de bourreau. Le comique est noir, la satire, violente.

VO : Luthia, 4^e (42-78-47-98).

L'homme qui voulait savoir

de George Shizoo, avec Bernard-Pierre Donnadieu, Gene Bervin, Johannes Ter Steege, Owen Euland, Franco-Rossini (1 h 46).

Une femme disparaît, son mari veut la retrouver. Il rencontre un étrange personnage qui joue sur ses nerfs, joue avec lui un jeu du chat et de la souris assez pervers. Tout tient sur l'ambiance et l'ambiance tient sur l'interprétation des comédiens.

Forum Orient Express, handicapé, 1^{er} (42-33-42-28) ; Pathé Hauteville, 8^e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (45-58-82-82) ; Pathé Française, 9^e (47-70-33-88) ; Sept Parvenues, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Cinéma, 18^e (46-22-46-01).

Joyeux Noël, bonne année

de Luigi Comencini, avec Michel Serrault, Virna Lisi, Conchita Ferrer, Paolo Bonolis. Franco-italien (1 h 40).

Michel Serrault et Virna Lisi, mariés depuis quarante ans, sont obligés d'aller vivre chacun chez un de leur enfant. La séparation leur fait retrouver la passion, la jalousie, mais non pas leur jeunesse. Et la morale de cette comédie est bien amère.

Forum Orient Express, handicapé, 1^{er} (42-33-42-28) ; Pathé Hauteville, 8^e (46-33-79-38) ; La Pagoda, 7^e (47-05-12-15) ; George V, 9^e (46-42-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (45-58-82-82) ; Saint-Lazare-Paquier, handicapé, 8^e (43-87-35-43) ; Pathé Française, 9^e (47-70-33-88) ; Fanny, 13^e (43-31-58-88) ; Gaumont Aldia, handicapé, 14^e (43-27-34-50) ; Sept Parvenues, 14^e (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15^e (46-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15^e (46-44-25-02) ; Images, 18^e (46-22-47-94) ; La Gambetta, 20^e (46-36-10-98).

Le Voleur de savonnettes

de Maurizio Nichetti, avec Maurizio Nichetti, Caterina Sylos Labini, Federico Rizzo, Matteo Angelini, Renato Scarpa, Heidi Konrad. Italien, noir et blanc et couleurs (1 h 33).

Une superbe création venue d'une pub télévisée intervient dans le feuilleton préféré d'une famille assez loufoque. Non-sens et burlesque volubiles à l'italienne.

VO : Gaumont Les Halles, handicapé, 1^{er} (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-53) ; Racine Odéon, 6^e (42-28-19-88) ; Les Trois Batons, 8^e (46-61-10-80) ; Bienville



Une ville en URSS. Dans cette ville, des immeubles qui se dégingent. Dans cet immeuble, quelques locataires complètement fous. Leurs histoires s'entrecroisent et se chevauchent. *Délit de fuite* est une fable burlesque sur la vie quotidienne en pleine perestroïka. Cosmos (45-44-28-80), le Triomphe (45-62-45-76), 14 Juillet Paroisse (45-20-23-20).



Montparnasse, 15^e (45-44-25-02).

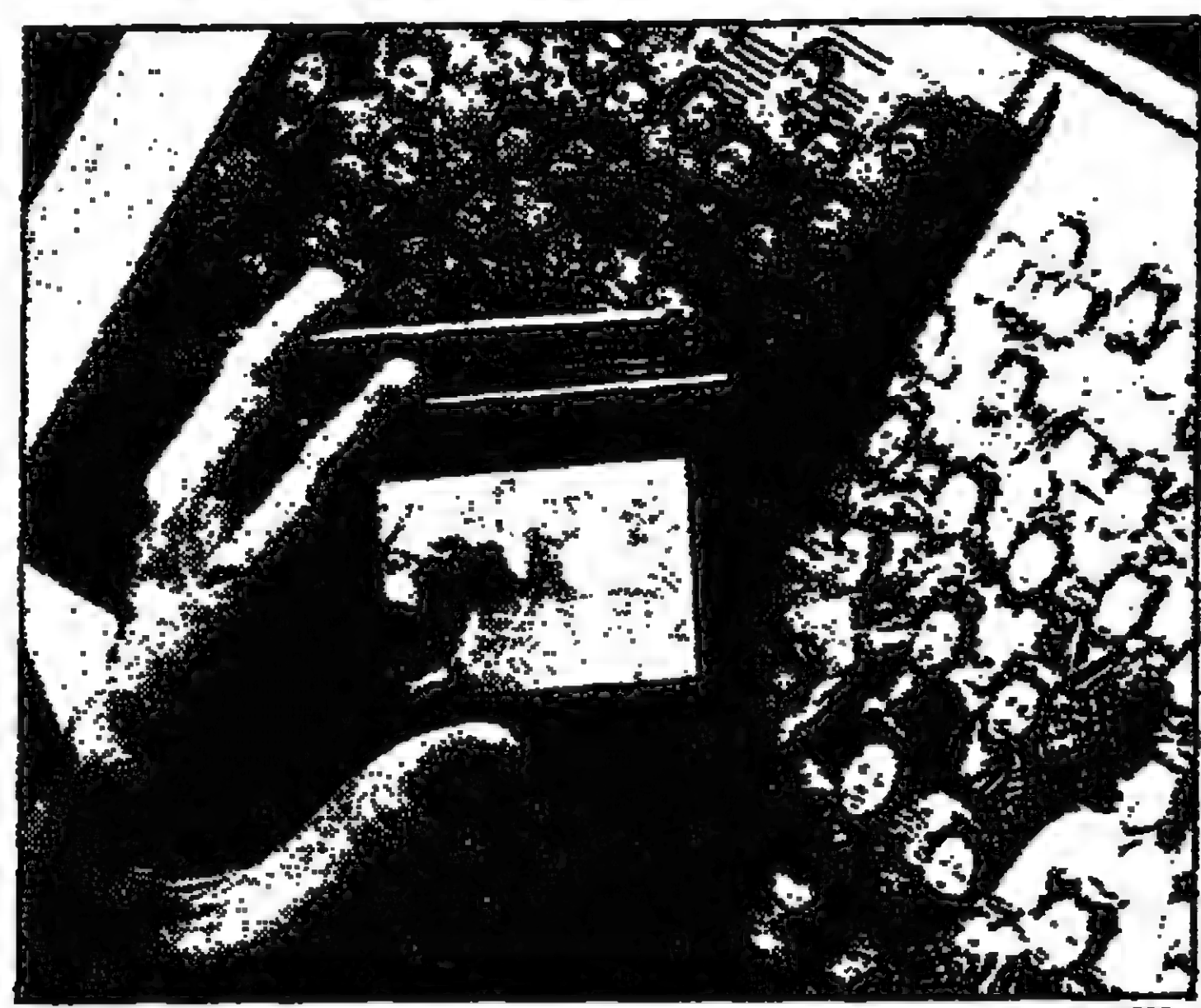
La sélection cinéma a été établie par Colette Godard.

Les ailes de la mode

Un cinéaste européen qui a fait de Tokyo sa résidence secondaire : Wim Wenders. Un créateur de mode japonais qui a sa maison à Paris : Yohji Yamamoto. Le Centre Georges-Pompidou les a réunis.

L'impression de ne pas dérangé.

L'errance a du charme, elle a la couleur des larmes et de la fatigue, des rencontres d'aéroports ou de couloirs. Pourtant, tant de va-et-



Résultat : Carnet de notes sur vêtements et villes.

Ennemi de la symétrie et des talons hauts, Yohji Yamamoto trouve sa rigueur dans une logique qui n'est pas celle de la séduction, ni celle de « l'anti-mode ». Il dit : « Je respecte les femmes, je présente des vêtements pour leur demander « Pute-je vous aider ? » Séduit par son personnage, Wim Wenders tente de se rapprocher de lui avec l'enthousiasme sincère d'un voyeur qui joue au complice. De là cette succession un peu décousue (carnet de notes oblige) d'images documentaires, pédagogiques, et d'autres plus fabriques, plus nerveuses, obtenues avec une caméra vidéo, un instrument « sans gêne », avec lequel il a

viens, de manipulations électroniques brouillant un peu la vue. Le fil se perd tout seul. Surtout lorsque le trame se confond avec le décor, les sophistiqués formelles. L'univers de Yohji Yamamoto s'élargit, se troue, se déforme, servant parfois de prétexte aux interrogations existentielles, aux métaphores de professeur de cinéma. Comme si, à chaque fois qu'un intellectuel s'attaquait à la mode, il lui fallait absolument prouver qu'elle est vraiment, mais vraiment, très intelligente.

LAURENCE BENAÏM

* Carnet de notes sur vêtements et villes, de Wim Wenders. Gaumont Les Halles (40-28-12-12), Gaumont Ambassade (43-58-19-08), Gaumont Paroisse 96 (43-35-30-40).

ANDRZEJ ZULAWSKI
DYNAMITE BORIS

EXPLOSIF. Revu et corrigé par le Polonais Andrzej Zulawski, le russissime *Boris Godounov* devient un film frénétique et iconoclaste. Rostropovitch, qui dirige la bande-son, crie au sacrilège.

NOSTALGIQUE. Années baroques, années laser, années vidéo, années filmopéra, les *Golden Eighties* ne seront bientôt plus qu'un souvenir. Que restera-t-il de nos amours ?

VOYAGEUR. Dynamisé par son chef Jean-Claude Casadesu, l'Orchestre national de Lille va jouer Beethoven et Boulez à qui on ne les a jamais entendus. Une enquête.

MYSTÉRIEUX. Découvert à l'Ouest à quarante ans passés, reconnu comme un des grands pianistes de notre temps, Lazar Berman revient en France après une longue absence. Une interview.

Et aussi Stephen Hough, le nouveau virtuose du piano ; la correspondance secrète Beethoven-Naparte, par Baptiste-Marrey ; Godowsky, le pianiste des pianistes ; Gil Shaham l'espoir du violon, les disques et les livres du mois, etc.



Le Monde de la Musique
28 F chez votre marchand
de journaux.

UNE PUBLICATION LOFT

GALERIE DENISE RENÉ

196, bd Saint-Germain, Paris 7^e - Tél.: 42 22 77 57

Première exposition en France de l'artiste soviétique

YOURI JELTOV

Jusqu'au 23 janvier 1990

GALERIE ARIEL

140, bd Haussmann, Paris 8^e

GEMIGNANI

jusqu'au 17 janvier

HELTOV

ARTS



Collectionneuse d'images, truqueuse de photographies, Annette Messager joue parfois à la sorcière, pour jouer à faire peur ou exorciser ses propres peurs, comme avec ces « Chimères » de 1982-1983. Le musée de Grenoble présente la première rétrospective de son œuvre.

SÉLECTION PARIS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

David (1748-1825)

Cette exposition est la célébration du Bicentenaire. Introduit en France du néoclassicisme, le peintre célèbre les grandes heures de la Révolution et siège à la Convention avant de devenir le peintre officiel de l'Empire. La taille de certaines de ses œuvres n'a pas permis de les réunir dans un seul lieu. Les amateurs devront donc faire le voyage du Louvre à Versailles.

Musée du Louvre, galerie et salle Mollien. Entrée par la Pyramide, direction Danon, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-63-17. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 17 h 45. Hors-temps des collections à 17 h 15. Nouveaux le mercredi et un lundi sur deux. Les 31-12 et 1^{er} janvier jusqu'à 18 h 45. Jusqu'au 12 février 1990. 36 F (prix d'entrée du musée).

Jean Dubuffet, souvenirs du Sahara (1947-1949)

Peintures, gouaches, dessins et écrits en souvenir de trois séjours effectués au Sahara entre 1947 et 1949. L'exposition est organisée en l'honneur de la récente donation Waddington à la Fondation Dubuffet.

Fondation Jean Dubuffet, 137, rue de Sèvres, Paris, 6^e. Tél : 47-34-12-03. Tous les jours sauf mardi et dimanche de 14 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1990.

Eros grec, amour des dieux et des hommes

Les dieux de la Grèce antique n'étaient pas vraiment, en matière d'amour, des anges, bien que Eros puisse porter des ailes. Voir en particulier ce qui se passe sur les vases à fond noir et à fond rouge dans l'exposition du Grand Palais.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Chateaubriand, pl. Clemenceau, av. Gai-Etienne, Paris, 8^e. Tél : 42-88-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 h à 20 h. Nouveaux le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 5 février 1990. 28 F.

Kupka ou l'invention d'une abstraction

Une grande rétrospective. Complète, grâce aux prêts

de la Galerie nationale de Prague, elle permet de découvrir d'étranges œuvres symboliques et de mesurer toute la complexité de la démarche du peintre, l'un des grands pionniers de l'abstraction. C'est d'ailleurs sur le passage de Kupka à une peinture de la non-représentation que l'accent est mis.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 18^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées le jeudi à 12 h 30, le samedi à 14 h 30. Jusqu'au 25 février 1990. 15 F.

L'art conceptuel, une perspective

L'exposition tente pour la première fois de donner une vue d'ensemble des démarches conceptuelles de la fin des années 60 et du début des années 70. En présentant des travaux d'artistes effectivement qualifiés de « conceptuels », tels Robert Barry, Joseph Kosuth, Lawrence Weiner, On Kawara, mais pas seulement : Broodthaers, Buren, Haacke sont aussi au programme.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris, 18^e. Tél : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées les jeudis à 15 h et les dimanches 14 janv., 4 fév., à 11 h. Jusqu'au 18 février 1990. 15 F.

Le crayon qui parle

Soit les écrits de Picasso pour le théâtre, pour les amis, pour lui-même. Le dessinateur écrit, l'écrivain dessine. Mots et images s'interpénètrent. Partout la vie.

Musée Picasso, hôtel Salé - 5, rue de Thorigny, Paris, 3^e. Tél : 42-71-26-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 15 à 17 h 15, mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 29 janvier 1990. 28 F (prix d'entrée du musée).

Léonard de Vinci - les études de draperie

Rares et précieuses, réunies pour la première fois, les

études sur toile de lin, où le jeune Léonard s'exerce à rendre vrais des tissus drapant des figures. Un choix de dessins florentins portant sur le même thème complète cet ensemble qui inaugure la nouvelle salle d'arts graphiques du Louvre.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris, 1^{er}. Tél : 40-20-61-61. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h. Hors-temps des collections à 21 h 15. Les 31-12 et 1-01 fermeture à 19 h. Visites conf. : 40-20-61-61. Jusqu'au 28 février 1990. 26 F (possibilité de billets combinés avec le billet d'entrée du musée).

L'invention d'un art

L'histoire du 19^e art au vingtième siècle y est évoquée à travers la reconstitution de plusieurs grandes expositions. Un vaste panorama montre aussi l'éclectisme de la création photographique aujourd'hui. C'est l'exposition centrale du cent cinquantième de la photographie, et c'est la première fois que le cinquanteième étage du Centre Pompidou est consacré à l'image fixe.

Centre Georges-Pompidou, Musée national d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 1^{er} janvier 1990.

Objets interdits

Une double exposition au titre inutilement racoleur. Un hommage à Olof Dapper à travers l'art africain dans les cabinets de curiosités européens du dix-septième siècle et une sélection de très beaux reliquaires VII.

Fondation Depper, 50, av. Victor-Hugo, Paris, 16^e. Tél : 46-00-01-50. Tous les jours de 11 h à 19 h. Jusqu'au 7 avril 1990. 15 F (entrée libre le mercredi).

Paris et le daguerrétype

Dans un espace splendidement aménagé, le procédé de Daguerre est mis à l'honneur en 160 plaques anciennes représentant des vues de Paris. Fragiles et précieuses, précises et vivantes, ces vues, ponctuelles de daguerrétypes contemporains de Jan Paterson et Patrick Bailly-Maître-Grand, suscitent un climat magique.

Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris, 3^e. Tél : 42-72-21-13. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 28 février 1990. 20 F.

Sophie Taeuber

Le centenaire de la naissance de Sophie Taeuber est le prétexte de cette exposition rétrospective juste et bien faite. Qui rend hommage au talent et à l'originalité des recherches de cette artiste d'avant-garde, amie de dada puis du constructivisme, dont l'œuvre tient bon, sans qu'il soit besoin de la situer, comme on le fait trop souvent, dans la mouvance de celle de Jean Arp, l'époux.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris, 16^e. Tél : 42-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 h à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 18 mars 1990. 15 F.

Braun Van Velde

En organisant cette rétrospective, le Musée national d'art moderne fait plus que réparer un oubli et une injustice : il met Braun Van Velde à son vrai rang, celui de peintre majeur de l'histoire de l'abstraction.

Centre Georges-Pompidou, Musée d'art moderne, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris, 4^e. Tél : 42-77-12-33. Tous les jours

mardi de 12 h à 22 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 22 h. Jusqu'au 7 janvier 1990.

GALERIES

Joseph Beuys

Dessins et collages des années 40 à 60. Mots, graphies abstraites, figurations d'objets, d'animaux, formules, équations, démonstrations. Un Beuys qui prépare sa sculpture, ses actions, et qui, à travers certains travaux sur papier, laisse passer beaucoup de sensibilité.

Galerie Gilbert Brunet et Cie, 15, rue Saint-Gilles, Paris, 3^e. Tél : 42-78-42-21. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h à 19 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 24 janvier 1990.

Naum Gabo

Une évocation de l'œuvre du sculpteur (1890-1977), auteur, avec son frère Antoine Pevsner, du Manifeste du constructivisme, et dont l'abstraction radicale, les plans de verre et les trames de matières plastiques sont une des sources de l'art cinétique.

Galerie de France, 82, rue de la Verrerie, Paris, 4^e. Tél : 42-74-30-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 19 h. Jusqu'au 6 janvier 1990.

James Turrell

L'artiste californien a conçu tout spécialement une installation, une « light piece », pour l'espace de cette nouvelle galerie aménagée dans une ancienne fonderie par André Putman.

Galerie Fromont et Putman, 33, rue Charlot, Paris, 3^e. Tél : 42-78-03-50. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h. Jusqu'au 13 janvier 1990.

RÉGIONS

Caen

Wilky Roals

L'homme seul dans la foule à Noël, Rose Zehner pendant une grève chez Citroën, trois pouceux sur une route de Lorraine, autant de héros qui constituent l'univers poétique de ce représentant type de l'humanisme français. Quarante tirages inédits complètent la rétrospective proposée en 1985 par la Mission du patrimoine photographique.

Archevêque et Théâtre municipal, 135, bd Marchais-Lodron, 14007. Tél : 31-66-12-78. Jusqu'au 27 janvier.

Chambéry

C'est la faute à Rousseau

L'homme, ses idées, sa popularité y sont évoqués à travers peintures, sculptures, gravures, objets et documents. De Houdon à Carrier-Belleuse. Après Chambéry, où « commença le court bonheur de sa vie », auprès de Mme de Warens, l'exposition ira, c'est naturel, à Genève.

Musée savoyard, square de Lenoir de May, 73000. Tél : 78-33-44-48. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 18 février.

Grenoble

Annette Messager

Lire notre légende ci-dessus.

Musée, place de Verdun, 38000. Tél : 78-54-09-32. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 12 février.

Lyon

Les musées de Moulins

Natures mortes et fleurs de Berjon et Bony, scènes de genre de Grobon, peintures d'histoire d'Hennequin, peintures troubadours de Revell et Fleury Richard, sculptures de Chénard et d'une inconnue, Madame de Sermazy. C'est avec ces peintures et ces sculptures de la Révolution et de l'Empire que l'on commença à parler d'une « école lyonnaise ».

Musée des beaux-arts, palais Saint-Pierre, 20, place des Terreaux, 69001. Tél : 78-28-07-84. De 10 h 30 à 18 heures. Fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 11 février.

Denis Roche

L'image comme écriture, l'écriture comme image. Topographe du désir, Denis Roche raconte depuis vingt-cinq ans sa vie en photos, mais ses instantanés se lisent de plus en plus comme l'expression concertée d'un fait esthétique. Cet ensemble reprend la quasi-totalité des tirages présentés récemment à Paris.

Galerie La Nécessaire 2, 38, rue Burdeau, 69001. Tél : 72-00-06-72. Jusqu'au 27 janvier.

Marseille

Peinture-cinéma-peinture

De l'influence du 7^e art sur la peinture, ses thèmes et son espace, depuis le début du siècle. Un beau sujet curieusement inexploré jusqu'ici, et que les Marseillais traitent en grand : quel que soit l'œuvre, de Léger, Richter et Duchamp à aujourd'hui sont en effet réunies à la Vieille-Charité.

Centre de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité, 13002. Tél : 91-66-28-38. De 10 heures à 17 heures. Samedi et dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 janvier.

Morlaix

L'œuvre gravé d'Albrecht Dürer

Une exposition du Carrefour des régions d'Europe. Elle réunit une centaine d'œuvres du maître allemand, en particulier les grands cycles inspirés de la Bible : l'Apocalypse de saint Jean, la Grande Passion et la Vie de la Vierge, édités ou réalisés en 1511.

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29210. Tél : 88-88-88-88. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Le dimanche jusqu'à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 13 janvier.

Nantes

Sarkis

Ses petites aquarelles, un nombre de 103, ont tout de notations imprévisibles de voyages intérieurs. Jusqu'à ces dernières années, ses 42 peintures à l'huile réalisées à l'automne 1985, et regroupées sous le titre « 42 heures du Loup », sont comme un condensé de tous les thèmes chers à l'artiste. La réunion de ces deux ensembles fournit donc l'occasion d'approcher d'un peu plus près l'œuvre de Sarkis, le plus secret des artistes d'aujourd'hui.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél : 40-41-88-88. De 10 heures à 12 heures et de 18 heures à 17 h 45. Le dimanche de 11 heures à 17 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 14 janvier.

Rouen

A travers le verre

Gobelets, carafes, luminaires, objets de médecine, de pharmacie ou d'alchimie... Plus de trois cent cinquante pièces de verrerie médiévale sont rassemblées. La plupart de ces objets précieux proviennent de fouilles urbaines et rurales effectuées récemment en France, et sont inédits.

Musée départemental des Antiquités, 198, rue Beauvoisine, 76000. Tél : 35-88-55-10. De 10 heures à 17 h 30. Le dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 28 février.

Saint-Etienne

De la Révolution à la perestroïka

Depuis la glasnost, l'art soviétique est à la mode : la peinture d'aujourd'hui, bonne ou mauvaise d'ailleurs, comme les recherches des avant-gardes historiques. Le propos de l'exposition de Saint-Etienne est justement de réunir anciens et nouveaux, en puisant dans les collections des musées Ludwig d'Alte- und Neuzeit de Cologne.

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000. Tél : 77-66-28-58. De 10 heures à 18 heures. Nouveaux le mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 28 février.

Villeneuve-d'Ascq

« Blast », foyer et explosion, surréalisme européen - expressionnisme abstrait américain.

A travers un choix restreint d'œuvres majeures, dont beaucoup ont été prêtées par le Musée d'art moderne de New-York, l'exposition essaie de montrer la nature des échanges entre les artistes américains à l'origine de l'expressionnisme abstrait, et les surréalistes émigrés aux États-Unis pendant la guerre. Un point d'histoire.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél : 20-05-42-48. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 19 février.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Brescette, Sélection « Photo » : Patrick Regiers

MUSIQUES

LES GRANDS CONCERTS CLASSIQUES DE L'ANNÉE

Retenez vos places

Les concerts de prestige étant pris d'assaut malgré des prix de places souvent prohibitifs, il vaut mieux réserver ses places au plus vite. De l'ouverture de l'Opéra-Bastille aux petits nouveaux présentés par l'Orchestre de Paris, vingt-cinq concerts à ne pas manquer.

PIANO ★★

Vlado Perlemuter joue Ravel et Chopin

Ravel : Sonatine ; Miroirs - Chopin : 12 Études op. 25. Les riches heures du chef de file du piano français. Il a connu Ravel et a travaillé avec lui : son art du piano en a été transfiguré. Et pour beaucoup de jeunes, il est un modèle vénéré. Le 29 janvier, à 20 h 30. (Renseignements ci-contre troisième colonne).

Julien Guiraud et Broom Luth

(Œuvres de Dowland, Bach, Sanz, Sor et Villa-Lobos. - La guitare passionnée moins qu'il y a vingt ans, est-ce une raison pour ne pas aller écouter son grand maître ? Les 12 et 13 février, à 20 h 30.

Murray Perahia, pianiste et chef

Mozart : Divertimento KV 136 ; Concertos pour piano et orchestre n° 22 et 27, avec l'Orchestre de chambre de l'Europe. - Comme Mozart naguère, Edwin Fischer jadis et Daniel Barenboim ou Vladimir Ashkenazy aujourd'hui, Murray Perahia dirige les concerts de Mozart depuis son clavier. Est-ce une bonne solution ? Quelques pianistes, et non des moindres, affirment que non. Le 19 mars, à 20 h 30.

Nikita Magaloff sans Chopin

Mendelssohn : Prélude et fugue op. 35 ; Variations sérieuses - Prokofiev : Sonate n° 7 - Scriabine : 12 Études op. 8 (A). - Mendelssohn : Rondo Capriccioso ; 9 Romances sans paroles - Prokofiev : Roméo et Juliette - Rachmaninov : 6 Études-Tableaux op. 23 et 39 (B). - Nikita Magaloff n'est pas seulement un interprète fêté dans Chopin, son répertoire est vaste, original. Il le prouve ce soir encore. Les 27 mars (A) et 27 avril (B), à 20 h 30.

Andreas Schiff joue Schubert

Schubert : Sonates pour piano D 568, 840 et 958. - Un pianiste qui peut être étonnant comme la pluie lorsqu'il joue Bach « à la romantique », mais

qui dans Bartók, Schumann, Mozart, Mendelssohn ou... Schubert peut captiver. Le 11 mai, à 20 h 30.

Michelangelo : viendra-t-il ?

Struss : Don Juan - Beethoven : Concertos pour piano et orchestre n° 1 et 3, avec l'Orchestre symphonique de Londres, Michael Tilson-Thomas (direction). Si l'homme public est imprévisible, le pianiste l'est beaucoup plus. La perfection plastique de son jeu fascine les uns, amuse quelques autres. Le Celibidache du piano. Le 16 mai, à 20 h 30.

Retour au romantisme pour Maurizio Pollini

Schumann : Chants de l'Anse ; 3 Sonates pour piano - Chopin : 2 Nocturnes op. 27 n° 1 et 2 ; Première Ballade ; Berceuse op. 57 ; Deuxième Scherzo. - Deux compositeurs que le pianiste italien jouait avec une sonorité solaire et une perfection technique uniques, il y a vingt ans. Le 21 mai, à 20 h 30.

Le Parahia nouveau

Frank : Prélude, choral et fugue - Schumann : Fantaisie op. 17 - Prokofiev : Sonate n° 3 - Liszt : Rhapsodie espagnole. - La Rhapsodie espagnole n'est pas précisément le type d'œuvres sur lequel Parahia a établi sa réputation. Mais lorsque l'on joue bien Mozart, il y a peu de raisons que l'un ne réussisse pas avec Liszt. L'inverse se vérifie plus rarement. Le 28 mai, à 20 h 30.

L'œuvre Fischer

Beethoven : Sonates n° 8 « Pathétique » et 14 « Clair de lune » - Schumann : Carnaval op. 9. - Des œuvres rabêchées bien sûr, mais lorsque Annie Fischer s'assied devant son Steinway on oublierait presque tous ses confrères. Pour une fois, espérons qu'elle remplira la Salle Pleyel. Le 11 juin, à 20 h 30.

Brendel classique et romantique

Haydn : Sonate Hob. XVI n° 20 - Schumann : Études symphoniques - Beethoven : 6 Variations op. 34 ; Sonate n° 31 op. 110. - Alfred Brendel a tout joué dans sa jeunesse, aujourd'hui il concentre son travail sur Beethoven, Schubert, Schumann, Haydn, Liszt et Mozart. Le 18 juin, à 20 h 30.

Vladimir Ashkenazy, versant piano

Brahms : Klavierstücke op. 119 - Schumann : Kreisleriana - Brahms : Sonate en fa mineur op. 5. - Ashkenazy est toujours plus captivant en récital que dans ses disques récents : enregistré en dépit du bon sens (trop de réverbération, son métallique), ils donnent une image souvent assez désastreuse de ses qualités de musi-

ciens. Et cette fois-ci, il ne dirigera pas de son clavier. Il a beau proclamer que cette formule est la bonne, ces derniers disques l'infirmement. Le 22 juin, à 20 h 30.

Le pianisme de Maria Tipo.

Bach : Partita n° 2 - Chopin : Sonate n° 3 - Debussy : Les Images, Livre II ; Six Études, Livre II. - Maria Tipo joue avec magnificence, sa sonorité est riche, colorée. Son style est parfois un peu curieux. Mais enfin, en concert, elle en impose. Le 25 juin, à 20 h 30.

Salle Pleyel, location par téléphone : 45-63-88-73 (règlement par carte bleue exclusivement). Renseignements, tél. : 45-61-06-30. De 100F à 300F (tréteux) ; de 120F à 400F (Parahia avec orchestre) ; de 120F à 600F (Michelangelo et Tilson-Thomas).

ORCHESTRE DE PARIS

Un grand

permet les grands

Brahms : Concerto pour violon et orchestre ; Symphonie n° 2, avec Miriam Fried (violin), l'Orchestre de Paris, Kurt Sanderling (violin). Respecté, mieux ! admiré par ses confrères, Kurt Sanderling est l'un des chefs qui comptent malgré son relatif manque de gloire dans notre pays. Et il est particulièrement fêté dans Brahms. Les 17 et 18 janvier, à 20 h 30. (Renseignements ci-contre, avant l'Opéra-Bastille).

Semyon Bychkov

chasse sur ses terres

Tchaïkovski : Variations sur un thème rococo - Chostakovitch : Symphonie n° 8, avec Yo Yo Ma (violoncelle), l'Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction). L'une des œuvres les plus contestables de Tchaïkovski par un violoncelliste virtuose au royaume des virtuoses : l'une des plus étonnantes et fortes symphonies, par un chef qui sait diriger cette musique et un orchestre qui, s'il a suffisamment répété, peut en donner une version sinon éblouissante (l'Orchestre de Paris n'est tout de même pas celui de Leningrad ou d'Amsterdam), du moins convaincante. Les 24 et 25 janvier, à 20 h 30. Le 26, les Variations rococo seront remplacées par la Mort de Cléopâtre, de Berlioz, qui sera chantée par Maria Ewing.

Un pianiste à découvrir

Debussy : Prélude à l'après-midi d'un faune - Saint-Saëns : Concerto pour piano et orchestre n° 2 - Stravinski : Petrouchka (version de 1947), avec David Golub (piano), l'Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction). Semyon Bychkov (bon pianiste lui-même) a invité David Golub car il le trouve parfait musicien. Dans ces conditions, on pourra légitimement s'interroger sur le choix d'un concerto qui n'en demande peut-être pas tant. Les 31 janvier et 1er février, à 20 h 30.

Concert à deux orchestres

Varèse : Intégrales - Dallwitz : Dindanes - Bartók : Quatre pièces pour orchestre - Varèse : Amériques, par l'Orchestre de Paris et l'Ensemble InterContemporain, Pierre Boulez (direction). Lorsque Boulez jure les bons pour diriger, la perfection n'est pas loin. Les 7 et 8 février.

Mahler à son zénith

Mahler : Symphonie n° 3, avec Doris Soffel (mezzo-soprano), chœur de femmes de l'Orchestre de Paris, Maître des Hauts-de-Seine, Arthur Oldham et Francis Bardot (direction), l'Orchestre de Paris, Zubin Mehta (direction). Stravinski et Mahler sont les pierres de touche du chef d'orchestre indien, et notamment cette Troisième Symphonie qu'il dirige de façon magistrale, défilant dans ses envolées. S'il dirigeait aussi bien Beethoven ou Brahms... Les 15 et 16 février, à 20 h 30 ; le 17, à 16 h 30.

Les grands de demain

Saint-Saëns : Concerto pour violoncelle et orchestre n° 1 - Bartók : Concerto pour violon et orchestre n° 2 - Brahms : Double Concerto pour violon, violoncelle et orchestre, par Matt Haimovitz (violoncelle), Midori (violin), l'Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction). Matt Haimovitz et Midori ont trente-cinq ans à eux deux et les portes de la carrière s'ouvrent déjà en grand. Une chance que beaucoup de jeunes artistes de leur valeur n'ont pas. Un concert comme celui-ci permettra en tout cas de les juger sur pièces, d'autant que



Midori n'a pas vingt ans que déjà le monde entier se l'arrache. L'Orchestre de Paris la réinvite fin février.

Bychkov accompagne généralement fort bien. Les 21, 22 et 23 février, à 20 h 30.

Duché écossaise

Weber : Invitation à la valse - Mozart : Concerto pour piano et orchestre n° 22 - Reich : Three Movements (certain français). - Struss : Mort et transfiguration, avec Alicia de Larrocha (piano), l'Orchestre de Paris, Christoph von Dohnanyi (direction). Avec sa sonorité argentine, ses délicatesses, sa chaleur communicative, Alicia de Larrocha sera particulièrement à son aise dans le plus virtuose des concertos pour piano de Mozart. Mais quel curieux programme ! Après Weber et Mozart, Steve Reich et le pire Richard Strauss vont démentir, c'est sûr. Les 28 février et 1er mars, à 20 h 30.

La mélancolie de Lupa

Brahms : Concerto pour piano et orchestre n° 2 - Beethoven : Symphonie n° 7, avec Radu Lupu (piano), l'Orchestre de Paris, Stanislas Skrowaczewski (direction). Radu Lupu ne craint pas, lorsque la musique est ainsi, d'être ému, comme Claudio Arrau ne cherche jamais à faire oublier les difficultés contenues dans une œuvre. La beauté est parfois à ce prix. Les 7 et 8 mars, à 20 h 30.

Le poudou de Duchabie

Weber : Ouverture du Freischütz - Schumann : Symphonie n° 1 - Tchaïkovski : Concerto pour piano et orchestre n° 1, avec François-René Duchabie (piano), l'Orchestre de Paris, Claus Peter Floor (direction). Duchabie a tout pour être un grand pianiste romantique, les doigts comme la

volonté de communiquer avec son public, et puis, curieusement, il semble s'arrêter en chemin, s'enferme dans une petite bulle, et sa poudou peut devenir effacement. Les 4 et 5 avril, à 20 h 30.

Un seul être

vous manque...

Bizet : Symphonie en ut - Brahms-Berlioz : Opus 120 n° 1 pour clarinette et orchestre - Franck : Symphonie en ré mineur, avec Pascal Moragues (clarinette), l'Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction). Il est arrivé certains soirs que la clarinette de Moragues transfigure une exécution de l'Orchestre de Paris, qu'une seule de ses interventions illumine une soirée entière promise à la grisaille. Alors lorsqu'il doit jouer en soliste, on se précipite. Les 25 et 26 avril, à 20 h 30.

Salle Pleyel. Location par téléphone : elle débute 14 jours avant le premier concert de chaque semaine, chaque jour (sauf le dimanche) de 13 heures à 17 heures au 45-63-07-98 ; les places toutes sont à payer et retirer le soir même du concert de 19 h 45 à 20 h 20. Location aux caisses de la Salle Pleyel : elle débute 14 jours avant le premier concert de la semaine, chaque jour (sauf le dimanche) de 11 heures à 18 heures.

OPÉRA-BASTILLE

Une ouverture

tant attendue

Berlioz : Les Troyens (version originale). La Prise de Troie, avec Grace Bumbry (Cassandre), Colette Alliot-Lugaz (Ascanie), Anna Ringart (Hécube), Gary Blanchard/George Gray (Enée), Philippe Ronillon/Jean-

Luc Chaignaud (Chorébe), Gregory Reinhart (Panthée), Michel Marselli (Priam), Michel Philippe (Un soldat troyen). Les Troyens à Carthage, avec Shirley Verrett (Didon), Nadine Denize (Anna), Colette Alliot-Lugaz (Ascanie), Gary Blanchard/George Gray (Enée), Donald Kasach (Hécube), Jean-Philippe Coats (Nausica), Gregory Reinhart (Panthée), les Chœurs et l'Orchestre de l'Opéra de Paris, Myung Whun Chang (direction). Pier-Luigi Pizzi (mise en scène, décors et costumes). Une distribution pour le moins hasardeuse (Grace Bumbry et Shirley Verrett n'ont plus la voix de leurs trente ans et leur prononciation du français n'est pas leur qualité première), un orchestre qui n'a plus que trois mois pour se remettre d'aplomb, un metteur en scène plus qu'ingénu : il n'y a guère que le président des Opéras de Paris et l'administrateur de l'Opéra-Bastille pour afficher un mine réjouie. Plus réaliste Myung Whun Chang affirme qu'il faudra un miracle pour que cette inauguration soit à la hauteur de l'investissement. Les 20, 25, 28 mars et 3 avril, à 19 h 30 (La Prise de Troie) ; Les 21, 27, 29 mars et 4 avril, à 19 h 30 (Les Troyens à Carthage).

Théâtre de l'Opéra-Bastille. Location par téléphone, à partir du 13 février. Renseignements (audiophonie), tél. : 43-43-96-96. De 40F à 370F pour un des deux opéras ; de 70F à 640F pour l'intégralité des Troyens.

THÉÂTRE DES AMANDIERS

Sollers persiste et signe

Haendel : Jules César en Égypte, avec Cheryl Cobb, Jeffery Gail, Herman Hildebrand, Lorraine Hunt, etc., l'Orchestre symphonique du Théâtre royal de la Monnaie de Bruxelles, Craig Smith (direction), Peters Sellars (mise en scène). Transposé dans un pays où le pouvoir appartient à ceux qui possèdent les puits de pétrole, cet opéra quasiment inconnu n'en est pas moins monté dans une version philologique pure : pas de coupures et la distribution vocale originale. La mise en scène est d'une drôlerie irrésistible. Les 13, 16, 19, 22, 25, 31 janvier et le 3 février, à 19 h 30 ; le 28 janvier, à 15 heures.

Monteverdi

habillé de neuf

Monteverdi : Le Couronnement de Popée, avec Elzbieta Ardan, Malcolm King, Franco Carrozza, etc., l'Orchestre symphonique du Théâtre royal de la Monnaie de Bruxelles, Sylvain Cambreling (direction), Luc Bondy (mise en scène). Pierre d'achoppement de la muséologie, la partition musicale du Couronnement de Popée a été « réinventée » par le compositeur Philippe Boesmans, qui n'a évidemment pas recherché les timbres particuliers des instruments baroques. Il leur a substitué ceux du synthétiseur, du piano, des marimbos, du vibraphone qu'il utilise dans le continuo. La mise en scène de Luc Bondy (admirable) s'inspire au sous-cosmétique masochiste qui lie les personnages. Les 14, 16, 21, 23 et 27 février, à 20 heures ; les 18 et 25 février, à 15 heures.

Théâtre des Amandiers de Montreuil. Location par téléphone : 47-21-18-81. De 230 F à 280 F.



Sans faire de bruit Michael Tilson-Thomas a affirmé sa carrière. Le 16 mai, il dialogue avec Michelangelo.

SÉLECTION JAZZ

Pierre Michelot Maurice Vander Francis Lussus

Michelot est un des musiciens qui comptent. Il n'y a pas tant d'Européens à avoir marqué le jazz moderne ! Michelot - le tracé harmonique, la rondeur du son, représente un jeu de basse et une esthétique qui se sont perdus. On ne les recommande pas par nostalgie usée, mais parce qu'ils conservent toute leur actualité et toute leur splendeur. Comme la typographie au plomb ! Avec Maurice Vander (piano) et Francis Lussus (drums).

Du 27 au 30, Sunset, 23 heures. Tél. : 40-26-46-60.

French All Stars 1989

Grand défilé (gratuit) des meilleurs musiciens français, moyenne d'âge trente ans, de 18 h 30 à 20 h 30 (juste avant le réveillon), à l'initiative des présentateurs et programmeurs de Radio-France. Chassagnite, Lelann, Lefou, Barret, Solavits, Deschepper, Ducret, Lazarevitch, Labarrière, Mechali, Jemy Clark, Solal, Humair, ceux que nous oublions, ceux qui se joindront.

Le 31, Maison de Radio-France, 18 h 30. Tél. : 42-30-15-18. Entrée libre.

Super Pop Band

Réveillon avec le dernier carré du Sunset : Belmondo

(le fils), Alby Callaz (le fils), George Brown et Christophe Laborde (des fils aussi, probablement) et les invités de passage. Nuit du jazz, nuit de rêve.

Le 31, Sunset, 23 heures. Tél. : 40-26-46-60.

Le Cri de la mouche

Big Band Human Spirit

FFF

On peut assez facilement se moquer du Cri de la mouche et de ses provocations adolescentes. On peut aussi leur reconnaître une maîtrise du genre choisi (le rock dur qui voudrait ne pas être trop lourd), qui fait parfois plaisir à entendre.

Le 31, Maison de Radio-France, 18 h 30. Tél. : 42-30-15-18. Entrée libre.

Super Pop Band

Réveillon avec le dernier carré du Sunset : Belmondo

CHANSON

Véronique Sanson

Un plaisir de fin d'année : une collection de friandises musicales dans un emballage exceptionnel - le Châtelet et un orchestre. Il faut profiter de l'offre de la maison Sanson avant l'extinction des fêtes.

Du 27 au 31, Châtelet. Théâtre musical de Paris. 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 60 F à 195 F.

La sélection

classique a été établie par :

Alain Lompech

« Jazz » :

Francis Marmande

« Rock » et « Chanson » :

Thomas Sotinel.